

Audit environnemental, social et santé-sécurité

Parc Industriel de Caracol - Haïti



Audit – application des mesures d’atténuation et de suivi environnemental, social et en santé sécurité au travail

Parc industriel de Caracol – Haïti

HA-T1273-P001

5 février 2021

PRÉSENTÉ À

L’Unité Technique d’Exécution (UTE)

26, Rue 3, Port-au-Prince, Haïti
(509) 2813-0290/2941-0290
www.ute.gouv.ht



PRÉSENTÉ PAR

Tetra Tech QI Inc.

7400 boul. des Galeries-
d'Anjou, bureau 500,
Montréal (Qc) H1M 3M2

T +1 (438) 469-2454
tetratech.com



Préparé par :

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'P. Carpentier', is written over a horizontal line.

2021-02-05

Pierre-Antoine Carpentier, M. Env., VEA

Date

Avec la contribution de : Marco Gracia, Carlos Gutierrez
et Lisa Lamouline

Autorisé par :

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Martin Dorais', is written over a horizontal line.

2021-02-05

Martin Dorais, M.Env., VEA, VPSGE

Date

RÉVISIONS

RÉVISION	DATE	DESCRIPTION	PRÉPARER PAR
00	5 OCTOBRE 2020	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	PAC/CG/MG/MD/LL/AH
01	15 OCTOBRE 2020	ÉMIS POUR DIVULGATION	MD/AH
02	7 DÉCEMBRE 2020	VERSION FINALE	PAC/MG/MD/AH
03	05 FÉVRIER 2021	VERSION FINALE (INTÉGRATION COMMENTAIRES BID)	PAC/MD/AH

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	1
1.0 INTRODUCTION	3
2.0 DESCRIPTION DU PROJET	3
2.1 Objectifs du mandat	3
2.2 Description des installations	4
2.2.1 Installations existantes	4
2.2.2 Projet à venir	6
3.0 MÉTHODOLOGIE DE L'AUDIT	6
3.1 Les étapes de l'audit	6
3.2 La portée de l'audit et critère d'audit	6
3.3 Catégorie des constats d'audit	7
3.4 Respect des politiques de la BID	8
4.0 ENVIRONNEMENT	8
4.1 Mécanisme de gestion environnementale	8
Documentation	8
Ressources, rôles et responsabilités	10
Surveillance et non-conformité	11
4.2 Protection des milieux naturels	12
4.3 Gestion de l'approvisionnement en eau	14
4.4 Gestion des eaux usées	16
4.5 Gestion des matières dangereuses	21
4.6 Gestion des déchets	23
4.7 Urgence environnementale	28
4.8 Gestion des nuisances bruit et poussière	29
4.9 Adéquation des mesures en place avec les politiques de la BID	30
5.0 SOCIAL	31
5.1 Mécanisme de gestion sociale	31
5.2 Transport et sécurité de la population	33
5.3 Santé, Hygiène et Alimentation	35
5.4 Logement	37
5.5 Cohésion sociale/protection des populations vulnérables	38
5.6 Engagement des parties prenantes et mécanisme de gestion des plaintes	40
5.7 Adéquation des mesures en place avec les politiques de la BID	41
6.0 SANTÉ-SÉCURITÉ	42
6.1 Mécanisme de gestion de la santé-sécurité	42
6.2 gestion des formations	44
6.3 EPI et gestion des produits chimiques	45
6.4 Gestion des situations d'urgence	46

6.5 Adéquation des mesures en place avec les politiques de la BID	47
7.0 LIMITATIONS DE L'AUDIT	47
8.0 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	47

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Liste des procédures environnementales énumérées dans le manuel ESSST du PIC	9
Tableau 2 : Quantités d'eau relevées dans le rapport de lecture des compteurs d'août 2020	15
Tableau 3 : Résultats de la qualité de l'eau de la rivière en amont et en aval du PIC (EqLab, janvier 2020)	16
Tableau 4 : Production de déchets non dangereux du PIC en 2019.	24
Tableau 5 : Procédures sociales existantes et consultées.....	32
Tableau 6 : Procédures santé et sécurité existantes et consultées.	43

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Localisation des installations sur le site PIC	5
Figure 2 : Plan d'aménagement de Madras selon l'évaluation environnementale (Burgeap mars 2012).	25
Figure 3 : Évolution de l'emprunte foncière de Madras en 2013 et 2020.....	26
Figure 4 : Entreposage des cendres d'incinération au sud-est du PIC (photo Tetra Tech)	27
Figure 5 : Autobus servant au transport des ouvriers (photo Tetra Tech)	33
Figure 6 : Ouvriers travaillant avec des produits chimiques sans gant de protection (photo Tetra Tech)	45

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 – Liste des documents consultés
Annexe 2 – Liste des politiques de la BID
Annexe 3 – Liste des personnes rencontrées
Annexe 4 – Analyse des politiques de la BID

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Parc industriel de Caracol (PIC) est implanté depuis 2012 dans la région Nord-Est d'Haïti, à 25 km de la ville de Cap-Haïtien. Après plusieurs phases d'agrandissement, la Banque interaméricaine de développement (BID) en partenariat avec l'Unité Technique d'Exécution (UTE) a souhaité évaluer la mise en œuvre des mesures d'atténuation et de suivi établies dans les différentes études d'impact environnemental et social ainsi que dans les programmes de gestion environnementale, sociale et santé sécurité existants (PGESSS).

Tetra Tech QI inc. (Tetra Tech) a obtenu le mandat de réaliser cet audit. Dans le présent contexte mondial de pandémie de la COVID-19, une partie des experts de Tetra Tech se situant au Canada n'a pu se rendre sur place pour réaliser les vérifications et les entrevues. Les constats de ce rapport préliminaire d'audit s'appuient donc sur la revue documentaire, la réalisation d'entrevues réalisées par visioconférence et par une courte visite de terrain par nos ressources locales. Des visites du PIC sont prévues au cours des prochaines semaines pour venir confirmer ou infirmer certains des constats.

La portée de l'audit intègre les aspects environnementaux, sociaux et de santé-sécurité du PIC.

Les constats de l'audit se répartissent de la manière suivante :

	Non-conformité	Observation	Opportunité d'amélioration
Environnement	22	21	6
Social	9	14	2
Santé-sécurité	6	4	1

D'un point de vue général, le principal constat concerne la documentation encadrant les activités du PIC en matière de gestion environnementale, sociale et santé-sécurité. Si la structure de base est présente, à savoir un règlement du PIC et un manuel *Environment, Health and Safety* (EHS), il est à noter l'absence d'un grand nombre de procédures prévues dans ce manuel, et une absence de mise à jour de la documentation qui la rend parfois difficilement applicable.

En ce qui a trait au personnel du PIC dédié aux questions environnementales, sociales et de santé-sécurité, plusieurs postes sont à combler depuis plusieurs mois. Cela vient réduire la capacité à assurer le suivi des contrôles des activités des locataires et la formation des travailleurs et des populations avoisinantes. Il est important de s'assurer que les postes clés soient occupés par des personnes compétentes permettant de garantir le respect des mesures de suivi attendues.

Si des mesures de vérification sont mises en œuvre quant aux activités des locataires, le personnel du PIC en matière d'EHS ne dispose pas de moyens suffisamment contraignants pour faire appliquer les règlements du parc. On peut noter le déversement d'eau usée dans le réseau du PIC par la compagnie Everest sans que celui-ci n'ait été autorisé.

D'un point de vue environnemental, les principaux enjeux soulevés à ce sujet dans le cadre de cet audit sont :

- La gestion des déchets autant banals que dangereux, avec l'absence de solution viable sur le long terme pour l'ensemble des types de déchets produits.
- La gestion de l'approvisionnement en eau avec des installations défectueuses et des données entre les quantités pompées et les quantités consommées tendant à démontrer un taux important de fuite ou un mauvais suivi de l'eau réellement consommée.
- La protection des berges de la rivière qui témoignent des problèmes d'érosion. Cette situation est amplifiée par un usage illégal par certains individus qui y font de la culture dans l'emprise du PIC et qui prélèvent du sable pour faire des matériaux de construction en amont du parc.

- Au niveau de la station d'épuration des eaux usées, certains processus de traitement ne fonctionnent plus et les solutions envisagées ne semblent pas être bien maîtrisées par le personnel de la station.
- En ce qui concerne les urgences environnementales, aucun document ne les encadre ce qui ne permet pas de garantir des interventions efficaces dans le cas de déversement ou autres urgences.

De plus, certaines problématiques ne sont pas couvertes par les études d'impact environnemental et social ou les PGESSS, comme la question de la qualité de l'air avec les suivis des incinérateurs à tissu et des chaudières au diesel ou des émissions de gaz à effet de serre. Il n'est également pas fait mention des risques liés aux catastrophes naturelles, ces questions ne se retrouvent donc pas ou très peu dans la documentation du PIC.

D'un point de vue social, les principaux enjeux qui ressortent de cet audit concernent :

- L'identification des populations vulnérables et les mesures mises en place pour leur assurer l'accès aux emplois du PIC et des conditions sécuritaires au PIC et aux alentours.
- L'accès à des conditions de travail sécuritaires particulièrement pour les femmes face aux agressions physiques et sexuelles dans les installations du PIC mais également dans les transports.
- La nécessité de renforcer le processus d'embauche des travailleurs au sein du PIC pour protéger les résidents des communes locales contre toutes demandes de pots de vin ou de services sexuels en échange de l'obtention d'un emploi.
- La nécessité de renforcer la gestion des plaintes pour assurer un meilleur accompagnement des plaignants et particulièrement des femmes.
- La gestion du transport où 25 % des travailleurs résident dans des régions qui ne sont pas desservies par le réseau de transport du PIC.
- En ce qui concerne le développement social de la zone, aucun plan d'investissement social n'a été mis en place pour garantir une amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble de la population avoisinante.

Et finalement, en matière de santé-sécurité, le principal enjeu concerne :

- Le manque de personnel de l'équipe EHS du PIC qui réduit la capacité à réaliser des vérifications et à donner les formations en matière de santé et de condition de travail (aucune formation donnée depuis plusieurs mois).

Les documents initiaux comme les études d'impact environnemental et social ainsi que les différents PGESSS préoyaient peu de mesures à respecter en termes de santé-sécurité au travail.

Le projet du PIC est encadré par quatre politiques en matière de protection de l'environnement, sociale, et santé, sécurité. Ainsi, 87 exigences de ces politiques sont applicables au projet. De ce total :

- 55 exigences sont correctement couvertes dans le cadre du projet.
- 28 exigences ont été prises en compte dans le cadre du projet, mais les mesures y afférent ne sont pas correctement mises en œuvre.
- 4 exigences ne sont pas couvertes par le projet.

L'évaluation du degré de mise en œuvre de ces mesures d'atténuation et de suivi permet de constater que dans l'ensemble les exigences des politiques a été respecté au moment de la planification et de la construction du projet. Toutefois, de grandes lacunes sont observées quant aux mesures afférentes aux opérations et aux suivis. La formulation des mesures d'atténuation de la prochaine opération d'agrandissement du PIC devra être plus précise pour la phase d'exploitation afin d'une meilleure prise en charge de ces risques.

1.0 INTRODUCTION

Le Parc industriel de Caracol (PIC) est implanté depuis 2012 dans le département Nord-Est de Haïti à 25 km de la ville de Cap-Haïtien. Le projet est mis en œuvre à la suite du tremblement de terre qui a touché le pays en 2010. Il a pour vocation de développer l'activité économique de la région et ainsi permettre de décentraliser les activités industrielles du pays de la capitale de Port-au-Prince, offrant une plus grande résilience en cas de catastrophe naturelle.

Le projet est né d'un partenariat entre le gouvernement haïtien et des bailleurs de fonds internationaux tels que USAID et la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

À l'heure actuelle, le PIC regroupe cinq principales entreprises spécialisées dans les domaines du textile et de la fabrication de peinture. Actuellement, 14 000 personnes travaillent sur le site. Depuis sa création, le PIC a connu différentes phases d'agrandissement et de nouveaux développements sont prévus pour les années à venir.

La gestion du PIC est sous la responsabilité, depuis juillet 2019, de l'Unité Technique d'Exécution (UTE) entité du gouvernement haïtien sous la tutelle du Ministère de l'Économie et des Finances.

Dans le cadre de sa création et des différentes phases d'expansion, le PIC a fait l'objet d'études d'évaluation des impacts environnementaux et sociaux afin de s'assurer de la viabilité de ce projet. De ces études ont découlé des mesures d'atténuation et de suivi à mettre en œuvre pour garantir que les impacts du projet soient minimisés et maîtrisés.

Dix ans après la création du PIC, et avant les nouveaux projets d'agrandissement, la BID souhaite analyser de quelle façon les mesures d'atténuation définies dans les études d'impact précédentes et les programmes de suivi recommandés ont été mises en œuvre, et si elles ont été conformes aux exigences établies par les politiques de la BID en matière d'environnement, de protection sociale et de santé sécurité au travail.

C'est dans ce contexte que la BID a mandaté Tetra Tech QI inc. (Tetra Tech), pour réaliser un audit environnemental, social, et santé-sécurité du PIC. Cet audit a été réalisé entre août et octobre 2020.

2.0 DESCRIPTION DU PROJET

2.1 OBJECTIFS DU MANDAT

L'objectif de cet audit est double. Dans un premier temps, l'audit a pour but d'évaluer le degré de mise en œuvre des mesures d'atténuation et de suivi établies dans les différentes études d'impact environnemental et social qui ont jalonné les différentes étapes d'implantation et d'agrandissement du PIC. De cette évaluation, des recommandations doivent être formulées afin de corriger la situation lorsque des écarts sont constatés entre ce qui devait être mis en œuvre et la réalité de la situation sur le terrain. L'audit permettra également d'identifier les aspects environnementaux qui n'ont pas fait l'objet de mesures d'atténuation ou de suivi suffisants et qui peuvent représenter un enjeu.

Le second objectif de cet audit est d'évaluer si les mesures d'atténuation ou de suivi implantées permettent de respecter les exigences découlant des politiques de la BID. De cette analyse, des avis doivent être formulés pour assurer que les exigences comprises dans les politiques de la BID soient respectées dans la forme actuelle du projet et dans ces expansions prévues dans le futur.

Cet audit doit permettre d'identifier et de passer en revue l'ensemble de la documentation existante en matière de gestion de l'environnement de la protection sociale et de la santé-sécurité au travail. L'ensemble de l'information disponible a été référencée et intégrée à une base de données. Il doit également permettre d'identifier clairement l'ensemble des acteurs pertinents associés aux différents volets du projet et de s'entretenir avec eux pour recueillir

les informations sur les actions mises en œuvre et suivies. L'audit doit également permettre de documenter la situation sur le terrain par des visites et des vérifications. La section 3 du présent rapport présente plus en détail la méthodologie employée.

À noter qu'en raison de la pandémie de COVID-19 en cours au moment de cet audit, l'emphase des travaux a été mise sur la revue documentaire ainsi que sur les entretiens téléphoniques. Afin de respecter les consignes sanitaires en vigueur en Haïti et au Canada, les visites terrain ont dû être moins approfondies que ce qui était initialement prévu.

2.2 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

2.2.1 Installations existantes

Inauguré en 2012, le PIC accueille aujourd'hui 14 000 employés sur un territoire de 2 400 000 m². Les installations occupent présentement 40 % de la superficie totale du site. Les installations se composent de 17 bâtiments principaux organisés de la manière suivante :

- Un bâtiment administratif qui accueille les bureaux de l'UTE responsables de la gestion du PIC ;
- Un bâtiment accueillant un centre de formation et les locaux de l'organisme *Better Work* responsable de faire la liaison entre les entreprises américaines et les entreprises installées sur le site.
- L'entreprise MAS Akansyel qui réalise des activités de couture dans un bâtiment. Elle a entrepris des démarches afin d'avoir les autorisations de procéder à des activités de teinture. Elle occupera également une partie des nouveaux bâtiments qui devraient être construits dans le cadre de l'agrandissement du site.
- L'entreprise Everest dispose de trois bâtiments sur le site où sont réalisées des activités de couture et d'impression sur textile.
- L'entreprise S&H Global, le plus important locataire du site, occupe dix bâtiments ainsi que des bâtiments administratifs. Elle procède à des activités de coutures. Elle dispose également de quatre incinérateurs permettant l'élimination des chutes de tissus.
- L'entreprise Peinture Caraïbes, spécialisée dans la fabrication de peinture, occupe un bâtiment.
- L'entreprise Sisalco qui conditionne la fibre de sisal pour l'exportation.
- Une station de pompage des eaux qui fournit en moyenne 1 000 m³/j d'eau non potable pour l'ensemble du PIC.
- Une station de traitement des eaux usées (STEP) d'une capacité de traitement de 3 600 m³ d'eau par jour.
- Une centrale thermique exploitée par NRECA qui alimente en énergie l'ensemble des installations du PIC ainsi que les communes de Caracole, Limonade, Trou du Nord et Terrier Rouge. Elle possède une capacité de production de 10 mégawatts.
- Un bâtiment est partagé entre différents locataires. Sur les 5 espaces disponibles, l'un est occupé pour de l'entreposage de pièces par NRECA, l'autre accueille des locaux de la police spéciale et les trois autres sont inoccupés.
- Une aire de stationnement des autobus, avec une aire d'entretien sur laquelle s'effectuent des changements d'huile et autres petits travaux d'entretien.
- Cinq cafétérias sont réparties sur le site qui sont sous la responsabilité des entreprises MAS Akansyel et S&H Global.
- Un centre des opérations d'urgence avec une caserne de pompiers.
- Des dortoirs et hôtels pour le personnel du PIC avec des terrains de sport.
- Les déchets banals sont entreposés sur le site de Madras qui se situe à 3 km à l'ouest du PIC.

La photo aérienne présentée à la **Figure 1** permet de localiser les différentes installations mentionnées précédemment.

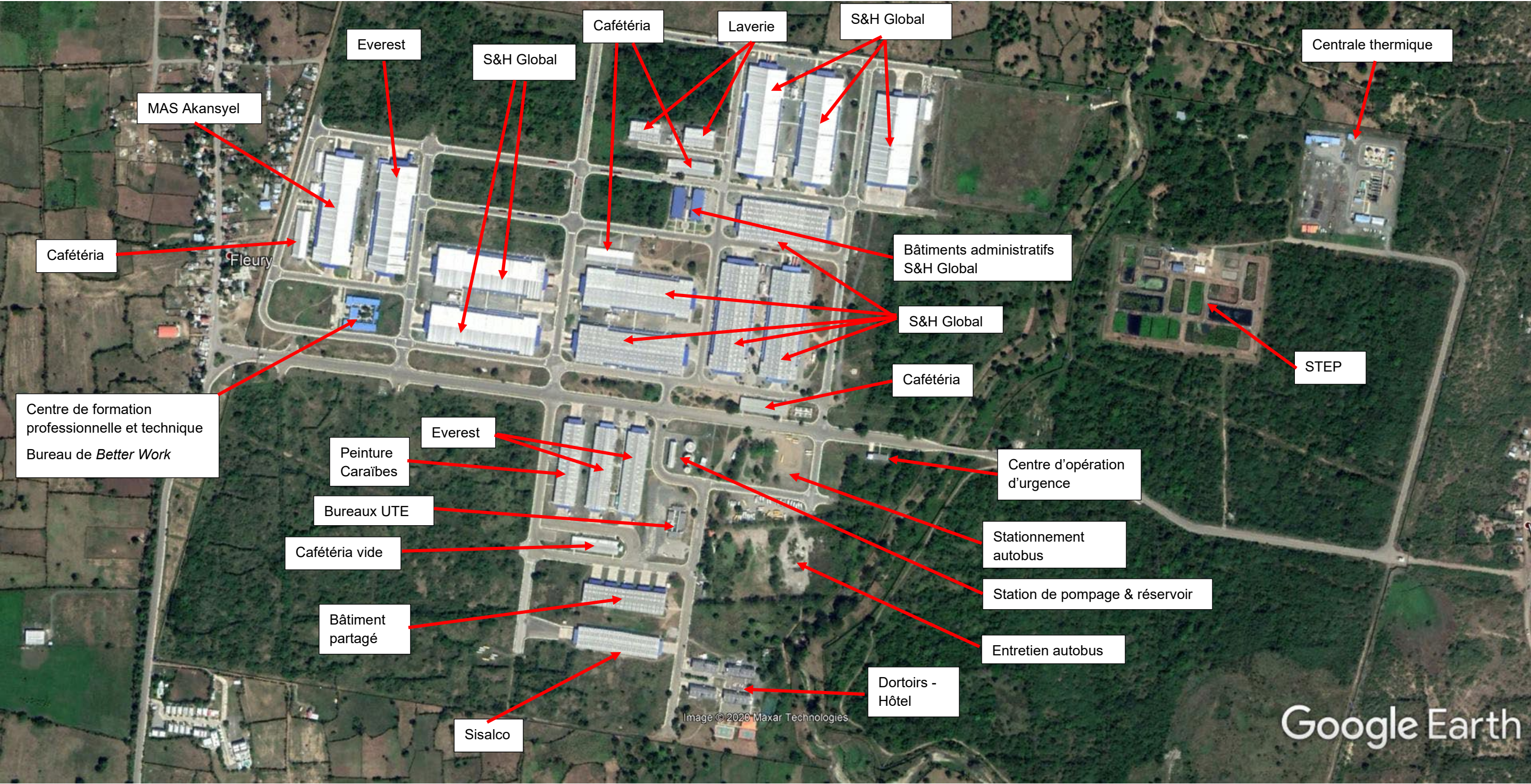


Figure 1 : Localisation des installations sur le site PIC

2.2.2 Projet à venir

Plusieurs projets de développement sont en cours et verront le jour dans les années à venir :

- L'agrandissement du PIC avec l'ajout de huit nouveaux ateliers dans l'enceinte des limites actuelles du parc. Cela fera passer le tout à 60 % d'occupation de la superficie totale du site. Cet agrandissement s'accompagne de l'installation d'un bâtiment permettant l'entreposage des déchets dangereux, de nouvelles cafétérias, de dortoirs ainsi qu'une clinique de santé.
- Une centrale électrique solaire serait installée au PIC permettant d'alimenter le parc. Ce projet doit voir le jour en 2021.
- Depuis la prise en charge de l'opération du PIC par l'UTE, une réflexion a été entamée pour bonifier le transport des employés du PIC. Un nouveau système de transport doit être déployé d'ici le début de l'année 2021, avec notamment une aire d'entretien et de ravitaillement d'autobus.
- L'implantation d'un site de valorisation et d'enfouissement de déchets au site de Mouchinette près de Limonade.
- Le site Madras accueille de façon temporaire les déchets solides produits par le PIC. En vue de garder la maîtrise de ce site, des aménagements y sont prévus en vue d'en faciliter l'éventuelle réhabilitation lorsqu'une solution permanente pour l'élimination des déchets solides sera déployée.
- Il est à noter que le site de Madras a été, il y a quelques mois, ravagé par un incendie qui a détruit presque la totalité de l'espace exploité. Selon les informations recueillies, le feu aurait éclaté au niveau du tas de déchets entreposé par la municipalité de Caracol à proximité. Une autre partie du site a été aménagée pour continuer à entreposer les déchets du PIC.

3.0 MÉTHODOLOGIE DE L'AUDIT

3.1 LES ÉTAPES DE L'AUDIT

Les directives de la norme ISO 19011-2018 : *Lignes directrices pour l'audit des systèmes de gestion* ont été suivies pour conduire cet audit avec certaines bonifications pour répondre aux spécificités du projet.

Les étapes de l'audit ont consisté à :

- L'obtention de la documentation pertinente auprès de la BID et de l'UTE ;
- La revue de la documentation et de la réglementation locale pour établir les critères d'audit ;
- Le développement des protocoles d'audit permettant le traitement systématique des données ;
- L'analyse de la documentation recueillie afin d'identifier les preuves d'audits et autres éléments pertinents ;
- La tenue d'entrevues avec les équipes de l'UTE et les différentes parties prenantes du PIC pour collecter de la documentation complémentaire et terminer la cueillette de preuves d'audit. La liste des personnes rencontrées au cours des entrevues est disponible à l'annexe 4 ;
- L'analyse des preuves d'audit collectées afin d'établir les constats d'audit ;
- L'évaluation des constats d'audit en fonction des politiques de la BID ;
- La présentation du rapport d'audit préliminaire à la BID et l'UTE ;
- Des visites terrain pour valider certaines preuves et constats d'audit ;
- La présentation du rapport final à la BID et l'UTE.

3.2 LA PORTÉE DE L'AUDIT ET CRITÈRE D'AUDIT

La portée de l'audit vise les installations et opérations sur le territoire du PIC, et se penche également sur certains effets induits dans les communautés avoisinantes.

Les principaux critères l'audit sont constitués des mesures d'atténuation et de suivi issues des rapports d'évaluation d'impact environnemental et social produits dans le cadre des opérations afférentes au PIC, la réglementation locale et régionale applicable, ainsi que les politiques applicables de la BID.

Les thèmes couverts dans les rapports d'études d'impact environnemental et social sont les suivants :

Environnement	Social	Santé-sécurité
Gestion de l'environnement terrestre	Logement	Protection des travailleurs
Gestion de l'approvisionnement en eau	Transport	Travail des enfants
Gestion des déchets solides	Emploi	Égalité homme-femme
Gestions des eaux usées	Santé	Gestion des situations d'urgences
Gestions des produits chimiques	Genre	
Gestion de la qualité de l'air et du bruit	Cohésion sociale et réseaux communautaires	
Protection des zones naturelles		

De plus, à la demande de la BID une attention particulière est portée aux sujets listés ci-dessous :

Sujets prioritaires	
La gestion des déchets	L'application des règlements du PIC vis-à-vis de la population
Le manque de toilette publique	Transport collectif et sécurité routière
Les eaux usées	Émissions atmosphériques
La réponse aux situations d'urgence	Engagement des parties prenantes
Les capacités de gestion environnementale et sociale	Pratique de recrutement et discrimination vis-à-vis du genre
La conformité des locataires aux règles du PIC	L'approvisionnement alimentaire

La liste des études et des rapports ayant permis d'identifier les mesures d'atténuation et de suivi servant de critères d'audit est disponible à l'annexe 2.

3.3 CATÉGORIE DES CONSTATS D'AUDIT

Les constats soulevés dans le cadre de cet audit ont été classifiés selon trois catégories :

Non-conformité (NC) : Écart vis-à-vis un critère d'audit identifié (ex. mesure d'atténuation prescrite, réglementation applicable)

Pour chacune des non-conformités levées, des recommandations sont formulées pour corriger la situation. Ces recommandations se basent sur les meilleures pratiques internationales.

Observation (OBS) : Manquement aux bonnes pratiques ou situation faiblement maîtrisée pouvant mener à une non-conformité en cas d'inaction. Pour chacune des observations levées, des recommandations sont formulées pour corriger la situation. Ces recommandations se basent sur les meilleures pratiques internationales.

Opportunité d'amélioration (OA) : Recommandation technique, opérationnelle ou organisationnelle pour améliorer l'exécution et la mise en œuvre des mesures attendues.

3.4 RESPECT DES POLITIQUES DE LA BID

Afin d'évaluer si les politiques en matière d'environnement, de protection sociale et de santé-sécurité établies par la BID sont respectées dans le cadre du développement et de l'opération du PIC, une analyse de chacune d'entre elles a été menée par rapport aux mesures d'atténuation et de suivi établis dans les différentes études d'impact environnemental et social couvrant ce projet ainsi que les documents connexes encadrant le projet.

La liste des politiques de la BID prises en considération dans le cadre de cet audit est présentée au tableau suivant.

Politique de la BID	
OP-703 Politique environnementale	OP-710 Politique réinstallation involontaire
OP-704 Politique risques naturels	OP-763 Politique égalité genres

Pour chacune des politiques, les différentes exigences ont été extraites afin d'être analysées. Suite à l'évaluation de l'ensemble des mesures d'atténuation et de suivi prescrites par les études d'impact environnemental et social, une note est attribuée aux exigences des politiques selon le barème suivant :

1	• L'exigence de la politique n'est couverte par aucune mesure - des actions sont à prévoir pour intégrer cette exigence.
2	• L'exigence de la politique est couverte par des mesures - mais les mesures ne sont pas mises en place.
3	• L'exigence est couverte par les mesures qui sont mises en place.

Chacune des notes attribuées fait l'objet d'une justification à l'aide d'éléments identifiés à travers la revue documentaire, les entretiens et les visites sur le terrain.

4.0 ENVIRONNEMENT

4.1 MÉCANISME DE GESTION ENVIRONNEMENTALE

Critère

L'étude d'impact environnemental et social réalisée par KOIOS, et le PGES (2011) qui l'accompagne dans le cadre du projet HA-L1055, le PGESSS responsable de la gestion du PIC (2014) réalisé dans le cadre du projet HA-L1081 et le PGES de la station d'épuration des eaux usées (2014), et l'étude d'impact de la centrale thermique recommandent tous que le PIC et ses locataires se dotent d'un manuel de gestion environnementale et santé, sécurité ainsi que de procédures opérationnelles afin de gérer adéquatement les questions d'environnement et de santé, sécurité sur le site.

État de lieux - Documentation

La gestion de l'environnement au PIC s'articule autour de la mise en œuvre du PGES du PIC datant du 5 août 2011. Ce document a été retranscrit dans le règlement du PIC datant de 2014 qui établit la politique environnementale et les grandes lignes de conduite, ainsi que dans le manuel du système de gestion environnementale, sociale, et de santé et sécurité (manuel ESSST) en date du 3 mars 2015 (**OBS-ENV-01**).

Le manuel ESSST s'appuie sur les normes ISO 9001 et 14001 pour structurer la gestion environnementale. Basé sur ce cadre, le manuel définit les rôles et responsabilités des différents intervenants, impose l'établissement d'objectifs et de cibles, la gestion des plaintes et des non-conformités et définit plusieurs procédures opérationnelles.

Pour ce qui concerne le dernier point, le manuel vient lister une série de 8 procédures environnementales principales qui sont à mettre en œuvre. L'ensemble des procédures environnementales listées dans le manuel est présenté dans le tableau ci-dessous. Ce tableau indique également les procédures qui ont pu être consultées dans le cadre de cet audit.

Tableau 1 : Liste des procédures environnementales énumérées dans le manuel ESSST du PIC

réf	Énoncé	Consultée ou existante
SP-01	Procédure de pratiques environnementales de bureau	
SP-02	Procédure de gestion des émissions d'air	
SP-03	Procédure de gestion des effluents	
SP-04	Procédure de gestion des déchets	X
SP-05	Procédure de bruit ambiant	
SP-06	Procédure de conservation de ressources	
SP-07	Procédure de manipulation et de conservation des produits chimiques	X
SP-08	Procédure générale de suivi environnemental et d'évaluation de la conformité	

Seules les procédures SP-04 et SP-07 ont pu être consultées lors de l'audit. Selon les informations recueillies, les autres procédures n'ont jamais été développées (**NC-ENV-01**).

Pour ce qui concerne les objectifs et cibles, le responsable environnement compile mensuellement un certain nombre d'indicateurs et les présente dans le rapport mensuel EHS, mais aucun objectif ou de cible n'accompagne ces indicateurs.

En plus des indicateurs, des plans d'action annuels sont établis afin de viser à l'amélioration de la gestion au sein du service EHS du PIC. Ces derniers sont suivis dans le rapport mensuel EHS. Pour la période en cours, 9 plans d'action sont établis et suivis.

Le règlement du PIC ainsi que le manuel ESSST prévoient que chaque locataire développe un plan HES (hygiène, environnement, santé, sécurité). Selon les informations recueillies au cours des entretiens, seulement l'entreprise MAS Akansyel dispose d'un tel plan. Ce dernier n'a pas pu être consulté par les auditeurs, car le responsable EHS du PIC ne disposait que d'une copie papier de ce document. Lors des entrevues avec MAS Akansyel et S&H Global, la demande a été formulée de pouvoir consulter la documentation. Malgré les réponses affirmatives données aux auditeurs, au moment d'écrire ce rapport, la documentation n'a jamais été reçue.

Everest, Peinture Caraïbes et Sisalco, ne disposent d'aucun tel plan validé par les responsables du PIC (**NC-ENV-02**).

La STEP dispose de sa propre documentation en matière de gestion environnementale. Il s'agit d'un manuel EHS avec une série de procédures l'accompagnant. La documentation date de septembre 2016, et n'a pas fait l'objet d'une mise à jour. Lors des entrevues avec le personnel responsable de la STEP, le contenu ne semble pas connu et les procédures sont suivies plus par expérience acquise que par réelle maîtrise de ces dernières. (**OBS-ENV-02**)

Constats :

NC-ENV-01 : Plusieurs procédures annoncées dans le manuel EHS du PIC n'ont jamais été élaborées. Ces procédures sont des documents recommandés dans l'étude d'impacts de KOIOS ainsi que dans les différents PGES du PIC.

Recommandation NC-ENV-01 : Faire une mise à jour du manuel EHC du PIC, incluant les procédures non encore élaborées. Mettre l'accent sur l'aspect pratique de la gestion environnementale pour s'assurer d'apporter une solution la plus adaptée aux réalités du PIC.

La mise à jour du manuel et des procédures doit inclure des mécanismes de pénalité pour les locataires ne respectant pas les aspects qui leur incombent. Ce mécanisme de pénalité doit être équitable et transparent afin d'être accepté par tous les locataires.

Les révisions du manuel et des procédures devront être présentées et signées par les locataires.

Une fois la mise à jour réalisée, établir un calendrier de révision et de mise à jour périodique avec un échéancier précis et des étapes clairement identifiées.

NC-ENV-02 : Les locataires du PIC ne disposent pas tous d'un plan de gestion environnementale validé par l'administration du PIC comme le recommande l'étude d'impacts de KOIOS et le PGESSS du PIC.

Recommandation NC-ENV-02 : L'élaboration d'un plan de gestion environnementale par chacun des locataires du PIC est nécessaire.

La direction de l'UTE doit démontrer un leadership et une volonté à voir appliquer les exigences environnementales afin de pouvoir exercer les pressions suffisantes sur les locataires pour voir à la mise en place des documents attendus (ex. système de pénalités).

Une formation sur les attentes du PIC par rapport à l'élaboration des plans de gestion environnementale, pour tous les locataires, dans lequel le calendrier avec dates limites, les outils mis à disposition pour les locataires et toute autre exigence du PIC devra être présentée.

OBS-ENV-01 : L'ensemble de la documentation du PIC date de plus de 5 ans et n'a jamais fait l'objet de mise à jour depuis leur publication.

Recommandation OBS-ENV-01 : Une mise à jour du document devrait être faite et une révision devrait être planifiée annuellement pour suivre les meilleures pratiques en matière de gestion environnementale et garantir ainsi que le ce document reflète la situation réelle du site, surtout avec les changements envisagés dans les années à venir.

La documentation devrait être simplifiée afin de s'adapter aux réalités des moyens disponibles afin de réaliser le suivi environnemental. Le système de gestion devrait être plus opérationnel en s'articulant sur la surveillance environnementale.

OBS-ENV-02 : Le manuel EHS et les procédures environnementales encadrant les activités de la STEP n'ont pas fait l'objet d'une mise à jour depuis 2016 et semble peu maîtrisé par le personnel responsable de s'occuper du traitement de l'eau.

Recommandation OBS-ENV-02 : Une mise à jour du document devrait être faite et une révision devrait être planifiée annuellement pour suivre les meilleures pratiques en matière de gestion environnementale et garantir ainsi que le ce document reflète la situation réelle du site, surtout avec les changements envisagés dans les années à venir.

La révision de la documentation devra s'accompagner d'une formation sur les procédures existantes, leur mise en œuvre et leur respect.

État de lieux - Ressources, rôles et responsabilités

Les services de gestion du PIC disposent d'une équipe environnement, social, et santé et sécurité devant être supervisée par un Chef EHS. Au moment de l'audit, l'équipe est composée de trois personnes, à savoir :

- Un Responsable en environnement (agit à titre de Chef EHS par intérim depuis juillet 2019);
- Un Responsable des processus de rétroactions;
- Un Responsable de l'engagement des parties prenantes.

L'agent en environnement est en poste depuis mai 2018 et assume le rôle de Responsable EHS par intérim d'ici à ce que le poste soit pourvu. Si l'on se réfère au rapport mensuel EHS de juin 2020, 5 postes sont à pourvoir au sein de l'équipe EHS en ce moment : Chef EHS; Responsable de la sécurité au travail; Responsable de la santé au

travail; Responsable de communication; Assistante de rétroaction; Animateur social. La situation semble perdurer depuis janvier 2020 selon les informations consultées (**NC-ENV-03**).

Un plan de formation a été élaboré en 2015, mais ce dernier n'a pas été mis à jour. Le personnel en environnement n'a pas suivi de formation depuis son entrée en fonction pour maintenir à jour les compétences dans le domaine.

Chaque locataire dispose de personnel responsable de faire le suivi environnemental, mais cela ne constitue seulement qu'une partie des tâches qui leurs sont allouées et ne permet pas de faire les suivis réguliers attendus. Par exemple, Everest ne fait une vérification environnementale qu'une seule fois par mois (**OBS-ENV-03**).

Constats :

NC-ENV-03 : L'équipe EHS est incomplète ce qui l'empêche de mener à bien les activités de surveillance et de prévention attendues.

Recommandation NC-ENV-03 : Du personnel avec des compétences spécifiques à chaque poste et fonction doit être embauché, afin de permettre une meilleure maîtrise des processus et l'établissement d'une surveillance plus adéquate par rapport à la réalité et aux différentes situations qui sont présentes ou qui puissent se présenter sur le site. Afin de permettre une meilleure représentation des femmes à des postes qualifiés au PIC, le processus d'embauche devrait favoriser l'embauche de femmes pour minimalement avoir un ratio de 50 % d'hommes, 50 % de femmes au sein de l'équipe EHS. De plus, un ou une spécialiste de la question des genres devrait intégrer l'équipe EHS afin d'apporter des mesures appropriées à ces questions.

NC-OBS-03 : L'ensemble des locataires ne disposent pas des ressources suffisantes pour permettre le suivi des aspects environnementaux. Chez plusieurs des locataires, les personnes responsables de faire le suivi de l'environnement ont d'autres tâches à réaliser. De plus, elles ne semblent pas disposer de l'autorité nécessaire pour assurer qu'une situation non conforme soit rapidement corrigée.

Recommandation NC-ENV-03 : Un programme de formation pour encadrer les exigences du PIC par rapport à la gestion environnementale en général et spécifiquement sur les fonctions surveillance et du rapportage environnemental doit être donné aux locataires, afin de présenter les exigences du PIC et les compétences du responsable environnement pour chaque locataire pour les permettre de s'ajuster et assigner le personnel adéquat à chacune des tâches attendues par les gestionnaires du PIC.

La direction du PIC doit faire preuve de leadership pour démontrer sa volonté que la gestion environnementale est une priorité dans le parc et qu'à cet effet les mesures attendues par les locataires doivent être mises en place et suivies.

État de lieux - Surveillance et non-conformité

Le responsable environnement réalise des visites de contrôle pour s'assurer que l'ensemble des mesures environnementales soient respectées. Il n'y a pas de calendrier de surveillance établi. Le responsable EHS réalise les visites selon les besoins et les disponibilités. Les résumés des situations constatées sont présentés dans les rapports mensuels EHS. (**ENV-OA-01**)

Dans le cas où des situations non conformes sont constatées, des rapports de demande d'action corrective (DAC) sont adressés aux locataires ou à l'entité du PIC responsable de la situation. L'ensemble des rapports DAC sont conservés par le responsable environnement. Toutefois, il est difficile, selon la documentation qui a pu être consultée, de faire le suivi sur la réalisation des actions correctives et leur efficacité (**OBS-ENV-04**). Plusieurs situations relevées aux locataires n'ont fait l'objet d'aucune correction. On peut citer comme exemple le rapport GOL_2018_06_01, concernant des déchets laissés sur le sol par la compagnie GOLSA, qui n'ont jamais été ramassés. À noter que dans ce cas, la situation a fini par être corrigée par les responsables du PIC.

Dans le contexte de non-conformités qui ne font l'objet d'aucune correction, les équipes du PIC ne disposent que de peu de moyens pour contraindre les responsables à corriger la situation (**OBS-ENV-05**).

Il est à noter que certaines personnes extérieures au PIC s'introduisent dans l'enceinte du PIC afin de mener diverses activités comme la culture de terrain le long de la rivière ou la collecte de certains déchets. Dans ces cas, le personnel du PIC ne dispose pas de moyens afin de faire appliquer les règlements internes PIC.

Chacun des locataires a la responsabilité de faire une surveillance environnementale de ses installations. MAS Akansyel réalise des audits hebdomadaires de ses installations afin de s'assurer que l'ensemble des exigences soit respecté. Un rapport de visite est produit. De plus, un comité constitué de 20 membres de l'équipe de MAS Akansyel est en place pour passer en revue les observations et corrections à mettre en œuvre.

Everest réalise quant à elle une visite de ses installations une fois par mois. Pour chacune des visites, un rapport est produit.

Pour ce qui est de S&H Global, le plus grand locataire du site, il dispose d'une équipe de 3 personnes dédiée à la surveillance EHS. Lors de l'entrevue avec l'équipe de S&H Global, il a été indiqué que des inspections des différentes installations sont faites au minimum une fois par semaine et un rapport de ces inspections est produit.

Constats :

OBS-ENV-04 : Le système documentaire papier actuel ne permet pas de faire le suivi des demandes d'action correctives.

Recommandation OBS-ENV-04 : Un registre permettant le suivi de l'ensemble des demandes d'action correctives doit être mis en place afin de permettre le suivi de chacune. L'établissement de délais pour la mise en place des actions correctives et pour la fermeture des non-conformités doit être réalisé et documenté, afin de permettre de faire un suivi adéquat des corrections aux manquements en environnement. Un système de pénalités pourrait être envisagé pour renforcer la prise d'action rapide et efficace de la part des locataires (voir recommandation OBS-ENV-05).

OBS-ENV-05 : Dans le contexte de non-conformités qui ne font l'objet d'aucune correction, les équipes du PIC ne disposent que de peu de moyens pour contraindre les responsables à corriger la situation.

Recommandation OBS-ENV-05 : L'établissement d'un système de suivi avec des pénalités doit être envisagé, afin de permettre au PIC d'exercer de moyens de contrôle plus adéquats et d'établir un encadrement plus accru des situations non conformes. Le système de pénalités doit être raisonnable, transparent et connu de tous afin qu'il soit accepté et puisse être mis en application. Il doit permettre de laisser le temps de correction adéquat à chaque non-conformité avant d'être punitif.

OA-ENV-01 : Un calendrier des inspections mensuel pourrait être monté afin de s'assurer que l'ensemble des activités du PIC soient inspectées chaque mois et que les situations sont suivies régulièrement.

4.2 PROTECTION DES MILIEUX NATURELS

Critère

L'étude d'impact réalisée dans le cadre de la construction du PIC (HA-L1055) prévoit des mesures afin de s'assurer de la protection du milieu naturel, entre autres la préservation d'une bande naturelle le long de la rivière traversant le PIC, des mesures de lutte contre l'érosion, des programmes de plantation, et ainsi que la mise en place d'un comité d'observation de la qualité de l'eau et de la baie de Caracol.

L'étude d'impact prévoit également la mise en place de programme de modernisation de la consommation de bois des ménages et des petites entreprises afin de diminuer la pression sur le milieu forestier et ainsi préserver une couverture arbustive permettant la préservation de la biodiversité et la lutte contre l'érosion.

Le PGES HA-L1055 (2011) quant à lui vient préciser qu'un suivi de la biodiversité doit être mis en place pour évaluer l'évolution de la présence d'espèces animales dans la zone.

État des lieux

Selon les informations recueillies, les berges de la rivière Trou du Nord connaissent des problèmes d'érosion importants. À certains endroits les murs de gabions qui avaient été mis en place ont été emportés (au sud du pont de la route principale du PIC). Il n'y a pas de corridor qui a été préservé le long des berges puisque certains habitants des villages avoisinants sont venus cultiver les terres dans l'emprise du PIC ou prélever du sable au bord de la rivière en amont du parc (**NC-ENV-04**). À noter que cette situation est précaire puisque les cultures sont régulièrement emportées lors des crues.

En novembre 2016, suite à une période de forte crue et de fortes pluies, une partie du PIC et de ses installations a été inondée. En effet, la crue de la rivière a entraîné un refoulement des eaux dans le bassin d'orage ce qui a empêché le drainage normal de la zone de se faire. L'ensemble du réseau de drainage du PIC a été saturé pendant plusieurs heures. Cet événement a causé la destruction de plusieurs murs d'enceinte et des fortes marques d'érosion des berges de la rivière.

Un programme de reboisement des espaces non asphaltés du PIC a été mis en œuvre en 2016. Cette campagne n'a pas fait l'objet d'un rapport de suivi selon les informations recueillies. Les arbustes qui ont été plantés ont bien pris sur les terrains du PIC, en revanche, ils n'ont pas tenu sur les berges de la rivière (**OBS-ENV-06**).

Alors que l'étude d'impact environnemental et social ainsi que le PGES du PIC (2011) prévoyaient l'installation d'un écran végétal d'espèces autochtones le long de la clôture du PIC, cela n'a pas été mis en œuvre et à l'heure actuelle la clôture du PIC est seulement constituée d'un mur (**NC-ENV-05**).

À la lecture du rapport d'état de l'environnement en date de janvier 2020, il est constaté que des actions ont été débutées avec le Parc National des 3 Baies à travers un protocole d'accord entre le l'ANAP et la SONAPI. Ce rapport mentionne toutefois que les actions prévues ne sont pas encore mises en œuvre. Depuis ce rapport, les choses ont peu évolué selon les informations recueillies (**OBS-ENV-07**).

Aucun suivi des populations des espèces naturelles dans la zone n'a été mené depuis la création du PIC contrairement aux recommandations du PGES du PIC (2011) (**NC-ENV-06**).

Une organisation constituée d'habitants des villages avoisinants a été élaborée afin de surveiller la qualité des eaux de la rivière. Selon les propos recueillis, les membres de l'Organisation de surveillance de déversements des eaux usagées dans la commune de Caracol (OSDEUCC) devaient suivre une formation pour disposer des connaissances de base pour permettre une bonne observation de la qualité de l'eau. Cette formation a été entamée avec le support d'OXFAM, et doit être complétée. De plus, l'organisation ne dispose pas encore d'une reconnaissance légale lui permettant d'exister. Les représentants de l'UTE ont informé les auditeurs que des démarches étaient actuellement en cours pour attribuer des statuts à cette organisation. Aucun rapport ou document n'a été présenté pour appuyer ces informations (**OBS-ENV-08**).

Constat :

NC-ENV-04 : Contrairement à ce que prévoit l'étude d'impact environnemental et social, aucune bande de protection n'a été mise en place le long de la rivière qui connaît des phénomènes d'érosion. Aussi, des personnes sont venues installer des cultures ou viennent prélever du sable le long des berges.

Recommandation NC-ENV-04 : La mise en place des mesures de protection pour permettre l'installation d'une bande de protection des berges est une action prioritaire, afin de protéger les berges pas seulement de l'érosion, mais aussi pour favoriser les espèces naturelles présentes dans la zone, car ses bandes de protection permettent l'établissement de corridors de biodiversité qui permettra la connexion entre des zones naturelles de la région.

Une concertation doit être mise en place avec les utilisateurs des terrains afin de leur faire comprendre les enjeux en cours. Un programme d'agriculture raisonnée pourrait être mis en place avec la population locale, pour s'assurer que les cultures permettent de stabiliser les berges et que des espaces naturels soient également préservés.

NC-ENV-05 : Alors que l'étude d'impact environnemental et social ainsi que le PGES du PIC (2011) préoyaient l'installation d'un écran végétal d'espèces autochtones le long de la clôture du PIC, cela n'a pas été mis en œuvre et à l'heure actuelle la clôture du PIC est seulement constituée d'un mur.

Recommandation NC-ENV-05 : L'installation d'un écran végétal d'espèces autochtones peut se faire en parallèle avec la bande de protection des berges, afin de simplifier les travaux d'installation ainsi que le suivi de croissance des espèces végétales. Il serait intéressant d'impliquer la communauté avoisinante au site dans les travaux, car cette implication aidera le développement d'un sens d'appartenance et à la protection de ces ouvrages.

NC-ENV-06 : Aucun suivi de la présence d'espèces animales ou végétales dans la zone n'a été mené depuis la création du PIC contrairement aux recommandations du PGES du PIC (2011).

Recommandation NC-ENV-06 : Le PIC doit assurer la disponibilité de moyens pour implanter un suivi des espèces présentes, afin de pouvoir établir un état de référence et d'optimiser les efforts de protection des milieux naturels. Une collaboration avec l'Agence nationale des aires protégées (ANAP) ou avec des équipes du campus Henry-Christophe de l'Université d'état d'Haïti à Limonade pourrait être envisagée.

OBS-ENV-06 : Le programme de reboisement de 2016 a permis de planter des arbres sur le territoire du PIC. Si dans l'ensemble les arbres ont survécu le long des routes et dans les talus, le long des berges, les arbres ont été arrachés par les crues.

Recommandation OBS-ENV-06 : Une campagne de suivi de l'état la végétation doit être mise en œuvre. En ce qui concerne la revitalisation des berges, des espèces permettant la stabilisation des talus doivent être favorisées. De plus, le programme de reboisement doit inclure les populations locales afin de leur faire comprendre les enjeux encours et doivent intégrer plus particulièrement les personnes venant cultiver au bord de berges pour assurer la pérennité du projet.

OBS-ENV-07 : Le protocole d'accord mis en place entre l'administration du Parc National des 3 Baies et la SONAPI, qui est maintenant portée par l'UTE, n'est pas suivi.

Recommandation OBS-ENV-07 : Les acteurs engagés dans ce protocole doivent se remobiliser, une fois le programme de recrutement complété et que l'équipe EHS du PIC sera complétée. Un responsable de ce programme devra être identifié, disposant de l'autorité et des moyens nécessaires pour en assurer la mise en œuvre et le suivi.

OBS-ENV-08 : Les formations données à l'Organisation de surveillance de déversements des eaux usagées dans la commune de Caracol (OSDEUCC) doivent être complétées. Au regard des propos recueillis des membres de l'organisation, ils font preuve d'une faible confiance dans les éléments fournis par le PIC pour garantir la qualité de l'eau rejetée dans la rivière. Le fait que la formation n'ait pas été complètement donnée et que les statuts de l'organisation tardent à être légalisés contribue à augmenter ce manque de confiance.

Recommandation OBS-ENV-08 : Établir un calendrier clair à présenter à l'OSDEUCC en ce qui concerne l'obtention des statuts légaux de l'organisation, de la formation qui leur sera délivrée, des mécanismes de consultation et des méthodes de contrôle mises en œuvre.

4.3 GESTION DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU

Critère

L'étude d'impact de KOIOS prévoyait que l'approvisionnement en eau du PIC se fasse dans la nappe phréatique et ne dépasse pas le seuil de 4 500 m³/jr, et qu'aucune utilisation de l'eau de la rivière ne soit faite.

État des lieux

En consultant le relevé mensuel de consommation d'eau du mois d'août 2020, il est constaté que les quantités d'eau pompées pour approvisionner le PIC sont de 70 230 m³ soit une moyenne de 2 265 m³/jr.

L'approvisionnement se fait par une station de pompage qui alimente toutes les installations du PIC. Normalement, le système prévoit de fournir deux types d'eau distincts :

- Une eau industrielle qui a fait l'objet d'un adoucissement avant distribution, pouvant être stockée dans deux réservoirs de 1 500 m³. Cette eau n'est pas destinée à la consommation humaine;
- Une eau domestique qui a fait l'objet d'une chloration avant distribution, stocké dans un réservoir de 457 m³. Cette eau n'est pas destinée à la consommation humaine.

Selon les propos recueillis et les informations disponibles dans les rapports mensuels EHS (rapport mensuel juillet 2020), les deux systèmes de traitement ne sont plus fonctionnels depuis plusieurs années (**NC-ENV-07**). Cette situation a fait l'objet de plaintes pour la piètre qualité de l'eau, tant industrielle que dans les dortoirs.

La quantité des eaux distribuées fait l'objet d'un suivi par l'équipe responsable de la distribution de l'eau. Chaque bâtiment est muni d'un compteur d'eau qui est relevé périodiquement. Si l'on se réfère au rapport de lecture des compteurs d'eau d'août 2020, il est constaté un écart important entre les quantités relevées à chacun des compteurs et la quantité pompée dans la nappe, comme le démontre le Tableau 2.

Tableau 2 : Quantités d'eau relevées dans le rapport de lecture des compteurs d'août 2020

Localisation des relevés	Quantités relevées
Eau pompée au forage	70 230 m ³
Eau industrielle	12 947 m ³
Eau domestique	23 749 m ³
Eau arrosage	305 m ³
Totale eau consommée	37 001 m ³

Dans le cas présent, le rapport ne permet pas de savoir à quoi est destiné environ 47 % de l'eau pompée (**OBS-ENV-09**). Une autre hypothèse est que le système de distribution comprend des fuites.

À noter qu'une étude d'avril 2017, réalisée par V3 et Northwater International, vient mettre à jour les données présentées dans le rapport de 2011 de KOIOS en ce qui concerne les capacités de recharge des nappes d'eau souterraine et des volumes d'eau disponibles. Elle estime que les ressources renouvelables en eau souterraine sont comprises entre 44 000 et 66 000 m³/jour. Il est également estimé que les quantités pompées en 2016 dans la région de Trou du Nord sont de 3 400 m³/jour incluant le PIC avec une participation de l'ordre de 700 m³/jour. Même si les consommations d'eau du PIC ont plus que triplé par rapport à 2016, cette consommation reste soutenable par rapport aux réserves disponibles. L'étude de V3 projette pour 2050 une consommation d'eau de 27 300 m³/jour dans la région de Trou du Nord avec 11 407 m³/jour destinés au PIC.

Une analyse de la qualité de l'eau est réalisée depuis la fin de 2019 par le laboratoire EQLAB à différents points du PIC. Des analyses sont également faites en amont et en aval du PIC dans la rivière de Trou-du-Nord. Ces campagnes d'échantillonnage viennent répondre à la recommandation de l'étude d'impact environnemental et social quant au suivi de la qualité de l'eau de la rivière et de la nappe phréatique.

Le tableau ci-dessous présente les résultats des analyses de la qualité de l'eau de la rivières réalisées en amont et en aval du PIC.

Tableau 3 : Résultats de la qualité de l'eau de la rivière en amont et en aval du PIC (Eqlab, janvier 2020)

Critères	Valeurs en amont	Valeurs en aval	Valeurs de référence (IFC)
Huiles et graisses	<1.4 mg/l	<1.4 mg/l	10 mg/l
Azote total	<1 mg/l	<1 mg/l	10 mg/l
Turbidité	2,98 NTU	2,94 NTU	50 mg/l
Phosphore total	0,2 mg/l	1,2 mg/l	2 mg/l
DBO5	4,0 mg/l	4,0 mg/l	30 mg/l
DCO	8,0 mg/l	8,0 mg/l	125 mg/l
pH	8,02	8,05	9
Coliforme totaux	51 CFU/100ml	39 CFU/100ml	400 NPP/100 ml

Constat :

NC-ENV-07 : Les systèmes permettant le traitement de l'eau approvisionnant le PIC ne sont plus fonctionnels depuis plusieurs années.

Recommandation NC-ENV-07 : La remise en fonction des systèmes de traitement de l'eau est requise pour assurer une qualité d'eau apte à répondre aux critères d'utilisation des différentes activités à l'intérieur du PIC.

OBS-ENV-09 : Le rapport de relevé des compteurs d'août 2020 présente une différence de l'ordre de 47 % entre l'eau consommée sur le PIC et l'eau pompée dans la nappe phréatique. Ces données peuvent suggérer une mauvaise comptabilisation de l'eau consommée ou une perte élevée par fuites.

Recommandation OBS-ENV-09 : Le suivi mensuel des quantités d'eau prélevées et consommées doit être bonifié afin d'expliquer l'écart observé en août 2020. Si l'écart persiste sans explication, une investigation devrait être entreprise pour déceler toute fuite et faire les correctifs requis, le cas échéant.

4.4 GESTION DES EAUX USÉES

Critère

La station de traitement des eaux usées (STEP) fait l'objet de son propre PGESSS rédigé en décembre 2014.

L'étude d'impact environnemental et social réalisée au moment de la création du PIC prévoit que les locataires devaient mettre en place des unités de prétraitement de l'eau dans le cas où leurs opérations pouvaient entraîner des eaux industrielles ne pouvant pas être prises en charge par la STEP.

État des lieux

La STEP était jusqu'en juillet 2020 gérée par un opérateur privé. Depuis cette date, l'UTE a repris sa gestion.

Selon les informations recueillies et les descriptions présentes dans le PGESSS, la STEP a une capacité de traitement de 3 600 m³/jr. Les eaux usées subissent d'abord un prétraitement consistant en un dessablage, un dégraissage et un tamisage. Elles sont ensuite distribuées de manière homogène dans deux lignes parallèles de traitement biologique. Ces lignes sont constituées de sept bassins :

- Deux bassins aérobies.
- Deux bassins activés.
- Trois bassins de clarification.

À la sortie des bassins de clarification, les eaux usées subissent un traitement pour la captation du phosphore. Selon les propos recueillis, le traitement au phosphore est inefficace depuis plusieurs mois. Afin de remédier à cette situation, les responsables de la STEP ont utilisé du chlorure ferrique entre janvier et avril 2020.

En dernière étape, les eaux usées subissent un traitement de désinfection aux ultra-violets avant d'être rejetées par gravité à la rivière.

Selon les propos recueillis et les rapports consultés, la STEP traite actuellement une moyenne de 1 000 m³ d'eau par jour. Aucune donnée plus précise n'a été trouvée sur cette question. Les volumes de traitement semblent relativement faibles en comparaison des quantités d'eau pompées dans la nappe et consommées par les utilisateurs du PIC (voir **Tableau 2**).

Au moment de l'audit, 11 personnes travaillent à la station d'épuration. Selon les propos recueillis, il y avait 27 employés avant juillet 2020 (**OBS-ENV-10**). En ce qui a trait à leur formation, aucun plan de formation n'a été présenté aux auditeurs permettant de s'assurer que le personnel est correctement formé, de manière continue, pour permettre de gérer et d'entretenir adéquatement la STEP et d'être capable de correctement réagir en cas d'incident (**NC-ENV-08**). Le responsable de la STEP est employé depuis 2014 dans l'usine. Il a appris son métier par mentorat sur le terrain et ne dispose pas d'une formation générale en matière de traitement de l'eau. Il n'a pas été en mesure de démontrer aux auditeurs qu'il a suivi des formations permettant de garantir son niveau de compétence pour gérer tous les aspects de la STEP (**OBS-ENV-11**).

Un programme d'entretien a été développé pour assurer l'entretien des équipements. Le programme est appliqué mais la dernière révision date de 2016 (**OBS-ENV-12**).

La STEP produit différents types de déchets :

- Les résidus du prétraitement qui sont constitués de déchets divers qui sont envoyés à Madras, et de boues qui sont déshydratées et pouvant être utilisées pour faire du compost. Jusqu'en 2018, ces boues étaient récupérées par l'entreprise SOIL. Elles sont désormais entreposées sur un terrain vacant dans l'enceinte du PIC.
- Les boues des différents bassins de traitement. Le processus de traitement permet la recirculation des boues dans les différents bassins permettant ainsi la diminution des quantités produites. Toutefois, un surplus de boue est produit et doit être éliminé. Le PGESSS de la STEP indique que cette matière peut être un bon apport agricole. Des analyses sont toutefois nécessaires pour garantir l'absence de contaminant. Lors des entrevues, aucune réponse claire n'a été obtenue pour connaître les volumes de boue produits et l'endroit où elles sont disposées (**NC-ENV-09**).
- Les contenants des différends réactifs. Selon les informations recueillies, ils proviennent du laboratoire, de la pépinière et du processus de traitement. Ils sont entreposés à la STEP dans l'attente d'une élimination. Les quantités ne sont pas connues (**OA-ENV-02**).

Un registre des matières dangereuses est produit et mis à jour mensuellement. Il permet de suivre la consommation de réactifs utilisés dans le cadre de l'opération de la STEP. La liste de produits est en espagnol et n'a pas été mise à jour depuis sa création : elle est donc incomplète (ex. le chlorure ferrique ne s'y trouve pas) (**OBS-ENV-13**).

Les analyses de la qualité des eaux rejetées à la rivière sont correctement réalisées selon un programme établi indiquant la fréquence d'échantillonnage et les paramètres à analyser (calendrier d'analyse de l'eau). Les résultats des analyses sont compilés dans un fichier Excel. En consultant ce registre, il est constaté que seulement un seul onglet est mis à jour et qu'aucun résultat n'est disponible pour les coliformes. En revanche, les données de la qualité de l'eau sont disponibles dans le rapport mensuel d'exploitation (**OBS-ENV-14**). Selon les données consultées dans le rapport mensuel, la qualité de l'eau rejetée à la rivière rencontre les critères de qualité de l'eau établis, avec toutefois des dépassements au niveau du phosphore (**OBS-ENV-15**).

Comme indiqué précédemment, le système de traitement du phosphore ne fonctionne plus. Pour pallier cela, la STEP a décidé d'injecter dans le bassin de clarification 3 du chlorure ferrique (FeCl₃). Il agit comme flocculant et permet de précipiter le phosphore sous forme de phosphate de fer. Selon le rapport mensuel EHS de janvier 2020, l'ajout de chlorure ferrique n'a pas permis de diminuer les concentrations en phosphate. En interrogeant le responsable de la STEP, il n'a pas été possible de savoir les quantités de FeCl₃ injectées dans le procédé, et aucun

document de suivi n'a été établi (**OBS-ENV-16**). De plus, l'utilisation de FeCl_3 entraîne la création de boue contenant du phosphate de fer et il est important de s'assurer qu'elles sont correctement collectées et gérées (**OBS-ENV-17**). Une nouvelle commande de chlorure ferrique a été faite et il devrait de nouveau être utilisé au cours des prochains mois.

En février 2020, du chlorure ferrique s'est déversé dans la rivière entraînant une coloration rouge des eaux de la rivière. Un rapport de déversement a été produit par le responsable EHS mais aucune estimation des quantités déversées dans la rivière n'a été faite. Cette situation est traitée plus longuement au paragraphe 4.7 du présent rapport.

En ce qui concerne les unités de prétraitement installées chez les locataires lorsqu'ils procèdent à des opérations entraînant la production de contaminants ne pouvant pas être pris en charge à la STEP, seul Everest dispose d'une installation en fonctionnement. À noter que MAS Akansyel dispose d'une unité de prétraitement, mais ne s'en sert pas puisqu'elle ne procède pas aux activités de teinture ou d'impression. L'équipe EHS du PIC dispose d'un processus d'acceptation qui consiste à une étude du processus mis en œuvre. Selon le rapport d'avril 2019, le processus mis en place par Everest n'a pas été accepté. L'eau ne peut donc pas être rejetée vers la STEP. Selon les photographies disponibles dans le rapport mensuel de juillet 2020, l'eau est accumulée dans des bassins qui sont pleins à plus de 80 %, ce qui représente un risque de déversement (**OBS-ENV-18**). Lors de l'entrevue avec l'équipe responsable de la conformité d'Everest, les auditeurs ont appris que de l'eau de l'unité de prétraitement a déjà fait l'objet de rejet dans le réseau du PIC sans que ces derniers ne soient autorisés (**NC-ENV-10**).

La flotte d'autobus permettant le transport des ouvriers est nettoyée à proximité de l'espace d'entretien. Il n'y a pas de système particulier pour récupérer les eaux usées de lavage. L'eau s'écoule directement sur le sol et s'y infiltre ensuite. Les eaux de lavage des véhicules automobiles sont généralement connues pour être contaminées aux hydrocarbures pétroliers, en huiles et graisses ainsi qu'en métaux, et de nombreux pays réglementent leur gestion (**OBS-ENV-19**).

Constats :

NC-ENV-08 : Aucun plan de formation n'est disponible permettant de garantir que les employés sont correctement formés et sont capables de réagir en cas d'incident. Le PGESSS de la STEP prévoit que les employés soient correctement formés (Article 4.1).

Recommandation NC-ENV-08 : Des moyens doivent être prévus et un plan de formation doit être établi et suivi, pour assurer la correcte opération de la STEP. Ce plan de formation doit faire l'objet d'une révision et d'une mise à jour périodique pour assurer que les formations sont adaptées aux réalités des opérations, mais aussi que les formations répondent à des modifications dans la qualité et la quantité d'eau à traiter par la STEP s'il a lieu.

NC-ENV-09 : Aucune traçabilité des boues de traitement produites n'a été remise aux auditeurs. Il n'a pas été possible de connaître les quantités de boues produites et leur lieu d'élimination. Elles doivent normalement faire l'objet d'une caractérisation environnementale afin de déterminer leur éventuel niveau de contamination (Article 6.4 du PGESSS de la STEP).

Recommandation NC-ENV-09 : Le développement et la mise en œuvre d'un programme de gestion de boues est nécessaire, afin d'assurer la caractérisation des boues, et la gestion et disposition adéquate de celles-ci selon les résultats d'analyse et les quantités produites.

NC-ENV-10 : Everest a procédé au rejet d'eaux usées provenant de son unité d'impression dans le réseau du PIC. Ce rejet n'était pas autorisé par le responsable EHS, car l'unité de prétraitement d'Everest n'a pas encore été acceptée par les services du PIC. Everest doit soumettre des analyses de la qualité de l'eau prétraitée, ce qui n'a pas encore été fait. Ceci vient à l'encontre des mesures prévues dans l'étude d'impact environnement et social qui prévoit qu'un système de prétraitement des eaux soit mis en œuvre par les locataires et que ce dernier soit approuvé par les services du PIC.

Recommandation NC-ENV-10 : Les mesures coercitives doivent être renforcées pour permettre aux équipes du PIC de faire respecter les exigences en matière environnementale. Dans le cas présent, une analyse des eaux prétraitées doit être réalisée afin de s'assurer qu'elles sont acceptables par la STEP. Les critères d'analyse devraient être, sans s'y limiter, les suivants :

- pH
- DBO
- DCO
- Huiles et graisses
- Phosphore
- Azote
- Métaux

OBS-ENV-10 : Selon les informations obtenues au cours de l'audit, le personnel de la STEP a été réduit de plus de la moitié lorsque l'UTE a repris la gestion, sans que le responsable de la STEP puisse apporter une justification claire.

Recommandation OBS-ENV-10 : Une évaluation des besoins réels en personnel doit être menée pour garantir une gestion adéquate de la STEP. La mise à disposition des moyennes appropriées pour le recrutement et la rétention du personnel adéquat, en quantité et en qualifications, pour garantir le traitement des eaux usées tout au long du processus à partir de sa collecte jusqu'à son rejet final doit être priorisée, car le bon fonctionnement du PIC dépend en grande partie de la bonne gestion de la STEP.

OBS-ENV-11 : Le responsable de la STEP ne dispose pas d'une formation académique en matière de traitement de l'eau ses compétences pratiques acquises sur le terrain devraient être renforcées pour s'assurer qu'il est en mesure de gérer adéquatement tous les aspects de la STEP ainsi que les éventuelles modifications du procédé, les incidents et les bris majeurs pouvant survenir.

Recommandation OBS-ENV-11 : Un plan de formation spécifique devrait être dispensé au responsable de la STEP pour permettre qu'il soit en mesure de gérer adéquatement tous les aspects de la STEP ainsi que les incidents et les bris majeurs. Ce plan devrait permettre que les exigences et besoins de formation soient comblés dans le cas d'un changement du personnel et éviter ainsi des pertes d'information ou des expertises.

OBS-ENV-12 : Le programme d'entretien pour les activités de maintenance n'a pas été mis à jour depuis 2016. De ce fait, les équipements n'étant plus fonctionnels comme le traitement du phosphore et son remplacement par l'ajout de chlorure ferrique dans le procédé ne font pas partie des entretiens à réaliser.

Recommandation OBS-ENV-12 : Une mise à jour du programme d'entretien doit être effectuée et des révisions périodiques doivent être planifiées par la suite, pour permettre au PIC de demeurer en contrôle des opérations réalisées dans la STEP et pour prévenir les incidents. Il est aussi recommandé de revoir le budget d'exploitation à la lumière des changements faits et d'ajuster la tarification aux locataires, si requis, pour assurer la pérennité des opérations.

OBS-ENV-13 : La liste permettant l'inventaire des matières dangereuses et le suivi de la consommation des réactifs est en espagnol et n'a pas été mise à jour depuis sa création : elle est donc incomplète.

Recommandation OBS-ENV-13 : L'inventaire des matières dangereuses et des quantités consommées doivent être mis à jour et les nouveaux produits utilisés dans les processus de la STEP doivent être incorporés dans la liste, comme le chlorure ferrique, à mesure qu'ils sont commandés. De plus, les fiches signalétiques de chaque produit doivent demeurer disponibles en tout temps, autant à niveau de l'archivage central de la STEP comme dans chaque zone où chaque produit est utilisé. Ces actions permettront de bien gérer l'entreposage selon la compatibilité de produits, et de mieux planifier et gérer les urgences.

OBS-ENV-14 : Le registre de suivi des analyses n'est pas correctement renseigné. Un seul onglet est mis à jour et les résultats concernant les coliformes fécaux ne sont pas complétés.

Recommandation OBS-ENV-14 : Une formation doit être donnée au personnel qui pourrait être appelé à remplir le registre d'analyses pour bien compiler l'information et pour permettre qu'elle soit accessible et compréhensible en tout temps.

OBS-ENV-15 : Selon les résultats d'analyse de la qualité de l'eau rejetée à la sortie de la STEP, la concentration en phosphate dépasse le seuil fixé de 2 mg/L à chaque rejet du mois d'août 2020.

Recommandation OBS-ENV-15 : Des actions correctives doivent être implantées dans les meilleurs délais pour permettre de contrôler les dépassements du seuil de concentration du phosphate, et des actions préventives doivent être implantées pour éviter que ces dépassements se répètent. L'utilisation de chlorure ferrique doit être maîtrisée et standardisée.

OBS-ENV-16 : Il n'y a pas de suivi des quantités de chlorure ferrique utilisées dans le cadre du traitement des eaux usées à la STEP, ce qui ne permet pas de connaître si les concentrations utilisées sont les bonnes pour assurer l'efficacité du processus.

Recommandation OBS-ENV-16 : Un suivi des quantités d'application du chlorure ferrique doit être implanté pour permettre de connaître les quantités adéquates de ce produit à utiliser pour assurer une efficacité du processus et éviter du gaspillage ou l'application du produit en un dosage insuffisant pour que son action soit effective.

OBS-ENV-17 : L'utilisation de chlorure ferrique ne fait pas l'objet d'une procédure et les résidus de boues contenant du phosphate de fer ne semblent pas être pris en charge.

Recommandation OBS-ENV-17 : Une procédure spécifique pour le chlorure de ferrique doit être développée afin de bien gérer ce produit dès sa réception jusqu'à son utilisation. Une caractérisation des boues de procédé doit être réalisée périodiquement pour bien contrôler leur teneur en phosphate de fer, ainsi que les autres paramètres.

OBS-ENV-18 : Selon les photographies disponibles dans le rapport mensuel de juillet 2020, l'eau prétraitée par Everest est accumulée dans des bassins pleins à plus de 80 %, ce qui représente un risque de déversement.

Recommandation OBS-ENV-18 : Procéder à l'analyse de l'eau afin de s'assurer qu'elle est conforme aux spécificités de la STEP avant le rejet de l'eau dans le réseau d'égout. Si l'eau est non-conforme, il sera nécessaire de la transvaser dans des contenants étanches de capacité suffisante pour réduire les risques de déversement.

OBS-ENV-19 : Les eaux de lavage des autobus s'écoulent directement sur le sol et s'y infiltrent sans qu'un système de traitement soit mis en place. De telles eaux sont généralement contaminées aux hydrocarbures pétroliers, aux huiles et graisses, et aux métaux.

Recommandation OBS-ENV-19 : S'assurer que le lavage des autobus se fasse sur une surface étanche munie d'un système de récupération de l'eau. Les eaux usées doivent faire l'objet d'un traitement en passant dans un séparateur eau/huile avant d'être rejetées dans le réseau d'eaux usées du PIC. Les séparateurs doivent être régulièrement entretenus et récurés, et les boues résiduelles retirées doivent être traitées comme des déchets dangereux.

OA-ENV-02 : Un registre des déchets produits devrait être établi pour permettre leur suivi, surtout en ce qui concerne les déchets dangereux.

4.5 GESTION DES MATIÈRES DANGEREUSES

Critère

L'étude d'impact de la construction du PIC prévoit que les utilisateurs du parc doivent posséder un plan de gestion des déversements de matières dangereuses. Quant au PGESSS du responsable de la gestion du PIC (2014), il prévoit que des procédures soient mises en place pour s'assurer de la circulation et du suivi des matières dangereuses sur le site.

État des lieux

La procédure SP-07 encadre la manutention des matières dangereuses sur le site. Cette procédure doit normalement être mise en œuvre par l'ensemble des locataires.

Le Responsable EHS par intérim du PIC réalise des inspections régulières des lieux d'entreposage des matières dangereuses présents sur le site. Un inventaire est également réalisé de l'ensemble des produits chimiques. La procédure prévoit qu'un plan localisant l'ensemble des endroits où sont entreposées les matières dangereuses soit réalisé. Ce plan n'a pas été présenté aux auditeurs (**NC-ENV-11**).

La procédure prévoit également qu'à chaque livraison de matières dangereuses, les locataires informent les responsables EHS du PIC. Cette pratique n'est pas suivie et le responsable n'est pas informé (**NC-ENV-12**).

Le PIC ne dispose pas d'un plan d'urgence environnementale permettant d'intervenir en cas de déversement. Ce plan est identifié au manuel EHS du PIC sous la procédure EHSP-05 – *préparation et réponse aux urgences*, mais il n'a pas été mis en œuvre (**NC-ENV-13**).

Lors des entrevues, les locataires interrogés ont tous affirmé avoir un plan d'urgence environnementale permettant d'intervenir en cas de déversement de matières dangereuses. Au moment d'écrire le rapport, aucun des locataires n'a transmis la documentation. À noter que selon le responsable EHS du PIC, la documentation n'est pas adéquate.

Les trois principaux locataires du PIC à savoir MAS Akansyel, Everest et S&H global disposent de réservoirs de diesel utilisés pour faire fonctionner des chaudières et les incinérateurs.

Les réservoirs sont régulièrement inspectés par le responsable EHS. Pour MAS Akansyel et S&H Global, les réservoirs disposent d'un équipement de confinement secondaire.

H&S Global a récemment construit une station de distribution de diesel composée de 3 réservoirs double paroi. Ils sont installés dans des cuves de rétention, sont abrités d'un toit pour éviter l'accumulation d'eau et sont protégés par une clôture fermée. Lors de la visite, il a été constaté plusieurs traces de déversement sur le sol sans qu'aucune mesure n'ait été mise en place pour procéder au nettoyage (**NC-ENV-14**).

La STEP, sous la responsabilité de l'UTE, entrepose également certaines matières dangereuses. Elles sont conservées en petite quantité au laboratoire et elles sont répertoriées dans un registre. Toutefois, une commande de chlorure ferrique a été commandé pour remédier au problème du traitement du phosphore (voir paragraphe 4.4 sur la gestion des eaux usées). Lors de la visite des installations, il a été constaté que le chlorure ferrique est entreposé dans un réservoir de type Toptank à l'extérieur sans mesure de protection ou de confinement particulière (**NC-ENV-15**).

Constats :

NC-ENV-11 : Le plan de localisation des matières dangereuses prévu à dans la procédure SP-07 n'a pas été élaboré.

Recommandation NC-ENV-11 : Le plan de localisation des matières dangereuses doit être élaboré par les locataires et demeurer disponible en tout temps, pour permettre de vérifier la conformité de l'entreposage et l'application de mesures d'urgence adéquates selon le type de produit.

NC-ENV-12 : La procédure SP-07 prévoit que chaque locataire doit informer le responsable EHS du PIC avant toute livraison de matières dangereuses, pour que ce dernier puisse évaluer les risques de ces produits. Cela n'est pas fait et le responsable n'est jamais informé des livraisons.

Recommandation NC-ENV-12 : Tous les locataires du PIC doivent se conformer à l'obligation de rapporter toute livraison de matières dangereuses à l'intérieur des installations du PIC. Une méthode de contrôle et de suivi doit être implantée pour permettre aux gestionnaires du PIC de rester en contrôle des matières dangereuses en cas d'intervention.

NC-ENV-13 : Le PIC ne dispose pas d'un plan d'urgence environnementale permettant d'intervenir en cas de déversement de matières dangereuses.

Recommandation NC-ENV-13 : Il est prioritaire de développer un plan d'urgence environnementale en cas de déversement de matières dangereuses, en raison des matières dangereuses manipulées dans les installations du PIC. Ce plan doit être facilement applicable et tous les moyens doivent être mis en œuvre pour qu'il soit efficace et connu.

NC-ENV-14 : Plusieurs traces de déversement ont été observées à proximité des réservoirs de S&H Global, sans que des mesures aient été mises en place pour procéder au nettoyage.

Recommandation NC-ENV-14 : Imposer aux locataires disposant de réservoirs de diesel la mise en place d'une procédure en cas de déversement. Au minimum, elle devrait prévoir la présence de trousseaux de déversement contenant des absorbants permettant la récupération des hydrocarbures. (A noter que les absorbants une fois souillés doivent être considérés comme des déchets dangereux). Un système de pénalité doit être mis en place à l'encontre des locataires ne respectant pas les règles du PIC. Le système de pénalité doit être proportionné, transparent et connu de l'ensemble des locataires.

NC-ENV-15 : Le contenant de chlorure ferrique est entreposé à l'extérieur sans mesure de protection ou de rétention particulière ce qui représente un risque de déversement.

Recommandation NC-ENV-15 : Disposer le contenant de chlorure ferrique dans un abri et le placer dans un bassin de rétention.

4.6 GESTION DES DÉCHETS

Critère

Le rapport d'étude d'impact environnemental et social produit lors de la construction du PIC prévoit la mise en place de plusieurs mesures afin d'assurer la saine gestion des déchets générés au PIC. Il prévoit entre autres la ségrégation des déchets afin de permettre le recyclage des matières pouvant l'être, et le compostage des matières organiques. Il prévoit également que chaque locataire développe un plan de gestion des déchets devant être déposé aux responsables du PIC pour approbation. Dans un point de vue plus global, l'étude d'impact prévoit l'étude des solutions de recyclage locales existantes afin de permettre une réutilisation locale des déchets.

Le PGES du PIC (2011) vient préciser que ce plan doit comprendre les moyens utilisés pour entreposer les déchets dangereux, et que la gestion des déchets dangereux devra être conforme au règlement du PIC.

État des lieux

Le manuel EHS prévoit que l'administration du PIC soit responsable de la collecte et de l'élimination des déchets. La procédure SP-04 encadre cette gestion des déchets. Dans ce contexte, chaque locataire est seulement responsable de ségréguer ses déchets (**OA-ENV-03**).

L'entreposage des déchets banals chez les locataires se fait dans des espaces dédiés, régulièrement inspectés par le responsable EHS du PIC. Chaque locataire passe un contrat avec une entreprise de collecte qui a la responsabilité de transporter les déchets. À l'heure actuelle, c'est la compagnie Best Cleaning Service qui a obtenu le contrat de transport des déchets de l'ensemble des locataires du PIC.

Les déchets banals sont transportés vers le site de Madras où ils sont entreposés dans l'attente d'une solution permanente. Le site de Madras arrive à saturation. Si aucune filière de recyclage n'est formellement mise en place, une collecte informelle des déchets pouvant être recyclés est effectuée par des collecteurs qui récupèrent les métaux et les plastiques (**NC-ENV-16**). Lors des entretiens, MAS Akansyel a fait savoir que l'absence de filière de traitement et de recyclage de déchets est un frein à son développement puisqu'il ne répond pas aux cahiers des charges de clients potentiels.

Le responsable EHS du PIC procède à un inventaire mensuel de la quantité de déchets produits par les locataires. La quantification se fait via des sacs de 55 litres. En 2019, 3 517 tonnes de déchets ont été produites au PIC. L'ensemble de ces déchets sont transportés au site de Madras.

Tableau 4 : Production de déchets non dangereux du PIC en 2019.

Types	Total (m ³)	Densité (t/m ³)	Total (t)
Emb.Plastic + Styromousse	6 792,2	0,2	1358,4
Carton	3 200,4	0,06	192,02
Plastic	3 299,5	0,08	263,96
PVC	3	0,08	0,24
D.O	278,4	0,3	83,52
Métal	123,3	0,13	16,029
Bois	92	0,3	27,6
Verre	107,6	0,4	43,04
Textile	15 329	0,1	1532,9
Total			3 517,7

Centre d'entreposage temporaire des déchets non dangereux de Madras

Lors de la création du PIC, il était prévu que les déchets non dangereux produits seraient triés et recyclés en fonction de leurs caractéristiques. Les déchets ne pouvant être recyclés devaient être acheminés vers le centre d'enfouissement de Mouchinette situé à Limonade. Du fait des retards rencontrés dans le développement du site de Mouchinette, il a été décidé de trouver une solution temporaire et d'entreposer les déchets à proximité du PIC le temps que le centre d'enfouissement soit fonctionnel.

Le site de Madras a été retenu durant la période de construction du PIC afin de servir de zone d'entreposage temporaire. Son utilisation s'est prolongée jusqu'à aujourd'hui et les déchets continuent d'y être entreposés. Le site est situé à 3,5 Km à l'ouest PIC en empruntant la route 121.

Le site a fait l'objet d'une évaluation environnementale en mars 2012 réalisé par BURGEAP. Cette étude a été menée alors que le site était déjà en opération. Elle indique que le site accueille environ 7 m³ de déchets solides par jour qui sont entreposés dans des conteneurs ou à même le sol. Le site est également équipé de deux fosses septiques dans lesquelles sont pompées les résidus des latrines temporaires installées sur le chantier du PIC. Il est également indiqué que des déchets dangereux comme des huiles usées y sont également entreposés.

L'étude vient faire des recommandations afin d'améliorer sa gestion. Elle prévoit notamment :

- L'installation de filets permettant de récupérer les résidus de plastique qui s'envolent du fait du vent ;
- L'installation d'une géomembrane pour protéger le sol la ou les déchets sont entreposés directement sur le sol ;
- La réalisation de fossés pour assurer le drainage de la zone ;
- L'installation d'un système de captation et de traitement des lixiviats ;
- La pose de clôtures de la zone afin d'éviter toute intrusion.

Si l'étude ne précise pas la taille du terrain originalement destiné à accueillir les déchets, on peut l'estimer d'une superficie de 12 000 m² selon les images aériennes disponibles par GoogleEarth. Des plans d'aménagement du site sont présentés dans l'étude (voir **Figure 2**).

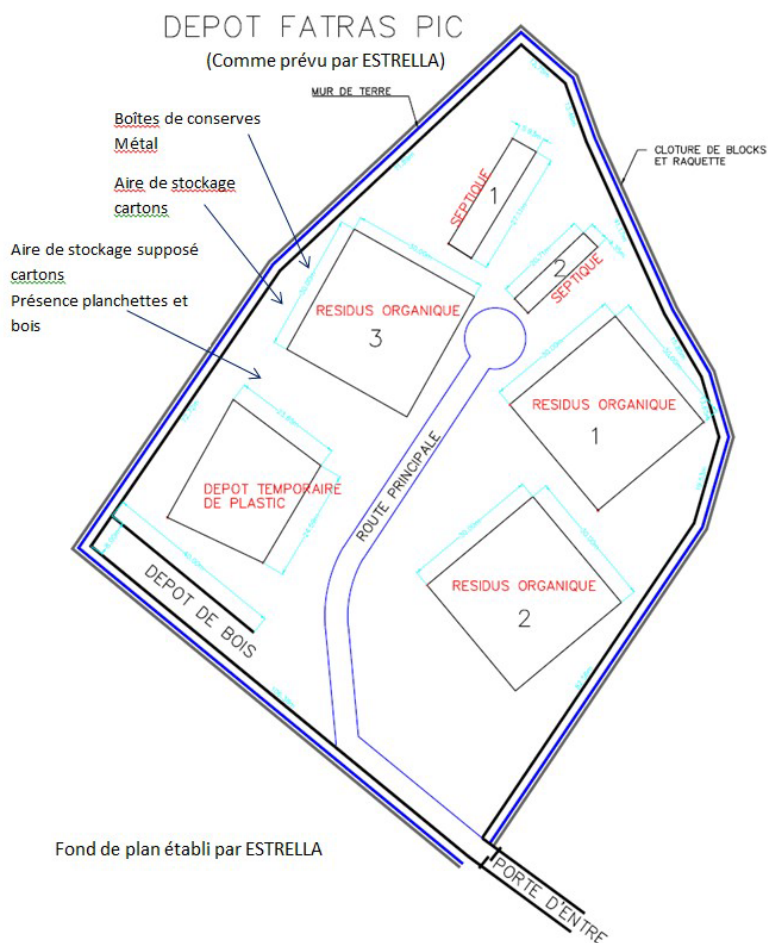


Figure 2 : Plan d'aménagement de Madras selon l'évaluation environnementale (Burgeap mars 2012).

Les mesures d'atténuation prévues dans cette étude n'ont jamais été mises en œuvre et le site a évolué après la construction du PIC pour entreposer les déchets non dangereux des locataires. À l'heure actuelle, 3 personnes travaillent à temps plein sur le site. En 2019, 3 517 tonnes de déchets ont été apportées au site de Madras représentant 80 m³ par jour soit plus de 10 fois le volume estimé dans l'étude de Burgeap de 2012.

En juin 2020 un incendie s'est déclaré et l'ensemble des déchets entreposés depuis les 8 dernières années a brûlé. Afin de pouvoir continuer à entreposer de nouveaux déchets, les limites du site ont été agrandies. Le site a désormais une superficie de 21 000 m². Cet agrandissement ne s'est pas accompagné d'aménagement pour garantir la protection de la qualité des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines (**NC-ENV-17**). La **Figure 3** démontre l'agrandissement du site entre 2013 et 2020.

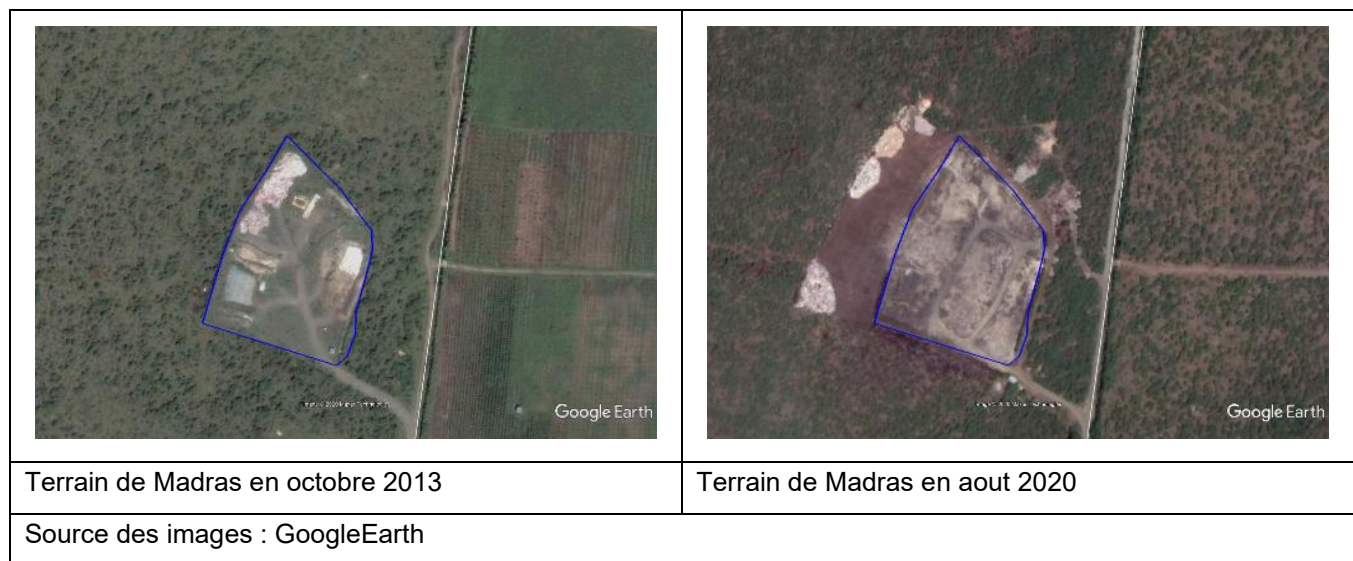


Figure 3 : Évolution de l'emprunte foncière de Madras en 2013 et 2020.

Lors de la visite il a été constaté que les déchets ayant brûlé sont toujours fumants et que la zone où ils étaient entreposés est actuellement inutilisable.

Suite à l'incendie, la combustion des plastiques et des autres déchets en contact avec le sol est venue contaminer la terre. La contamination devrait se répandre dans le sol par infiltration au cours des prochains mois avec les précipitations attendues au cours de la saison des pluies. Un programme de caractérisation des sols et de contrôle de la contamination devrait être entrepris. **(OA-ENV-04)**

Sur le nouveau terrain, les déchets sont dans l'ensemble ségrégués selon leur nature (carton, tissu, plastique) à l'aide d'affiches indiquant les lieux d'entreposage. Il a été observé que de nombreux déchets s'envolent au vent et l'on retrouve des plastiques éparpillés tout autour de la zone.

En ce qui concerne les déchets dangereux, aucune filière d'élimination n'est disponible dans la région de Cap-Haïtien. Chaque locataire entrepose ses déchets dangereux dans ses locaux et est dans l'attente que l'administration du PIC leur propose des solutions **(NC-ENV-18)**.

Les déchets dangereux générés au PIC sont constitués entre autres :

- De contenants vides de peinture, solvant, huiles, détergent.
- D'huiles usées de machinerie.
- De tissus souillés.
- De cendres d'incinérateur de S&H Global.

Aucune inspection de l'entreposage des déchets dangereux n'est faite puisque le PIC ne peut offrir de solution d'élimination aux locataires. Dans les cadres des entrevues, il a été constaté que l'entreprise Everest ne fait pas la ségrégation de tous ces déchets dangereux et qu'une partie est éliminée avec les déchets banals.

Lors de la visite des 4 et 5 octobre 2020, les salles d'entreposage des déchets dangereux de chez MAS Akansyel et S&H Global ont pu être observées : aucune trace de déversement n'a été observée et les contenants semblaient en bon état.

Il a aussi été mentionné que les cendres d'incinération sont déposées sur un terrain vacant du PIC, à l'est de la rivière Trou-du-Nord. Les cendres sont disposées dans des sacs qui sont vidés à même sol. Les cendres sont mélangées avec d'autres déchets.



Figure 4 : Entreposage des cendres d'incinération au sud-est du PIC (photo Tetra Tech)

À noter que le PIC génère également de déchets dangereux dans le cadre des activités d'entretien des autobus. Il s'agit essentiellement de filtres à huile, d'huiles usées ou de pneus. Le tout a longtemps été entreposé à l'extérieur et est maintenant entreposé dans un bâtiment servant également de garage (**OBS-ENV-20**).

Les boues de la STEP sont entreposées directement dans un coin du site du PIC sans que des analyses particulières aient été faites pour connaître leurs caractéristiques (voir gestion des eaux usées).

Les trois principaux locataires du PIC ont des infirmeries qui produisent des déchets biomédicaux. Le PIC ne propose pas de solution pour pouvoir disposer de ces déchets et ne fait pas d'inventaire des quantités produites (**NC-ENV-19**). Chacun des locataires a mis en place des solutions qui leurs sont propres. Pour MAS Akansyel, après les avoir entreposés pendant un moment, elle a passé un contrat avec une compagnie disposant d'un incinérateur. Ils ne font pas d'inventaire des déchets produits, mais disposent des factures de son sous-traitant. Everest quant à elle ne tient pas non plus de registre sur les quantités produites. Selon les informations recueillies, les déchets biomédicaux ne seraient pas ségrégués et ils sont éliminés avec les déchets banals. S&H Global fait appel à l'hôpital de Limonade qui dispose d'un incinérateur permettant l'élimination de ses déchets biomédicaux.

Constats :

NC-ENV-16 : Aucune filière de recyclage n'a été mise en œuvre contrairement aux recommandations de l'étude d'impact et du PGESSS.

Recommandation NC-ENV-16 : Une étude des potentielles options de recyclage est à être menée dans la zone afin d'établir si de nouvelles solutions sont disponibles. Voir avec l'industrie du textile les avancées en matière de recyclage du textile pour établir si des solutions sont applicables en Haïti afin d'éviter l'incinération.

NC-ENV-17 : Aucune solution viable à long terme d'élimination des déchets banals n'est disponible pour les locataires du PIC contrairement à ce que l'étude d'impact recommande. Le site de Madras est sur le point de saturer ce qui entraîne des situations dangereuses comme l'incendie survenu en juin 2020.

Recommandation NC-ENV-17 : Le site de Madras doit être réorganisé pour garantir qu'il aura la capacité suffisante pour accueillir les déchets du PIC jusqu'à ce que le site de Mouchinette soit opérationnel (en cours).

Une étude des potentielles options de recyclage est à être menée dans la zone afin d'établir si de nouvelles solutions sont disponibles. Voir avec l'industrie du textile les avancées en matière de recyclage du textile pour établir si des solutions sont applicables en Haïti afin d'éviter l'incinération.

NC-ENV-18 : Il n'y a aucune filière d'élimination pour les déchets dangereux contrairement à ce qui est recommandé dans le PGESSS et l'étude d'impact environnemental et social. Les entreprises entreposent les déchets dangereux dans l'attente d'avoir des solutions viables. Le PIC n'exerce aucun contrôle sur l'entreposage des déchets dangereux ce qui peut entraîner des situations où les déchets dangereux sont éliminés avec les déchets banals.

Recommandation NC-ENV-18 : Un plan d'élimination de déchets dangereux doit être élaboré rapidement de concert avec les autorités municipales et régionales.

NC-ENV-19 : Il n'y a aucune filière d'élimination pour les déchets biomédicaux. Les entreprises ont développé leurs propres solutions d'élimination sans qu'il n'y ait de réel contrôle de la part du PIC. Cela entraîne des situations où des déchets biomédicaux peuvent se retrouver avec les déchets banals.

Recommandation NC-ENV-19 : Un plan d'élimination de déchets biomédicaux doit être élaboré rapidement de concert avec les autorités municipales et régionales.

OBS-ENV-20 : Les huiles usées sont entreposées dans le garage dans des *tops tanks* sans couvercle. Les cendres d'incinération et les boues d'épuration des eaux usées sont aussi entreposées sans mesures particulières. Ceci représente un fort risque de déversement sur le sol.

Recommandation OBS-ENV-18 : Un espace conforme pour récupérer et entreposer les différents déchets dangereux issus de l'entretien des bus doit être prévu (barils fermés, enceinte de confinement secondaire, etc.). Les boues d'épuration et les cendres d'incinération devraient faire l'objet d'une caractérisation environnementale et des conditions d'entreposage définies devrait être développées en conséquence des résultats.

Dans l'attente de ces caractérisations, les cendres doivent être entreposés temporairement dans des contenants étanches à l'abri des intempéries, et les boues dans des conteneurs étanches recouverts d'une bâche pour les protéger des intempéries.

OA-ENV-03 : Afin de plus investir les locataires dans la gestion des déchets, des encouragements financiers pourraient être mis en place. Par exemple réduire le coût de collecte lorsque les volumes sont inférieurs à un certain volume.

OA-ENV-04 : Suite à l'incendie qui a entraîné la destruction de l'ensemble des déchets entreposés, nous sommes en présence d'un fort risque potentiel de contamination du sol et des eaux. La contamination pourrait s'infiltrer dans le sol avec les précipitations à venir. Un programme de caractérisation des sols et de décontamination, le cas échéant, devrait être entrepris.

4.7 URGENCE ENVIRONNEMENTALE

Critère

L'étude d'impact environnemental et social ainsi que le PGESSS du PIC prévoient qu'un plan d'urgence environnementale soit développé et mis en œuvre.

État des lieux

Le manuel EHS du PIC reprend les recommandations de l'étude d'impact environnemental et social et du PGESSS des responsables du PIC et indique qu'un plan de réponse aux situations d'urgences doit être développé. Une version préliminaire intitulée « Emergency response plan for Park industriel de Caracol - PIC Haïti » a commencé à

être développée en 2015, mais ce document n'a jamais été complété (**NC-ENV-20**). La STEP dispose de sa propre procédure de préparation et de réponse aux urgences en date d'octobre 2016. Ce document couvre les incendies, les désastres naturels et les accidents de la route, mais ne couvre pas les déversements de contaminant dans l'environnement (**OBS-ENV-21**).

Au cours de la dernière année, deux événements sont survenus pour lesquels un plan d'urgence environnementale aurait permis au mieux prendre en charge les situations.

En février 2020, du chlorure ferrique entreposé à la STEP s'est déversé dans la rivière. Un rapport de déversement a été produit par le responsable EHS du PIC. La cause du déversement n'est pas clairement identifiée et les quantités déversées ne sont pas documentées (**OA-ENV-05**). Un plan d'urgence environnementale efficient aurait pu réduire l'ampleur du déversement et permettre de mieux quantifier l'impact.

En juin 2020, un incendie s'est déclaré au site d'entreposage temporaire des déchets de Madras. Aucun équipement (extincteur ou autre) n'était présent sur place pour permettre d'intervenir et la configuration du site ne permettait pas de contenir l'incendie à une partie du terrain. D'un point de vue environnemental, cet incendie a entraîné des émissions atmosphériques importantes ainsi qu'une contamination du sol du fait de la combustion de nombreux déchets plastiques. Un rapport a été réalisé par le service de gestion des désastres. Un plan d'urgence environnementale efficient aurait pu réduire l'ampleur des impacts.

Constats :

NC-ENV-20 : Le PIC ne dispose pas d'un plan de réponse aux urgences environnementales. Une version ébauche a été développée en 2015, mais elle n'a jamais été complétée.

Recommandation NC-ENV-20 : Un plan des mesures d'urgence environnementale doit être développé. Ce dernier doit être conçu de telle sorte à permettre d'identifier les risques existants, les mesures d'atténuation applicables à ces risques, les procédures à suivre en cas d'incident, et les formations requises pour permettre au personnel du PIC d'agir rapidement. La responsabilité de réaliser ce document et de le mettre en œuvre doit être clairement établie entre le service EHS et le service de gestion des risques et des désastres.

OBS-ENV-21 : La procédure préparation et réponse aux situations d'urgence de la STEP ne couvre pas les risques de déversement de contaminant.

Recommandation OBS-ENV-21 : Une procédure d'urgence spécifique en cas de déversement de matières dangereuses doit être développée et implantée. Cette procédure doit demeurer disponible à proximité des sites d'entreposage, de manipulation ou de disposition des matières dangereuses et des matières dangereuses résiduelles.

OA-ENV-05 : Un modèle de rapport de déversement devrait être développé pour permettre d'avoir un rapport uniforme des événements. Les informations comme la date et l'heure de l'événement, les personnes qui sont intervenues, les matières impliquées, les quantités déversées, et les volumes de sols et d'eau contaminés devraient se retrouver dans ce type de rapport.

4.8 GESTION DES NUISANCES BRUIT ET POUSSIÈRE

Critère

L'étude d'impact environnemental et social ne prévoit aucune mesure concrète pour la gestion des nuisances relatives à la qualité de l'air, des poussières ou du bruit. Le PGESSS prévoit toutefois la réalisation d'un suivi de la qualité de l'air et du niveau sonore.

État des lieux

La documentation actuelle ne couvre pas ces aspects environnementaux. Le manuel EHS du PIC prévoit le développement d'une procédure pour maîtriser les émissions atmosphériques, mais cette procédure n'a jamais été développée (**OA-ENV-06**).

Les principales sources d'émissions atmosphériques sont :

- Les incinérateurs à tissus de S&H Global sur lesquels peu de contrôle est assuré selon les observations du responsable EHS.
- Les chaudières fonctionnant au diesel de MAS Akansyel, Everest et S&H Global.
- La centrale thermique. Aucune analyse des émissions atmosphériques n'a été réalisée.

À ces sources fixes viennent s'ajouter les émissions afférentes à la circulation routière sur le site du PIC.

Aucune mesure de la qualité de l'air n'a été réalisée depuis la création du PIC (**NC-ENV-21**).

En ce qui concerne le bruit, aucune mesure particulière n'est prise et aucun relevé du niveau sonore n'a été effectué (**NC-NV-22**).

Constats :

NC-ENV-21 : Contrairement aux recommandations du PGESSS, aucune mesure de la qualité de l'air pour les PM10 et les COV n'a été réalisée depuis la création du PIC.

Recommandation NC-ENV-21 : Un plan de gestion de la qualité de l'air doit être développé par l'équipe de gestion du PIC et il doit être appliqué pour tous les locataires. Il doit inclure, entre autres sujets, le suivi des différents paramètres et les mesures de correction en cas de dépassement des limites fixées.

NC-ENV-22 : Contrairement à ce que recommande le PGESSS pour la gestion du bruit, aucune mesure particulière n'est prise et aucun relevé du niveau sonore n'a été effectué dans l'enceinte du PIC.

Recommandation NC-ENV-22 : Un plan de gestion du bruit doit être développé par l'équipe de gestion du PIC et il doit être appliqué pour tous les locataires. Il doit inclure, entre autres sujets, un programme de suivi et des mesures correctives.

OA-ENV-06 : La problématique de la gestion de la qualité de l'air doit être prise en charge par le manuel EHS et des suivis doivent être faits. Pour encourager une amélioration à ce chapitre, une surveillance de l'entretien des équipements comme les chaudières et les incinérateurs pourrait être faite afin de garantir leur fonctionnement optimum et que les filtres soient régulièrement changés.

4.9 ADÉQUATION DES MESURES EN PLACE AVEC LES POLITIQUES DE LA BID

La politique OP-703 *Environnement et conformité aux sauvegardes* du 19 janvier 2006 fixe les objectifs de la BID en matière d'environnement. À cela vient s'ajouter la politique OP-704 *Gestion des risques de catastrophe* du 23 février 2007.

Les mesures énoncées dans les politiques sont des mesures générales applicables à l'ensemble des projets de la BID. Elles viennent souvent s'appliquer au moment des choix des projets à financer et lors de l'élaboration de ces derniers.

Dans le cas présent, il est possible de constater que l'ensemble des exigences de la politique OP-703 a été suivies pour la planification et la construction des phases d'implantation du PIC. Les difficultés surviennent plus dans la phase opérationnelle du PIC et dans la pérennisation des mesures d'atténuation requises, comme le montrent les nombreux constats soulevés lors de cet audit.

La politique OP-703 comprend 49 mesures applicables dans le cadre du projet du PIC sur 83 articles au total. La conformité à ces 49 mesures est illustrée au tableau ci-dessous pour le volet environnemental.

Note		Nombre d'exigences concernées
1	L'exigence de la politique n'est couverte par aucune mesure - des actions sont à prévoir pour intégrer cette exigence.	2
2	L'exigence de la politique est couverte par des mesures - mais les mesures ne sont pas mises en place adéquatement.	14
3	L'exigence est couverte par des mesures qui sont mises en place.	33

La politique OP-704 comprend 6 mesures applicables dans le cadre du projet du PIC sur 33 articles au total. La conformité à ces 6 mesures est illustrée au tableau ci-dessous pour le volet environnemental.

Note		Nombre d'exigences concernées
1	L'exigence de la politique n'est couverte par aucune mesure - des actions sont à prévoir pour intégrer cette exigence.	1
2	L'exigence de la politique est couverte par des mesures - mais les mesures ne sont pas mises en place.	5
3	L'exigence est couverte par les mesures qui sont mises en place	0

L'analyse des effets des catastrophes naturelles n'a pas été faite en 2011 dans l'étude d'impact environnemental et social. Des études complémentaires portant sur la région nord d'Haïti ont été menées en 2015. Au niveau du PIC, s'il est indiqué que des plans de mesures d'urgence doivent être développés pour répondre aux catastrophes naturelles, cette documentation est actuellement largement incomplète.

Les grilles d'analyse de l'applicabilité l'ensemble des exigences des politiques OP-703 et OP-704 se trouvent à l'annexe 6.

5.0 SOCIAL

5.1 MÉCANISME DE GESTION SOCIALE

Critère

L'étude d'impact environnemental et social réalisée lors de l'implantation du PIC et le PGESSS des responsables du PIC prévoient plusieurs mécanismes pour encadrer les aspects sociaux du projet. Le PGESSS prévoit entre autres un plan de gestion d'embauche locale, un plan d'engagement des parties prenantes, un code de conduite des travailleurs ainsi qu'un plan d'investissement social de l'entreprise.

État des lieux

Le manuel EHS du PIC établit une liste de procédures à mettre en œuvre afin de couvrir les exigences du PGESSS. Le tableau ci-dessous liste l'ensemble des procédures mentionnées dans le manuel EHS et indique celles qui ont pu être consultées lors de l'audit.

Tableau 5 : Procédures sociales existantes et consultées.

Réf	Énoncé	Consultée ou existante
SP-01	Procédure pour le mécanisme de plainte communautaire	X
SP-02	Procédure de sécurité et de gestion de transport des travailleurs et de la communauté	X
SP-03	Accès et sécurité du site	X
SP-04	Procédure d'engagement des partenaires	X
SP-05	Code de Conduite au Lieu de Travail	
SP-06	Restauration, Nourriture et Boissons pour les travailleurs	
SP-07	Mécanisme de Plainte des travailleurs	X
SP-08	Code de conduite des travailleurs	
SP-09	Procédure de suivi social et évaluation de conformité	
SP-10	Recrutement local et genre	

Lors de l'audit, sur les 10 procédures listées dans le manuel EHS, seulement 5 ont pu être consultées. Selon les informations recueillies, les autres procédures n'ont pas été développées (**NC-SC-01**). En ce qui concerne les 5 procédures existantes, elles datent de 2016 et n'ont pas fait l'objet d'une mise à jour (**OBS-SC-01**).

Au sein de l'équipe de gestion du PIC, plusieurs personnes sont responsables de s'assurer que les aspects sociaux sont correctement couverts :

- Une équipe de 25 personnes est responsable du transport.
- Une personne est responsable de la gestion des cafétérias.
- Une personne est responsable du mécanisme de rétroaction (équipe EHS).
- Une personne est responsable de l'engagement des parties prenantes (équipe EHS).

Chez les locataires, des équipes sont responsables d'assurer le nettoyage des installations et de suivre les mécanismes de gestion des plaintes internes.

Constats :

NC-SC-01 : L'ensemble des procédures prévues au manuel EHS n'a pas été développé, ce qui ne permet pas de couvrir l'ensemble des recommandations du PGESSS du PIC.

Recommandation NC-SC-01 : *Faire une mise à jour du manuel EHS du PIC, incluant les procédures sociales non encore élaborées. Mettre l'emphasis sur l'aspect pratique pour s'assurer d'apporter une solution la plus adaptée aux réalités du PIC.*

La mise à jour du manuel et des procédures doit inclure des mécanismes de pénalité pour les locataires ne respectant pas les aspects qui leur incombent. Ce mécanisme de pénalité doit être équitable et transparent afin d'être accepté par tous les locataires.

Les révisions du manuel et des procédures devront être présentées et signées par les locataires. Une fois la mise à jour réalisée, établir un calendrier révision et mise à jour périodique avec un échéancier précis et des étapes clairement identifiées.

OBS-SC-01 : Les procédures élaborées datent de 2016 et aucune mise à jour de cette documentation n'a été faite. Recommandation OBS-SC-01 : *Des mises à jour des procédures doivent être réalisées et un calendrier de révision des procédures doit être implanté pour que les procédures soient régulièrement suivies et mises à jour le cas échéant.*

5.2 TRANSPORT ET SÉCURITÉ DE LA POPULATION

Critère

Comme le prévoit la loi du travail haïtien, le PGESSS établit qu'un système de transport sécuritaire doit être mis en place pour l'ensemble des travailleurs par les entreprises du PIC.

État des lieux

Le transport des ouvriers du PIC est assuré selon deux mécanismes distincts selon pour quelle entreprise ils travaillent.

Les ouvriers de S&H Global sont transportés par un service d'autobus géré par le PIC. Il comprend une flotte d'autobus de 120 véhicules : 30 % de la flotte appartient au PIC et le 70 % restant est loué. Ce système transporte environ 11 000 travailleurs. Un grand nombre d'autobus de la flotte n'est pas en service : sur les 39 autobus appartenant au PIC seulement 15 sont fonctionnels. Aucun calendrier d'inspection et d'entretien n'est établi pour permettre de maintenir en état de fonctionnement les autobus (**OBS-SC-02**). Lors de la visite, il a été constaté que les autobus sont en mauvais état et représentent des risques pour les chauffeurs, les usagers ainsi que pour la population.



Figure 5 : Autobus servant au transport des ouvriers (photo Tetra Tech)

Et en ce qui concerne les autobus loués, aucune inspection n'est faite sur les véhicules pour s'assurer qu'ils soient en bon état pour circuler et transporter les passagers de manière sécuritaire (**OBS-SC-03**).

Le service d'autobus couvre cinq circuits dans les communes de Terrier Rouge, Caracol et Limonade. Or selon la répartition du lieu de résidence des travailleurs trouvée dans le rapport mensuel EHS de juillet 2020, 25 % de ceux-ci résident à Cap-Haïtien. Ils doivent donc se rendre dans un premier temps à Limonade s'ils souhaitent se rendre au PIC via le service d'autobus. De manière informelle, certains autobus vont directement à Cap-Haïtien depuis le PIC, mais les travailleurs doivent payer ce transport environ 25 gourdes (**NC-SC-02**).

Si une procédure encadre le travail des chauffeurs, aucun contrôle n'est fait pour s'assurer que cette procédure est respectée. De plus, aucune formation n'a été faite auprès des chauffeurs depuis plusieurs années contrairement à ce que prévoit cette procédure (**NC-SC-03**). Pour améliorer le contrôle des chauffeurs, les autobus pourraient clairement être identifiés par un numéro et chaque chauffeur serait attribué à un autobus. Cela permettrait en cas de plainte d'identifier clairement les fautifs et ainsi pouvoir former les chauffeurs ciblés et appliquer éventuellement des sanctions (**OA-SC-01**).

En matière de sécurité, des agents de sécurité sont déployés à certains points de collecte le matin pour assurer que l'embarquement des passagers se passe bien. Il y a également un mécanisme de contrôle des passagers pour vérifier que seuls les employés du PIC soient autorisés à monter dans les autobus. Mais il est constaté que des personnes étrangères au PIC arrivent à emprunter les autobus (**OBS-SC-04**).

Aucun mécanisme particulier n'est mis en œuvre pour assurer des conditions sécuritaires de transport pour les personnes vulnérables et en particulier les femmes (**OBS-SC-05**). Des épisodes de vol et d'agression à caractère sexuel ont été rapportés par des usagères du système.

Les entreprises MAS Akansyel et Everest font appel à la société Innovation Transport qui transporte leurs ouvriers (environ 3 500) à l'aide de 25 autobus. Les services du PIC n'exercent aucun contrôle sur le transport des ouvriers de MAS Akansyel et Everest. Aucune mention n'est faite dans le rapport mensuel EHS contrairement aux activités supervisées par le PIC (**OBS-SC-06**).

Constats :

NC-SC-02 : Le 25 % des travailleurs du PIC résidant à Cap-Haïtien ne peuvent pas bénéficier d'un système de transport gratuit vers leur lieu de travail puisque le réseau de transport du PIC ne dessert que les villes de Limonade, Caracol et Terrier Rouge.

Recommandation NC-SC-02 : Revoir l'organisation du réseau de transport afin que tous les travailleurs puissent en bénéficier. Étudier les possibilités d'étendre le réseau jusqu'à Cap-Haïtien.

NC-SC-03 : L'application des procédures de bonnes conduites par les chauffeurs ne fait pas l'objet de vérification et aucune formation des chauffeurs n'a été faite depuis plusieurs années, ce qui ne garantit pas des conditions sécuritaires de transport aux passagers.

Recommandation NC-SC-03 : Organiser des séances de formation pour l'ensemble des chauffeurs sur le code des bonnes pratiques et mettre en place un système de vérification périodique pour s'assurer que les procédures sont suivies.

OBS-SC-02 : Aucun calendrier d'inspection et d'entretien n'est suivi pour permettre de maintenir la flotte de véhicules en bon état de fonctionnement.

Recommandation OBS-SC-02 : Établir des calendriers d'inspection des véhicules pour garantir que chacun est régulièrement inspecté et réparé, le cas échéant, avant de tomber en panne.

OBS-SC-03 : Aucune inspection n'est faite sur les autobus loués permettant d'assurer que les conditions sécuritaires de transport sont garanties pour les travailleurs.

Recommandation OBS-SC-03 : Organiser des séances de formation pour l'ensemble des chauffeurs sur le code des bonnes pratiques et mettre en place un système de vérification périodique pour s'assurer que les procédures sont suivies.

OBS-SC-04 : Le contrôle des passagers, tel que pratiqué actuellement, ne permet pas de s'assurer qu'uniquement des employés du PIC empruntent le réseau de transport.

Recommandation OBS-SC-04 : Améliorer le système de contrôle des passagers. Des systèmes de carte de transport à présenter au contrôleur devraient être mis en place. Les contrôles devraient être renforcés pour s'assurer de la validité des titres de transport de chacun des ouvriers.

OBS-SC-05 : Aucun mécanisme n'est mis en place pour assurer des conditions de transport sécuritaire pour les personnes vulnérables et les femmes. Plusieurs plaintes pour agression contre des femmes ont été rapportées dans les autobus.

Recommandation OBS-SC-05 : Développer des mécanismes visant à rendre les transports plus sécuritaires pour les femmes et les personnes vulnérables :

- S'assurer que les chauffeurs, les contrôleurs et tous les autres personnes affectées au transport des travailleurs du PIC soient sensibilisés à l'importance de la sécurité du système, en particulier pour les groupes considérés vulnérables (vieillards, handicapés, femmes enceintes, femmes et enfants)
- Augmenter les contrôles en assurant que les contrôleurs soient des hommes et des femmes ;
- Réserver des places attitrées dans les autobus pour les personnes à mobilité réduite ;
- Réserver des secteurs dans les autobus réservés aux femmes ;
- Collaborer avec les autorités locales pour augmenter la sécurité des femmes se rendant tôt au service de transport ;
- Éclairer et sécuriser les points d'embarquement et de débarquement des passagers et des passagères en particulier.
- Renforcer les mécanismes de plainte en assurant des espaces où les personnes vulnérables peuvent se sentir en sécurité pour déposer une plainte.

OBS-SC-06 : Aucun contrôle et aucun rapport n'est fait en ce qui concerne les activités de transport réalisées par la compagnie Innovation transport pour le compte de MAS Akansyel et Everest.

Recommandation OBS-SC-06 : Les responsables du PIC doivent développer des contrôles auprès du sous-traitant des locataires afin de garantir que les conditions de transport sont remplies. Établir une liste des points à vérifier ainsi qu'un calendrier programmant les vérifications à réaliser.

OA-SC-01 : Pour améliorer le contrôle des chauffeurs, les autobus pourraient clairement être identifiés par un numéro et chaque chauffeur serait attitré à un autobus. Cela permettrait en cas de plainte d'identifier clairement les fautifs et ainsi pouvoir former les chauffeurs ciblés et appliquer éventuellement des sanctions.

5.3 SANTÉ, HYGIÈNE ET ALIMENTATION

Critère

L'étude d'impact environnemental et social prévoit la mise en place de politiques rigoureuses en matière de santé, sans donner plus de précision. Le PGESSS n'apporte pas plus de détail sur ce qui doit être mis en place au sein des installations du PIC.

État des lieux

En termes d'hygiène, des installations sanitaires sont implantées dans chacun des bâtiments. Les toilettes ne sont pas mixtes et les espaces sont distincts pour les femmes et les hommes.

L'entretien de ces installations incombe aux locataires. Selon les informations recueillies, les locataires procèdent régulièrement au nettoyage et des rapports d'inspection sont produits. Une demande a été faite pour consulter les documents, ils n'ont pas été transmis aux auditeurs. Le responsable EHS du PIC réalise également une vérification de l'état de fonctionnement des installations. Dans son rapport mensuel EHS de juin 2020, il relève qu'un certain nombre d'installations n'est pas fonctionnel dans les locaux de S&H Global. Les documents consultés suggèrent que le nombre de toilettes destinées aux femmes ouvrières devrait être augmenté et leur entretien devrait aussi être amélioré, notamment en ce qui concerne la disponibilité des produits sanitaires (savon, papier, serviettes hygiéniques, essuie-mains, sac à ordures).

Pour lutter contre la présence d'animaux parasites comme les rats, le PIC fait appel à un sous-traitant (Roche – Jardin – Service) pour faire des campagnes de dératisation et antiparasitaires. Il intervient de manière trimestrielle et son dernier passage date de juillet 2020. Aucun document n'a été transmis aux auditeurs pour valider cette information.

En matière d'alimentation, 4 cafétérias sont présentes dans l'enceinte du PIC. Leur entretien est de la responsabilité des locataires. Trois cafeterias appartiennent à S&H global et une est de la responsabilité de MAS Akansyel. Everest et les autres locataires ne disposent pas d'installation. L'accès au cafétaria n'est pas réservé uniquement aux travailleurs de l'entreprise propriétaire de l'installation ce qui permet à l'ensemble des travailleurs du PIC d'avoir accès à une cafétaria. Les restaurateurs et restauratrices préparent les plats chez eux et les apportent prêts à être vendus au PIC. Il y a plus de 200 restaurateurs répartis dans les 4 cafétérias. Les restaurateurs sont sélectionnés par les services du PIC et disposent d'une autorisation pour entrer sur le PIC. Le contrôle de l'ensemble des restaurateurs est difficile et certaines personnes arrivent à entrer sur le site sans les autorisations requises (**OBS-SC-07**). Les services du PIC procèdent à des formations auprès des restaurateurs pour les former aux conditions d'hygiène à respecter. Des contrôles sont réalisés directement chez les restaurateurs pour s'assurer que les règles d'hygiène soient correctement respectées. Trois contrôles par semaines sont réalisés durant lesquels cinq restaurateurs sont inspectés. Des fiches de visite sont remplies pour documenter le tout. Les services du PIC procèdent également à des inspections des cafétérias, qui sont documentées par des fiches d'inspection. Si la fabrication des repas et le service sont inspectés, il y a en revanche peu de contrôle sur le transport de la nourriture qui se fait souvent sur des motos, ce qui ne rencontre pas les règles d'hygiène établies (**OBS-SC-08**).

Il est estimé que 70 % des travailleurs du PIC se nourrissent dans les cafétérias. Les restaurateurs sont sélectionnés par un comité au sein des services du PIC qui évalue les besoins et les candidatures. Les restaurateurs ne payent pas de loyer et ce sont eux qui fixent les prix des repas qu'ils vendent. Le prix moyen d'un repas est compris entre 50 et 60 gourdes, ce qui est assez élevé par rapport au salaire des employés.

La plupart des personnes qui servent les repas sont des femmes. Même si lors des formations il est rappelé qu'aucun enfant ne peut travailler, il est fréquent que des enfants de moins de 18 ans soient présents pour servir les repas (**NC-SC-04**).

Dans le plan stratégique 2019-2020, le service de coordination alimentaire du PIC souhaite voir être mis en place des espaces de cuisines afin d'éviter que la préparation des repas ne se fasse chez les vendeurs et ainsi pouvoir mieux contrôler la qualité des aliments servis. A terme, 74 espaces de cuisine qui seraient mis à la disposition des restaurateurs pour qu'ils préparent directement les repas sur place. Ces espaces seraient loués aux personnes intéressées. Ils seraient construits à proximité des cafétérias existantes. À noter qu'il existe déjà un espace de 12 cuisines, mais ce dernier n'est pas aux normes et n'est pas utilisé.

Le projet prévoit également le développement d'un marché dans lequel les restaurateurs viendraient s'approvisionner en denrées. Ce système permettrait de venir contrôler la qualité des denrées utilisées pour la préparation des repas et d'avoir un contrôle sur leurs coûts.

L'ensemble de ce projet est à l'heure actuelle à l'étape des discussions. Il doit encore être financé et les cuisines doivent être construites et équipées avant de prévoir son implantation.

Dans sa forme actuelle, le projet ne semble pas prendre en compte l'agrandissement du PIC et il semble que 74 espaces de cuisine pour la confection de 10 000 repas (135 repas par service par espace de cuisine) soient insuffisants en comparaison des 200 vendeurs actuellement présents.

En termes de santé, tous les locataires de plus de 20 employés disposent d'une infirmerie avec le personnel soignant adéquat. S&H Global dispose de 7 infirmeries comprenant chacune la présence d'un médecin et de 7 infirmières. Lors des visites, le matériel de santé était disponible et les stocks renouvelés régulièrement. Seule l'UTE, employant plus de 20 personnes, ne dispose pas d'un service d'infirmerie (**NC-SC-05**).

En termes de formation et de sensibilisation, un agent de santé travaillait au service du PIC jusqu'en 2019. Il était responsable de réaliser des campagnes de sensibilisation sur divers sujets en lien avec la santé. Depuis son départ, aucune campagne de sensibilisation n'a été réalisée auprès des travailleurs du PIC à l'exception des campagnes de prévention de la COVID-19 (**NC-SC-06**).

Constats :

NC-SC-04 : Dans le cadre du service des repas, il est fréquent de voir des enfants de moins de 18 ans travailler à servir les repas dans les cafétérias.

Recommandation NC-SC-04 : *Renforcer la formation des restaurateurs présents sur l'interdiction du travail des enfants. Renforcer les contrôles pour identifier les restaurateurs fautifs et établir un système de pénalité pouvant aller jusqu'à l'exclusion du restaurateur si la situation vient à se répéter.*

NC-SC-05 : L'UTE employant plus de 20 personnes sur le PIC ne dispose pas du service d'une infirmerie.

Recommandation NC-SC-05 : *L'UTE doit respecter la réglementation haïtienne et mettre un service d'infirmerie au service de ses employés.*

NC-SC-06 : Depuis plus de 18 mois, aucune campagne de prévention en termes de santé n'est réalisée auprès des travailleurs, car il n'y a plus d'officier de santé employé au sein de l'équipe EHS du PIC.

Recommandation NC-SC-06 : *Embaucher un nouvel employé responsable de la sensibilisation en termes de santé et reprendre les sensibilisations auprès des travailleurs. Un calendrier programmant les sensibilisations à mener devra être établi et respecté.*

OBS-SC-07 : Le contrôle des entrées sur le site du PIC n'est pas assez rigoureux et permet à des restaurateurs non autorisés de venir servir des repas dans les cafétérias. Cela peut causer des problèmes en matière de contrôle de la qualité de la nourriture servie aux travailleurs.

Recommandation OBS-SC-07 : *Renforcer les contrôles à l'entrée du PIC pour l'accès aux restaurateurs et faire des vérifications régulières dans les différentes cafétérias. Mettre en place un système de pénalité pour les restaurateurs fautifs.*

OBS-SC-08 : Alors que des contrôles sont réalisés chez les restaurateurs et dans les cafétérias, il n'y a pas de contrôle sur le transport de la nourriture qui est souvent réalisé par moto. Cela ne rencontre pas les règles d'hygiène établies.

Recommandation OBS-SC-08 : *Les contrôles réalisés auprès des restaurateurs devraient comprendre le transport des aliments sur le site.*

5.4 LOGEMENT ET RELOCALISATION

Critère

L'étude d'impact environnemental et social prévoit la mise en place d'un programme de construction et de financement d'habitation abordable pour les ouvriers du PIC. Le PGESSS n'apporte pas plus de précision sur cet aspect. À noter que le projet a fait l'objet d'un plan d'action pour la compensation et le rétablissement des moyens d'existence des personnes affectées par le projet.

État des lieux

Au moment de la création du PIC, la construction d'un village (EKAM) et de 242 habitations dans le village de Terrier Rouge a été financée par USAID et par la BID à proximité du PIC pour accueillir les travailleurs de la zone ainsi que des étudiants de l'université de Limonade. D'après les informations recueillies, les services du PIC ne réalisent pas de suivi en ce qui concerne ce village et l'occupation des logements construits (**OBS-SC-09**).

En ce qui concerne le plan de compensation, il concernait environ 400 personnes qui occupaient le territoire constituant aujourd'hui le PIC. Une plainte a été déposée auprès de la BID en 2018 pour non-atteinte des résultats escomptés. Des consultations publiques ont alors été menées et un protocole d'entente a été passé.

Le protocole propose comme mesure corrective des formations pour permettre d'obtenir un emploi au sein des entreprises du PIC. Le tout est accompagné des mesures additionnelles suivantes :

- Aide à l'accès à la propriété de terrain avec des appuis techniques.
- Aide pour l'obtention d'équipements et d'intrants agricoles.
- Programme de formation pour l'obtention de microcrédit.
- Distribution de bourses scolaires.

Les différentes initiatives de ce programme sont actuellement en train de débiter ou sont en cours.

Constats :

OBS-SC-09 : Aucun suivi n'est réalisé par l'UTE pour s'assurer que les conditions d'hébergement établies dans le cadre des programmes d'implantation des deux villages sont remplies à Terrier-Rouge et à Ekam.

Recommandation OBS-SC-09 : *Prévoir la réalisation d'une étude pour s'assurer que les conditions d'hébergement aux villages de Terrier-Rouge et d'Ekam rencontrent les exigences fixées. Ces études devront prévoir un programme sur plusieurs années pour évaluer l'évolution de la situation sur le long terme.*

5.5 COHÉSION SOCIALE/PROTECTION DES POPULATIONS VULNÉRABLES

Critère

L'étude d'impact environnemental et social ne prévoit pas de mécanisme précis pour assurer la cohésion sociale dans la zone malgré l'afflux de population dans la zone du PIC. Toutefois, le PGESSS prévoit la mise en place d'un processus d'embauche équitable ainsi qu'un plan d'investissement social de l'entreprise portant sur l'amélioration de la vie sociale au-delà des pures relations de travail.

État des lieux

Le règlement du PIC élabore les règles de conduite à suivre sur le territoire du PIC en termes de comportement afin de garantir un cadre sécuritaire pour l'ensemble des utilisateurs du PIC. Des agents de sécurité sont présents sur le site pour vérifier les entrées sur le site et dans certains lieux du PIC pour s'assurer que les règles de bonne conduite sont respectées.

La procédure SP-10 *Recrutement local et genre* n'a pas été élaborée malgré ce qui est prévu au manuel EHS du PIC (voir **NC-SC-01**). Toutefois, selon les informations recueillies, des kiosques d'embauche ont été implantés dans les villages avoisinants pour permettre aux populations locales de pouvoir obtenir un travail dans le parc. Six kiosques d'embauche sont en place avec deux employés dans chacun d'eux pour aider les personnes à remplir les formulaires d'embauche et recueillir les candidatures. Les candidatures sont recueillies par les services du PIC et sont ensuite mis à disposition des locataires lorsque ces derniers ont besoin d'embaucher. Il ressort des entretiens qu'un des problèmes rencontrés dans le processus d'embauche est le manque de qualification de la population dans la région. Un centre de formation est présent sur le site et permet de former aux métiers du textile, de la maintenance mécanique et de l'informatique. (**OA-SC-02**).

Il est à noter qu'en novembre 2018, une plainte a été déposée par un résident d'une commune voisine du PIC à l'encontre d'un responsable d'un kiosque de recrutement. En effet, ce dernier avait exigé de l'argent en échange d'un emploi au PIC. Le mécanisme de gestion des plaintes avait alors été mis en œuvre et le responsable du kiosque a été forcé à rendre la somme d'argent versée (compte rendu en date de janvier 2018 – traitement de la plainte contre la SONAPI – PIC 30 novembre 2018). La situation devrait être à surveiller, mais aucune autre plainte de ce genre n'a été rapportée.

À partir des données collectées lors de l'audit, il apparaît qu'aucune mesure n'est mise en place pour identifier les personnes vulnérables au PIC ou dans son périmètre. De cela découle que rien n'est en place pour s'assurer qu'ils aient accès aux emplois au sein du PIC et que des conditions sécuritaires leur soient offertes pour accéder au PIC et y travailler (**NC-SC-07**). À noter toutefois que les femmes enceintes ont la possibilité de quitter leur poste 30 min plus tôt afin de leur permettre de prendre le bus avant le reste des ouvriers.

En matière d'égalité des genres sur le PIC, environ 55 % des travailleurs sont des femmes ce qui rencontre en partie les engagements initiaux d'employer 60 % de femmes sur le site.

Des campagnes ont par le passé été organisées pour sensibiliser les travailleurs contre le harcèlement sexuel, mais les rapports datent de 2016 et rien ne semble avoir été fait depuis par les équipes du PIC (**OBS-SC-10**). Le rapport mensuel EHS de juillet 2020 fait référence à des articles parus les 24 et 29 juin 2020 sur la plateforme en ligne Rezonodwes qui rapportent des allégations de harcèlement physique et sexuel au sein de la compagnie S&H Global. Le rapport indique qu'une réunion a été tenue pour discuter de la question, mais aucune mesure pour éviter que cela ne se reproduise n'est présentée. Dans le même rapport mensuel EHS, dans la section plainte, il est également rapporté deux plaintes en lien avec des cas de harcèlement physique et sexuel.

En consultant le journal en ligne Rezonodwes, il est constaté que de nombreux articles traitent de problèmes de harcèlement sur le site du PIC, dont le plus récent date du 21 septembre 2020.

En février 2018, une plainte est déposée par une résidente de la région qui, dans le cadre d'un processus d'embauche chez S&H Global, s'est vu demander des faveurs sexuelles. Selon le rapport consulté, la situation a été traitée par le service EHS du PIC et son agent de rétroaction. La plainte a été résolue par un accord entre la plaignante et la personne reconnue coupable. Mais dans le processus, la direction de S&H Global ne semble pas avoir été impliquée dans la résolution de cette situation, et aucune sanction ne semble avoir été prise à son encontre. Le coupable est toujours en poste de recruteur à l'heure actuelle (**OBS-SC-11**).

Un rapport d'enquête a été réalisé afin d'établir les responsabilités et des mesures correctives à mettre en œuvre. Ce rapport n'est pour le moment suivi d'aucune action (**NC-SC-08**).

Alors que le PGESSS des responsables du PIC recommande la mise en œuvre d'un plan d'investissement social afin d'améliorer la vie sociale autour du PIC, aucun document n'allant dans ce sens n'a été présenté aux auditeurs (**NC-SC-09**).

Constats :

NC-SC-07 : Aucun document ne permet d'identifier les personnes vulnérables du PIC et de la zone. Cette absence d'identification ne permet pas de les prendre en considération dans les prises de décision et de leur offrir des conditions sécuritaires sur le PIC.

Recommandation NC-SC-07 : *En plus de la liste des parties prenantes, une liste des populations vulnérables devrait être tenue pour les identifier. Cette liste devra faire la distinction entre les personnes vulnérables sur le site du PIC au sein des travailleurs et les personnes vulnérables dans la zone de Caracol. Cette liste devra être mise régulièrement à jour.*

NC-SC-08 : Malgré les cas de harcèlement physique et sexuel rapportés dans le cadre de la gestion des plaintes et dans les journaux, aucun plan d'action et aucune mesure n'a été présenté aux auditeurs pour palier à ce problème.

Recommandation NC-SC-08 : *Un plan d'action clair doit être établi indiquant les mesures à mettre en œuvre, les responsabilités afférentes et les dates d'échéance pour mettre en œuvre ces mesures. Dans ce dossier, la direction du PIC doit démontrer son engagement dans la résolution de ce problème et mettre à disposition les ressources matérielles et humaines nécessaires pour atteindre les objectifs de ce plan d'action. Des mesures de suivi rigoureuses doivent ensuite être établies pour garantir que la situation ne se reproduira pas.*

NC-SC-09 : Contrairement à ce qui est prévu à la partie 4.11 du PGESSS des responsables du PIC, aucun plan d'investissement social n'a été mis en place au sein du PIC.

Recommandation NC-SC-09 : *S'assurer que le PIC ainsi que les locataires développent un plan d'investissement social.*

OBS-SC-10 : Les campagnes de sensibilisation pour prévenir les violences et lutter contre le harcèlement sexuel ne sont pas données depuis plusieurs années.

Recommandation OBS-SC-10 : *S'assurer que les services du PIC disposent du personnel nécessaire pour donner les formations. Les formations devront s'inscrire dans le programme de formation général dispensé auprès des travailleurs.*

OBS-SC-11 : Dans le cas survenu en février 2018 où une femme a été contrainte à avoir des rapports sexuels en échange d'une promesse d'embauche chez S&H Global, la plainte a été traitée par le service EHS du PIC sans que la direction de S&H Global ne semble être impliquée. La situation s'est close, sans que la personne reconnue coupable ne fasse l'objet d'une sanction autre que l'accord passé avec la plaignante. La personne reconnue coupable pourrait toujours être en poste à l'heure actuelle.

Recommandation OBS-SC-11 : *Les locataires dont les ouvriers sont accusés de méconduite ou d'agression sexuelle doivent être impliqués dans le traitement des plaintes et des sanctions fortes doivent être mises en œuvre afin de garantir que ces comportements ne soient pas tolérés.*

OA-SC-02 : Les activités du centre de formation devraient être renforcées afin de former plus de personnes en fonction des besoins du PIC, pour permettre à la population d'acquérir les compétences nécessaires et augmenter leur employabilité.

5.6 ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES ET MÉCANISME DE GESTION DES PLAINTES

Critère

L'étude d'impact environnemental et social ainsi que le PGESSS recommande qu'un mécanisme de gestion des plaintes soit mis en place pour les travailleurs et les communautés avoisinantes.

État des lieux

Les procédures SP-01 et SP-07 sont mises en place par le service de gestion du PIC pour encadrer la gestion des plaintes sur le territoire du PIC et dans la communauté. Un responsable de gestion des plaintes est responsable de collecter et répondre aux plaintes. Une campagne de sensibilisation a été tenue en 2016 pour faire connaître le mécanisme de gestion des plaintes aux travailleurs en 2016.

Selon les informations recueillies, un registre de gestion des plaintes permettant de consigner l'ensemble des plaintes reçues est tenu par l'équipe EHS du PIC. Les documents consultés par les auditeurs ne sont pas à jour et les données les plus récentes datent de 2018.

Chacun des locataires est tenu d'avoir un mécanisme de gestion des plaintes et de communication de celles-ci aux autorités du PIC. Pour Everest, un système de boîte de suggestion a été mis en place. Les auditeurs n'ont pas obtenu d'information quant au suivi qui est fait des plaintes reçues. Les services du PIC n'exercent pas de contrôle ou ne font pas de contrôle sur les mécanismes de gestion des plaintes mis en œuvre dans les différentes entreprises du parc. Règle générale, un délai de 2 semaines est observé entre la réception des plaintes par les entreprises et la transmission à l'équipe EHS du PIC (**OBS-SC-12**).

Lors des entretiens, l'agent de rétroaction de l'équipe EHS du PIC indique que le mécanisme de gestion des plaintes du PIC prévoit que les travailleurs doivent initialement adresser leur plainte à leur employeur. Si dans un délai de 15 jours la plainte n'a pas été traitée par le locataire, le travailleur peut alors venir déposer sa plainte auprès du

service du PIC. La personne en charge de la gestion des plaintes va alors prendre en compte la demande du plaignant et voir ce qui peut être fait. Cette obligation de porter d'abord plainte auprès de l'employeur et le délai de 15 jours qui en suit n'est pas mentionnée dans la procédure SP-07 qui précise uniquement que toutes les plaintes doivent être traitées.

Cette double démarche, rend la gestion des plaintes laborieuse et peut être décourageante. Les plaignants et particulièrement les plaignantes ne font l'objet d'aucun accompagnement dans le processus de dépôt de plainte. Les équipes de gestion de plaintes, que ce soit celle du PIC ou celles des locataires, sont essentiellement composées d'hommes ce qui peut rendre le processus de dépôt de plainte intimidant pour des femmes victimes de violence (**OBS-SC-13**)

Un responsable au sein du PIC est responsable de s'assurer de la consultation des parties prenantes. Une liste des parties prenantes a été établie et des rencontres avec la population et les autorités locales sont tenues. À chacune des rencontres, la personne responsable de la gestion des plaintes est présente pour recueillir les avis et commentaires des parties prenantes. Certains comptes-rendus de rencontre ont pu être consultés. En revanche, aucun calendrier de rencontre n'existe (**OBS-SC-14**).

Constats :

OBS-SC-12 : Les mécanismes peu performant à cueillir les plaintes des employés chez les locataires et le long délai à transmettre l'information à l'équipe EHS du PIC rend le suivi des plaintes peu performant.

Recommandation OBS-SC-12 : La campagne de sensibilisation de 2016 sur les mécanismes de gestion de plaintes devrait être tenue à nouveau auprès des travailleurs. L'équipe EHS du PIC devrait inciter les entreprises à formaliser leurs processus d'enregistrement des plaintes et à transmettre l'information aux autorités du PIC plus rapidement (délai suggéré : transmission hebdomadaire).

OBS-SC-13 : Les plaignants et particulièrement les plaignantes ne sont pas accompagnés dans les démarches de dépôt de plainte, et les équipes en charge de la gestion des plaintes sont majoritairement composées d'hommes. Ceci peut rendre le processus de gestion de plaintes intimidant ou décourageant spécialement pour les femmes victimes de violence.

Recommandation OBS-SC-13 : Renforcer la présence de femmes dans les équipes de gestion des plaintes et renforcer l'accompagnement des plaignants et plaignantes. L'UTE devrait aussi considérer, dans la mesure du possible, l'option de partager la responsabilité de la mise en œuvre de certaines des interventions prévues à une entité locale spécialisée dans les questions de genre, notamment celles relatives au harcèlement et à la violence basée sur le genre.

OBS-SC-14 : Aucun calendrier de rencontre n'est établi pour planifier la consultation des parties prenantes.

Recommandation OBS-SC-14 : Un calendrier devrait être établi afin de planifier les rencontres avec les différentes parties prenantes. Ce document permettrait de s'assurer que l'ensemble des parties prenantes soit consulté régulièrement et offrirait de la transparence dans les démarches de consultation.

5.7 ADÉQUATION DES MESURES EN PLACE AVEC LES POLITIQUES DE LA BID

Les politiques de la BID couvrant les aspects sociaux dans le cadre de ce projet sont la politique OP-710 concernant la réinstallation involontaire de personnes (octobre 1998), et la politique OP-763 sur l'égalité des genres dans le développement (novembre 2010).

Le projet du PIC a fait l'objet d'un projet de réinstallation qui a été accompagné par un plan de compensation en date de 2011. La partie suivante s'attarde donc à évaluer si les différentes exigences de la politique OP-710 ont bien été prises en compte dans le cadre de ce projet.

La politique OP-710 comprend 14 articles dont 10 sont applicables au projet du PIC. Sur ces 10 mesures, toutes ont obtenu la note 3, indiquant qu'elles ont été correctement mises en œuvre. Il a cependant été constaté que la modification du programme de compensation (compensation monétaire au lieu de compensation par terre) a soulevé une insatisfaction des personnes déplacées en contravention avec la politique OP-710. Au moment du présent audit, les auditeurs ont constaté que des solutions avaient été déployées à la satisfaction des personnes déplacées.

Note		Nombre d'exigences concernées
1	L'exigence de la politique n'est couverte par aucune mesure - des actions sont à prévoir pour intégrer cette exigence.	0
2	L'exigence de la politique est couverte par des mesures - mais les mesures ne sont pas mises en place adéquatement.	0
3	L'exigence est couverte par des mesures qui sont mises en place.	10

En ce qui concerne la politique OP-761 sur l'égalité des genres dans les projets de développement, elle contient 35 articles, dont 22 sont applicables au projet du PIC. La conformité à ces 22 mesures est illustrée au tableau ci-dessous.

Note		Nombre d'exigences concernées
1	L'exigence de la politique n'est couverte par aucune mesure - des actions sont à prévoir pour intégrer cette exigence.	1
2	L'exigence de la politique est couverte par des mesures - mais les mesures ne sont pas mises en place adéquatement.	9
3	L'exigence est couverte par des mesures qui sont mises en place.	12

Les grilles d'analyse de l'ensemble des exigences des politiques de la BID se trouvent à l'annexe 6.

6.0 SANTÉ-SÉCURITÉ

6.1 MÉCANISME DE GESTION DE LA SANTÉ-SÉCURITÉ

Critère

L'étude d'impact environnement et social ainsi que le PGESSS du PIC prévoit que le PIC se dote de procédures santé-sécurité permettant d'encadrer le travail des employés et de prévenir les situations d'urgence.

État des lieux

Au niveau des équipes de gestions du PIC, le responsable EHS doit s'assurer que les locataires du PIC respectent les règles en matière de santé-sécurité. En termes de documentation, le règlement du PIC ainsi que le manuel EHS du PIC établissent les responsabilités qui incombent à chacun. Le manuel EHS du PIC établit les procédures qui doivent être mises en œuvre en matière de santé-sécurité au travail. Le tableau ci-dessous liste les procédures attendues et indique celles qui ont été consultées lors de cet audit.

Tableau 6 : Procédures santé et sécurité existantes et consultées.

Réf	Énoncé	Consultée ou existante
HSP-01	Procédure de sécurité de transport des travailleurs (à l'intérieur du PIC)	
HSP-02	Procédure de santé et de sécurité occupationnelles	X
HSP-03	Procédure de gestion de changement	
HSP-04	Procédure générale de conformité et de suivi de santé et de sécurité	
HSM-05	Suivi de l'investigation accident/incident	
EHSP-04	Procédure de Formation	
EHSP-05	Procédures de Préparation et Réponse aux Urgences	

Sur l'ensemble des procédures attendues par le manuel, une seule a été mise en place en 2016 et n'a pas fait l'objet de mise à jour depuis (**NC-STT-01**).

En matière de mesure d'urgence, le PIC n'est pas doté d'un document encadrant les mesures d'urgence, seul un plan d'évacuation en cas d'incendie et disponible.

En ce qui concerne les locataires, selon l'information recueillie, Everest dispose de documentation en matière de santé sécurité avec une politique EHS et plan de gestion EHS. Un comité EHS se réunit régulièrement pour discuter des points santé-sécurité à améliorer. L'équipe EHS de Everest fait une tournée mensuelle pour s'assurer de la mise en œuvre des mesures de sécurité.

Chez MAS Akansyel, la documentation demandée lors des entretiens n'a pas été transmise aux auditeurs. Mais selon les propos des responsables EHS de l'entreprise, ils disposent d'un manuel EHS et un comité se réunit régulièrement pour discuter des points à améliorer. Une surveillance hebdomadaire est également réalisée. MAS Akansyel disposerait également d'un plan des mesures d'urgence.

Pour S&H Global, les auditeurs n'ont pas réussi à avoir d'entrevue avec cette entreprise. Il n'a donc pas été possible de faire le point sur la documentation existante. Selon le responsable EHS du PIC, la documentation pouvant exister est incomplète et n'a pas été approuvée par ce dernier (**OBS-STT-01**).

Constat :

NC-STT-01 : La documentation SST du PIC est incomplète puisque plusieurs procédures prévues au manuel EHS n'ont jamais été mises en œuvre et celle existante n'a pas été mise à jour depuis 2016. La procédure existante ne couvre pas les points attendus par la partie 5 du PGESSS du PIC.

Recommandation NC-STT-01 : *Faire une mise à jour du manuel EHC du PIC, incluant les procédures SST non encore élaborées. Mettre l'accent sur l'aspect pratique pour s'assurer d'apporter une solution la plus adaptée aux réalités du PIC.*

La mise à jour du manuel et des procédures doit inclure des mécanismes de pénalité pour les locataires ne respectant pas les aspects qui leur incombent. Ce mécanisme de pénalité doit être équitable et transparent afin d'être accepté par tous les locataires.

OBS-STT-01 : L'ensemble des procédures et documents STT des locataires n'a pu être consulté par les auditeurs et, selon le responsable EHS du PIC, ces procédures seraient incomplètes. Il est important de s'assurer de l'existence de ces documents, de leur qualité et de leur bonne mise en œuvre.

Recommandation OBS-STT-01 : *Faire le point sur la documentation existante chez les locataires afin de valider leur conformité avec les exigences du PIC. Organiser des audits et des vérifications pour s'assurer que les mesures qui y sont décrites soient correctement mises en œuvre.*

6.2 GESTION DES FORMATIONS

Critère

L'étude d'impact environnemental et social ainsi que le PGESSS prévoit que des plans de formations soient développés au sein du PIC pour former les travailleurs. Selon le PGESSS, cette responsabilité incombe aux entreprises.

État des lieux

Selon les éléments recueillis, les locataires disposent de plans de formation. Toutefois, seul celui de la compagnie Everest a pu être consulté (**OBS-STT-02**). Il est incomplet (**OBS-STT-03**) puisqu'il couvre seulement les sujets suivants :

- Formation aux femmes enceintes.
- Formation à la gestion des produits chimiques.
- Exercices incendies.

Le responsable EHS du PIC recense les formations données au cours du mois dans son rapport mensuel EHS, mais les informations semblent incomplètes puisque, par exemple, la formation donnée par Everest en juillet sur les risques d'incendies avec le département de gestion des désastres du PIC n'apparaît pas dans le rapport.

Le service de gestion des désastres du PIC a développé un programme de formation à l'intention des entreprises pour les incendies. Cette formation n'a pas encore été donnée du fait que les locataires ne connaissent pas son existence (**OA-STT-01**).

Les services du PIC donnent normalement des formations aux responsables des locataires lors des comités EHS, mais ces formations ne sont plus dispensées depuis plus d'un an (**NC-STT-02**).

Constats :

NC-STT-02 : Les services EHS de l'UTE n'assurent plus de formation au sein des comités EHS des locataires depuis que l'officier de santé a démissionné de son poste il y a plus d'un an.

Recommandation NC-STT-02 : *Embaucher le personnel adéquat pour dispenser les formations en matière de santé-sécurité au travail auprès des locataires. Établir un programme de formation annuelle couvrant l'ensemble des points établis dans le PGESSS et dans le manuel EHS.*

OBS-STT-02 : L'ensemble de la documentation en matière de formation santé-sécurité au travail n'a pas été consulté par les auditeurs. Il est nécessaire de s'assurer que cette documentation existe et qu'elle est complète.

Recommandation OBS-STT-02 : *Faire une vérification complète de la documentation existante auprès des locataires et s'assurer que cette documentation est complète et correctement mise en œuvre en termes de formation aux travailleurs.*

OBS-STT-03 : Le calendrier de formation d'Everest est incomplet et ne couvre pas l'ensemble des sujets prévus au PGESSS.

Recommandation OBS-STT-03 : *Compléter le calendrier de formation avec, entre autres, les éléments suivants : les premiers soins, l'ergonomie, la sécurité (EPI), le transport, la santé.*

OA-STT-01 : Le plan de formation développé par le service de gestion des désastres est un bon outil de sensibilisation à faire connaître auprès des locataires pour qu'elle puisse être largement partagée. Les services du PIC peuvent communiquer l'existence de cette formation lors des comités EHS avec les locataires.

Une communication officielle des responsables du PIC aux locataires les informant de l'existence de cette formation pourrait également être envisagée.

6.3 EPI ET GESTION DES PRODUITS CHIMIQUES

Critère

Le PGESSS des responsables du PIC prévoit que soient aménagés des espaces dédiés aux produits chimiques et que des procédures spécifiques à leur manipulation soient mises en œuvre par les entrepreneurs. Le PGESSS prévoit également que les travailleurs disposent des équipements de protection individuelle (EPI) adéquats pour pouvoir travailler en sécurité.

État des lieux

Comme vu à la partie 4.5 *Gestion des matières dangereuses*, le manuel EHS prévoit plusieurs mesures qui ne sont pas suivies par les entrepreneurs.

En ce qui a trait à la protection des travailleurs, lors des entretiens avec les différents responsables EHS du PIC et des locataires, il est rapporté que l'ensemble des travailleurs disposent des EPI adéquats pour travailler.

Lors de la visite des 4 et 5 octobre 2020, il a été constaté que dans l'ensemble les ouvriers portent les EPI. Il a toutefois été remarqué chez S&H Global, que des ouvriers ne portaient pas d'EPI ou qu'ils n'étaient pas suffisants. On peut mentionner par exemple l'absence de gants pour les ouvriers qui travaillent avec les produits détergents pour le lavage des tissus.



Figure 6 : Ouvriers travaillant avec des produits chimiques sans gant de protection (photo Tetra Tech)

Les ouvriers ont rapporté que les EPI ne sont pas toujours disponibles (**NC-STT-03**)

Sur le site de Madras où sont entreposés les déchets qui dépend du PIC, trois employés travaillent sur place. Ils sont normalement équipés de bottes, de gants et de gilet réfléchissant.

Constats :

NC-STT-03 : Chez S&H Global, les ouvriers ont rapportés que les EPI ne sont pas toujours disponibles.

Recommandation NC-STT-03 : Les inspections de l'équipe EHS du PIC doivent être renforcées pour s'assurer un meilleur contrôle des locataires. Les constats d'absence d'EPI doivent être rapportés sous la forme de Non-conformité. Le locataire doit renforcer la formation des ouvriers afin que le port des EPI devienne un réflexe.

Un système de pénalité doit être appliqué auprès des locataires, lorsque ces derniers ne mettent pas à disposition des ouvriers les EPI.

6.4 GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE

Critère

Le PGESSS des responsables du PIC prévoit qu'un plan de mesures d'urgence soit mis en œuvre afin de préparer le PIC aux situations d'urgence. Il prévoit aussi que les locataires aient leur plan et que des formations soient dispensées.

État des lieux

Le PIC dispose d'un service de gestion des risques et des désastres avec une caserne de pompier. Le service incendie du PIC est composé de 34 pompiers répartis en 3 équipes.

Les services du PIC ne disposent pas d'un plan des mesures d'urgence. Une ébauche a été produite en 2016, mais n'a jamais été finalisée et appliquée (**NC-STT-04**). Toutefois le service de gestion des risques et des désastres a développé un plan d'évacuation en cas d'incendie et un plan de contingence cyclone. Ces plans doivent toutefois encore être communiqués à l'ensemble des services de l'UTE et des locataires du PIC (**OBS-STT-04**).

Lors des entretiens avec le service de gestion des risques et des désastres, en interrogeant le personnel de la caserne, il a été constaté que ces derniers n'avaient pas reçu de formation depuis plusieurs années concernant la lutte contre les incendies ou les premiers soins (**NC-STT-05**).

La caserne sur le site du PIC dispose de deux véhicules incendies et de deux ambulances. Au moment de l'audit, il est rapporté que seulement une ambulance fonctionne, le reste des équipements étant au garage. À noter également que la caserne ne dispose pas de camion-citerne. Cela peut s'avérer problématique lorsqu'il est nécessaire d'intervenir dans une zone non desservie par des bornes incendies comme par exemple lors de l'incendie à Madras (**NC-STT-06**).

Lors des saisons sèches, il est fréquent que des feux de brousses se déclarent sur le site du PIC pour lesquels les équipes de la caserne doivent intervenir. Le rapport consignait un feu de brousse s'étant déclaré en juillet 2019, mentionne l'intervention rapide des équipes spécialistes et fait plusieurs recommandations pour améliorer les interventions futures. Il est question, entre autres, d'augmenter les bornes d'incendie et de disposer d'équipement en meilleur état.

Au sein des entreprises présentes sur le PIC, selon les informations recueillies lors des entretiens, les trois principaux locataires disposent d'un plan d'urgence. Seulement celui d'Everest a pu être consulté dans le cadre de cet audit. Everest a démontré avoir réalisé des exercices incendies au cours des mois de février, juillet et août 2020.

Constats :

NC-STT-04 : Le PIC ne dispose pas d'un plan de mesure d'urgence contrairement à ce que prévoyait le PGESSS des responsables du PIC.

Recommandation NC-STT-04 : *Développer un plan des mesures d'urgence pour encadrer prévenir les incidents et permettre de planifier les réponses en cas d'incident ou accident.*

NC-STT-05 : Les équipes de la caserne ne suivent pas un programme de formation leur permettant de maintenir et d'améliorer leurs compétences en matière d'intervention incendie et de premiers soins.

Recommandation NC-STT-05 : *Développer un programme de formation pour le personnel de la caserne leur permettant de maintenir et d'améliorer leurs compétences en matière d'intervention en cas d'incendie ou pour les premiers secours.*

NC-STT-06 : Les équipements de la caserne ne sont pas entretenus et sont défectueux ce qui compromet les niveaux d'intervention optimum en cas d'incident comme peut le révéler l'incendie du site de Madras.

Recommandation NC-STT-06 : *Prévoir une remise à niveau des équipements de la caserne et établir un programme d'entretien préventif des équipements pour garantir leur bon état de fonctionnement.*

OBS-STT-04 : Le service gestion des risques et des désastres du PIC a établi un plan d'évacuation en cas d'incendie et un plan de contingence en cas de cyclone, mais ces documents n'ont pas encore été transmis aux services de l'UTE et à l'ensemble des locataires.

Recommandation OBS-STT-04 : *Faire connaître ce document auprès des locataires afin qu'il soit connu et mis en œuvre par l'ensemble des occupants du PIC. Le document devrait en plus inclure des mesures d'intervention en cas de séisme et d'inondation.*

6.5 ADÉQUATION DES MESURES EN PLACE AVEC LES POLITIQUES DE LA BID

Les politiques de la BID ne couvrent pas spécifiquement les aspects de santé-sécurité au travail, mis à part la directive B.04 de la politique OP-703 (voir section 4.9).

7.0 LIMITATIONS DE L'AUDIT

Dans le contexte mondial de la pandémie de la COVID-19 au moment de la réalisation de cet audit, l'ensemble des entrevues a été réalisé par vidéoconférence. Cette méthode d'entretien peut créer une barrière qu'en aux partages d'information et rendre les échanges moins naturels surtout pour les personnes n'ayant pas l'habitude d'être audité et de se servir de cette technologie.

L'ensemble de constats de cet audit se base sur la documentation et sur les échanges avec les différents membres du personnel du PIC et des principaux locataires. Certains des propos recueillis n'ont pas pu faire l'objet d'une confirmation par une preuve écrite ou visuelle. Le cas échéant, le rapport l'indique clairement et les constats sont établis de façon conditionnelle. Les conclusions de Tetra Tech pourraient devoir être adaptées si de l'information complémentaire est portée à son attention.

Une visite de terrain a été réalisée par le spécialiste local de Tetra Tech des questions sociales. Sur instructions des spécialistes de Tetra Tech en environnement et en santé et sécurité, le spécialiste local des questions sociales a également relevé plusieurs informations pour ces domaines lors de sa visite.

8.0 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le PIC est implanté depuis 2012 dans la région Nord-Est d'Haïti à 25 km de la ville de Cap-Haïtien. Après plusieurs phases d'agrandissement, la BID en partenariat avec l'UTE a souhaité évaluer la mise en œuvre des mesures d'atténuation et de suivi établies dans les différentes études d'impact environnemental et social ainsi que les programmes de gestion environnementale, sociale et santé-sécurité existantes.

Dans le cadre de ce rapport préliminaire, les constats d'audit présentés s'appuient sur la revue documentaire, des entretiens réalisés par visioconférence et une visite de terrain. Des visites du PIC sont prévues au cours des prochaines semaines pour venir confirmer ou infirmer certains des constats.

Les constats de l'audit se répartissent de la manière suivante :

	Non-conformité	Observation	Opportunité d'amélioration
Environnement	22	21	6
Social	9	14	2
Santé-sécurité	6	4	1

D'un point de vue général, le constat principal concerne la documentation encadrant les activités du PIC en matière de gestion environnementale, sociale et santé-sécurité. Si la structure documentaire de base est présente, à savoir un règlement du PIC et un manuel EHS, il est à noter l'absence d'un grand nombre de procédures prévues dans ce manuel et une absence de mise à jour de la documentation ce qui la rend parfois difficilement applicable.

D'un point de vue du personnel dédié aux questions environnementales, sociales et de santé-sécurité, plusieurs postes sont à combler depuis plusieurs mois. Cela vient influencer la capacité à faire le suivi des contrôles et des formations auprès des locataires, des travailleurs et des populations avoisinantes. Il est important de s'assurer que les postes clés soient occupés par des personnes compétentes permettant de garantir le respect des mesures de suivi attendues.

Si des mesures de vérification des activités des locataires sont mises en œuvre, le personnel du PIC en matière d'EHS ne dispose pas de moyens suffisamment contraignants pour faire appliquer les règlements du parc. On peut noter le déversement d'eau usée dans le réseau du PIC par la compagnie Everest sans que celui-ci n'ait été autorisé.

En ce qui concerne plus précisément l'environnement, les principaux enjeux soulevés dans le cadre de cet audit sont :

- La gestion des déchets banals et dangereux, avec l'absence de solution viable sur le long terme pour l'ensemble des types de déchets produits.
- La gestion de l'approvisionnement en eau avec des installations défectueuses et des données entre les quantités pompées et les quantités consommées tendant à démontrer un taux important de fuite ou un mauvais suivi de l'eau réellement consommée.
- La protection des berges de la rivière qui témoignent des problèmes d'érosion. Cette situation est amplifiée par un usage illégal des berges par certains individus qui y font de la culture et y récupère du sable pour en faire des matériaux de construction.
- Au niveau de la station d'épuration des eaux usées, certains processus de traitement ne fonctionnent plus et les solutions envisagées ne semblent pas être bien maîtrisées par le personnel de la station.
- En ce qui concerne les urgences environnementales, aucun document ne vient les encadrer ce qui ne permet pas de garantir des interventions efficaces dans le cas de déversement ou autres urgences.

De plus, certaines problématiques ne sont pas couvertes par les études d'impact environnemental et social ou les PGESSS, comme la question de la qualité de l'air avec les suivis des incinérateurs à tissu ou des émissions de gaz à effet de serre. Il n'est également pas fait mention des risques liés aux catastrophes naturelles. Ces questions ne se trouvent donc pas ou très peu documentées dans l'administration du PIC.

D'un point de vue social, les principaux enjeux concernent :

- L'identification des populations vulnérables et les mesures mises en place pour leur assurer l'accès aux emplois du PIC et des conditions sécuritaires au PIC et aux alentours.
- L'accès à des conditions de travail sécuritaires particulièrement pour les femmes face aux agressions physiques et sexuelles dans les installations du PIC mais également dans les transports.
- La nécessité de renforcer le processus d'embauche des travailleurs au sein du PIC pour protéger les résidents des communes locales contre toutes demandes de pots de vin ou de services sexuels en échange de l'obtention d'un emploi.
- La nécessité de renforcer la gestion des plaintes pour assurer un meilleur accompagnement des plaignants et particulièrement des femmes.
- La gestion du transport où 25 % des travailleurs résident dans des régions qui ne sont pas desservies par le réseau de transport du PIC.
- En ce qui concerne le développement social de la zone, aucun plan d'investissement social n'a été mis en place pour garantir une amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble de la population avoisinante.

Et d'un point de vue santé-sécurité le principal enjeu concerne :

- Le manque de personnel de l'équipe EHS du PIC qui réduit la capacité à donner les formations en matière de santé et de condition de travail (aucune formation donnée depuis plusieurs mois).

Les documents initiaux comme les études d'impact environnemental et social ainsi que les différents PGESSS prévoyaient peu de mesures à respecter en termes de santé-sécurité au travail.

Le projet du PIC est encadré par quatre politiques en matière de protection de l'environnement, sociale, et santé, sécurité. Ainsi, 87 exigences de ces politiques sont applicables au projet.

De ce total, 55 exigences sont correctement couvertes dans le cadre du projet. À noter que ces exigences concernent s'appliquent surtout aux phases de planification, de conception et de construction, comme la réalisation d'une étude d'impact environnemental et social ou d'élaboration de programme de compensation dans le cadre de la relocalisation des populations impactées par le projet.

Ensuite, 28 exigences ont quant à elles été prises en compte dans le cadre du projet, mais les mesures y afférent ne sont pas correctement mises en œuvre. La majorité de ces cas concerne des points opérationnels post-construction, comme le suivi environnemental ou la gestion des questions d'égalité des genres.

Finalement 4 exigences ne sont pas couvertes par le projet. Il est question ici par exemple des questions de réduction des gaz à effet de serre ou de la prise en compte des risques des catastrophes naturelles dans l'étude d'impact initial du projet.

L'évaluation du degré de mise en œuvre des mesures d'atténuation et de suivi établies par les études d'impact et les PGESS permet de constater que dans l'ensemble les exigences des politiques a été respecté au moment de la planification et de la construction du projet. Toutefois, de grandes lacunes sont observées quant aux mesures afférentes aux opérations et aux suivis. La formulation des mesures d'atténuation de la prochaine opération d'agrandissement du PIC devra être plus précise pour la phase d'exploitation afin d'une meilleure prise en charge de ces risques.

ANNEXE 1 – LISTE DES DOCUMENTS CONSULTÉS

BID. HA-L1055 : Plan de gestion environnemental et social (PGES) pour le Parc industriel de la région du Nord d'Haïti (PINH), août 2011.

BID. HA-L1091 : Environmental and Social Management Report (ESMR), novembre 2014.

BID. HA-L1081 : Plans de gestion environnementaux, sociaux, de santé et de sécurité - Responsable de la gestion du parc, décembre 2014.

BID. HA-L1091 : Environmental and Social Management Report (ESMR), novembre 2015.

BID. HA-G1035 : Rapport de suivi, mars 2017.

BID. HA-G1035 : Rapport de suivi, octobre 2017.

BID. HA-G1035 : Rapport de suivi, mars 2018.

BID. HA-G1035 : Rapport de suivi, octobre 2018.

BID. HA-G1035 : Rapport de suivi, mai 2019.

BID. HA-G1035 : Rapport de suivi, octobre 2019.

BID. HA-L1091 : ESG Supervision Report, octobre 2017.

BID. HA-L1091 : ESG Supervision Report, janvier 2018.

BID. HA-L1091 : ESG Supervision Report, décembre 2018.

BID. HA-L1091 : ESG Supervision Report, avril 2019.

BID. HA-L1091 : ESG Supervision Report, août 2019.

BID. HA-L1091 : ESG Supervision Report, mars 2020.

BID. HA-L1142 : Approved Project Description, avril 2020.

EQlab. Final Laboratory Report, 4 septembre 2019.

EQlab. Final Laboratory Report, 4 octobre 2019.

EQlab. Final Laboratory Report, 30 octobre 2019.

EQlab. Final Laboratory Report, 20 novembre 2020.

EQlab. Final Laboratory Report, 15 janvier 2020.

Everest Apparel. Inventaire produits chimiques, juillet 2017.

Everest Apparel. Règlement intérieur, mars 2018.

Everest Apparel. Emergency Preparedness and Response Plan, juin 2018.

Everest Apparel. Plan de gestion environnementale et sociale, mai 2020.

Everest Appareil. Politique et plan de gestion santé et sécurité, mai 2020.

Everest Appareil. Plan de gestion et procédures pour les produits chimiques, juin 2020.

Incatema Consulting. HA-L1081 : Conception, réalisation et exploitation d'une station d'épuration des eaux usées domestiques du Parc Industriel de Caracol - Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), décembre 2014.

Incatema. Inventaire produits chimiques, mars 2015.

Incatema Consulting. Manuel de système de gestion ESS de l'entreprise, septembre 2016.

Incatema. Plan de contingence pour Cyclones, novembre 2018.

Incatema Consulting. Rapport mensuel – Station de traitement des eaux usées domestiques du PIC, janvier 2020.

Incatema Consulting. Rapport mensuel – Station de traitement des eaux usées domestiques du PIC, février 2020.

Incatema Consulting. Rapport mensuel – Station de traitement des eaux usées domestiques du PIC, mars 2020.

Incatema Consulting. Rapport mensuel – Station de traitement des eaux usées domestiques du PIC, avril 2020.

Incatema Consulting. Rapport mensuel – Station de traitement des eaux usées domestiques du PIC, mai 2020.

Incatema Consulting. Rapport mensuel – Station de traitement des eaux usées domestiques du PIC, juin 2020.

Incatema Consulting. Rapport mensuel – Station de traitement des eaux usées domestiques du PIC, juillet 2020.

Incatema Consulting. Fiches techniques – Monitoring état des macrophytes, juillet 2020.

Incatema Consulting. Fiches techniques – Monitoring état des macrophytes, août 2020.

Incatema Consulting. Calendrier habituel d'analyses du laboratoire de la STEP du PIC, juillet 2020.

Incatema Consulting. Key Performance Indicators, mars 2019.

Koios Associates LLC. HA-L1055 : Étude d'impact environnemental et social – Construction du Parc industriel Caracol, mai 2011.

NRECA. Inventaire produits chimiques, août 2018.

NRECA. Consolidated Progress Report, septembre 2020

RINA. Amélioration de l'accès à l'électricité en Haïti – Cadre de gestion environnementale et sociale, octobre 2019.

S&H Global. Inventaire produits chimiques, mars 2015.

SONAPI. Draft Emergency Response Plan for Park Industriel du Caracol – PIC Haïti, janvier 2015.

SONAPI. Plan d'action de suivi des cas de Choléra, janvier 2016.

SONAPI. Règles minimales d'utilisation du véhicule EHS, février 2019.

SONAPI. Service alimentaire du PIC – Plan stratégique 2019-2020, novembre 2019.

SONAPI. Registre des plaintes et rencontres communautaires, septembre 2018.

SONAPI. Registre des plaintes des travailleurs, juillet 2018.

SONAPI. Compte rendu plainte 30 novembre 2018

SONAPI. Rapport d'investigation (résumé) Affaire Léonel Augustin, 2018

SONAPI. Investigation d'incendie, 10 avril 2018.

SONAPI. Investigation d'incident, 24 août 2018.

SONAPI. Investigation d'incident, 11 décembre 2018.

SONAPI. Investigation d'incident, 23 janvier 2019.

SONAPI. Investigation d'incident, 25 mars 2019.

SONAPI. Investigation d'incident, 10 mai 2019.

SONAPI. Rapports EHS, octobre 2017.

SONAPI. Rapports EHS, décembre 2017.

SONAPI. Rapports EHS, janvier 2018.

SONAPI. Rapports EHS, mars 2018.

SONAPI. Rapports EHS, avril 2018.

SONAPI. Rapports EHS, juin-juillet 2018.

SONAPI. Rapports EHS, décembre 2018.

SONAPI. Rapports EHS, janvier-février 2019.

SONAPI. Rapports EHS, mars 2019.

SONAPI. Rapports EHS, avril 2019.

SONAPI. Rapport d'inspection « stockage et manipulation des produits chimiques » à la S&H Global, octobre 2019.

SONAPI. Rapport d'inspection « Santé et Sûreté » à la S&H Global, juillet 2020.

SONAPI. Demande d'action corrective – Everest Appareil, 11 juillet 2017.

SONAPI. Demande d'action corrective – déchets dangereux, 28 novembre 2017.

SONAPI. Demande d'action corrective – Goal Export, 28 juin 2018.

SONAPI. Plan d'engagement des parties prenantes pour la période janvier-août 2019, janvier 2019.

SONAPI. Rapport de rencontre communautaire, 20 août 2019.

SONAPI. Compte rendu de la visite guidée au PIC, 12 mars 2020.

SONAPI. Demande d'action corrective – Incatema, 13 février 2020.

SONAPI. Demande d'action corrective – S&H Global, 13 mai 2020.

SONAPI. Demande d'action corrective – service autobus, 20 juillet 2020.

Unité technique d'exécution. HA-L1055 : Plan d'action pour la compensation et le rétablissement des moyens d'existence des personnes affectées par le projet du PIC, septembre 2011.

Unité technique d'exécution. Rapports EHS, janvier 2020.

Unité technique d'exécution. Rapports EHS, février 2020.

Unité technique d'exécution. Rapports EHS, mars-avril 2020.

Unité technique d'exécution. Rapports EHS, mai 2020.

Unité technique d'exécution. Rapports EHS, juin 2020.

Unité technique d'exécution. Rapports EHS, juillet 2020.

Unité technique d'exécution. Rapport de l'état environnemental au Parc industriel de Caracol (PIC), février 2020.

Unité technique d'exécution. Rapport d'investigation d'incident – No 1/2020, 17 février 2020.

Unité technique d'exécution. Diagnostic relatif aux aspects organisationnel, informatique, administratifs et ressources humaines du PIC, mars 2020.

Unité technique d'exécution. Manuel de Procédures Opérationnelles, Administratives et Financières, juin 2020.

Unité technique d'exécution. 2020 Q1 Report, avril 2020.

Unité technique d'exécution. Programme de formation au profit de Ouvriers – Incendie et secourisme, avril 2020.

Unité technique d'exécution. Formation pour les intervenants du PIC pour lutter contre le COVID-19, avril 2020.

Unité technique d'exécution. Ébauche du Plan de contingence pour cyclone, juin 2020.

Unité technique d'exécution. Fiche d'inspection des cafétérias, juillet 2020.

Unité technique d'exécution. Fiche d'inspection des restaurateurs, juillet 2020.

Unité technique d'exécution. Lecture des compteurs d'eau industrielle, août 2020.

Unité technique d'exécution. Plan d'action pour le transport des ouvriers, août 2020.

Unité technique d'exécution. Investigation grève ouvriers / Module 1 Everest, 11 septembre 2020.

Unité technique d'exécution. Plan d'action mensuel – Gestion des risques et des désastres, septembre 2020.

ANNEXE 2 – LISTE DES POLITIQUES DE LA BID

Politique de la BID	
OP-703 Politique environnementale et de conformité aux sauvegardes	OP-710 Politique réinstallation involontaire de personnes
OP-704 Politique de gestion des risques de catastrophe	OP-761 Politique sur l'égalité des genres dans le développement

ANNEXE 3 – LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES

La liste des personnes rencontrées sera complétée dans le rapport en version finale

	Prénoms, noms	Fonction	Organisation
1	Alix Clément	Spécialiste sénior en Sauvegardes Environnementale et Sociale	UTE
2	Jeantel Cheramy	Responsable environnement du PIC et Responsable EHS par intérim	UTE
3	René Ricardo	Coordonnateur service alimentaire du PIC	UTE
4	Raphael Jean Eroid	Directeur transport du PIC	UTE
5	Noel Paulince	Responsable des consultations publiques et des parties prenantes du PIC	UTE
6	Pierre Canel	Chef exploitation des eaux potables du PIC	UTE
7	Jean Robert Senatus	Responsable de la centrale thermique	
8	Philogene Bernardin	Officier de rétroaction du PIC	UTE
9	Philomène Etienne	Assistante administrative gestion des risques et des désastres	UTE
10	Aubas Dieudonné	Responsable en planification	UTE
11	Guitho Lemuis	Responsable de la STEP	UTE
12	Sajth Senarath	Cadre sénior	MAS Akansyel
13	Kersey Allonce		Everest

ANNEXE 4 – ANALYSE DES POLITIQUES DE LA BID

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
703 - Politique environnementale et de conformité aux sauvegardes 19 janvier 2006				
II	La Politique environnementale de Conformité aux Sauvegardes s'applique à la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et au Fonds Multilatéral d'Investissement (MIF). Elle concerne, tout particulièrement, les produits financiers et non financiers, les opérations du secteur public et du secteur privé, et les considérations environnementales associées aux pratiques de passation de marchés de la Banque et à la gestion de ses propres installations.	N/A	N/A	Article général définissant le contexte d'application de la politique
II	Cette Politique s'applique aux aspects sociaux, culturels et économiques dans la mesure où ces aspects ont été induits par des changements géophysiques et/ou biotiques associés à une opération particulière.	N/A	N/A	Article général définissant le contexte d'application de la politique
III	L'objectif de cette Politique est de faire avancer la mission de la Banque en Amérique Latine et dans les Caraïbes vers ses objectifs de pérennisation de la croissance économique et de réduction de la pauvreté, en cohérence avec une durabilité environnementale à long terme.	N/A	N/A	Article général définissant le contexte d'application de la politique
III	Objectif spécifique 1 : multiplier sur le long terme les avantages du développement en intégrant, dans toutes les opérations et activités de la Banque, l'objectif de résultats en matière de durabilité environnementale, et en renforçant les capacités de gestion environnementale de ses pays emprunteurs membres	N/A	N/A	Article général définissant les objectifs de la politique
III	Objectif spécifique 2 : assurer la durabilité environnementale, telle que définie dans cette Politique, de toutes les opérations de la Banque	N/A	N/A	Article général définissant les objectifs de la politique
III	Objectif spécifique 3 : renforcer la responsabilité sociale et environnementale (RSE) de la Banque.	N/A	N/A	Article général définissant les objectifs de la politique
IV	Directive de la Politique 1 : prise en compte systématique et transversale de l'environnement : volonté de favoriser les opportunités environnementales, les nouvelles opportunités commerciales pour la Banque et les retombées positives du développement pour les pays	Oui	3	Des études d'impact environnementales et sociales ont été menées pour chaque phase du projet avec l'élaboration de PGESSS pour accompagner le projet.
IV	Directive de la Politique 2 : mesures de sauvegarde de l'environnement : établissent des procédures et des normes pour assurer la qualité et la durabilité environnementale des opérations	Oui	2	Des systèmes de gestion environnementaux ont été mis en place au lancement du projet, mais ils ne sont pas entièrement suivis

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
IV À	Améliorent le développement social et augmentent dans son ensemble la qualité de vie	Oui	2	Participe au développement social, mais le projet a engendré des enjeux en termes de harcèlement physique et sexuel.
IV A	Renforcent la bonne gouvernance en développant des cadres de gestion environnementale efficaces et des mécanismes de gouvernance transparents	Oui	2	Des systèmes de gestion environnementaux ont été mis en place au lancement du projet, mais ils ne sont pas entièrement suivis
IV À	Augmentent la compétitivité des pays en améliorant et promouvant la préservation du capital naturel de la région, en développant la valeur des biens et services environnementaux, ainsi qu'en encourageant et facilitant la participation et les investissements du secteur privé dans des activités liées à l'environnement	Oui	3	Développement économique de la zone avec la création de 14 000 emplois
IV A	Renforcent l'intégration régionale, en soutenant les capacités régionales dans leur mission de protection et de gestion des biens et services environnementaux régionaux.	Oui	2	Le contexte régional a été pris en considération dans l'élaboration du programme, mais il reste à être renforcé avec le parc national des 3 baies
IV À 1	Objectif du processus de programmation de la banque 1 : identifier les principales opportunités et principaux risques environnementaux potentiels liés aux axes clés de développement social et économique	Oui	3	Des études d'impact environnementales et sociales ont été menées pour chaque phase du projet avec l'élaboration de PGES pour accompagner le projet.
IV À 1	Objectif du processus de programmation de la banque 2 : faire un état des lieux des conditions nécessaires à la gestion environnementale	Oui	3	Des études d'impact environnementales et sociales ont été menées pour chaque phase du projet avec l'élaboration de PGES pour accompagner le projet.
IV À 1	Objectif du processus de programmation de la banque 3 : d'établir un ensemble de stratégies prioritaires qui détermineront les actions à prendre par la Banque	Oui	3	Des plans de suivi sont élaborés avec I
IV À 1	Priorités d'analyse environnementale pour le pays 1 : identification et l'analyse transsectorielle des problématiques prioritaires et opportunités environnementales, et en particulier de leurs liens avec les moteurs sociaux et économiques, et les objectifs de réduction de la pauvreté, ainsi que leurs implications régionales et globales	Oui	3	Des études d'impact environnementales et sociales ont été menées pour chaque phase du projet avec l'élaboration de PGES pour accompagner le projet.
IV À 1	Priorités d'analyse environnementale pour le pays 2 : l'état de la gouvernance environnementale (par exemple, le niveau de développement institutionnel, la participation de la société civile, l'accès à l'information, l'aptitude ou l'inaptitude du cadre légal, politique et réglementaire, la mise en vigueur et la conformité aux normes environnementales, et la capacité de gestion environnementale du secteur public)	N/A	N/A	Article couvrant les actions de la BID à l'échelle d'un pays, ne s'appliquant donc pas dans le cadre du PIC

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
IV À 1	Priorités d'analyse environnementale pour le pays 3 : les actions passées et en cours de la Banque et d'autres Institutions Financières Multilatérales (IFMs) et agences	N/A	N/A	Article couvrant les actions de la BID à l'échelle d'un pays, ne s'appliquant donc pas dans le cadre du PIC
IV À 1	Priorités d'analyse environnementale pour le pays 4 : identification des priorités stratégiques et des actions associées à entreprendre par la Banque, et notamment des opportunités et défis pour le financement des secteurs publics et privés	N/A	N/A	
IV À 1	Priorités d'analyse environnementale pour le pays 5 : les indicateurs pertinents de performance et de tendances environnementales.	OUI	2	Des indicateurs ont été déterminés et sont suivis, mais leur pertinence doit être revue (souvent, les données sont incomplètes et ne couvrent pas l'ensemble des acteurs). Des actions doivent être entreprises lorsque les indicateurs présentent des anomalies par exemple la consommation d'eau sur le PIC.
IV À 2	Support de la Banque dans l'identification de projets et financement pour des opérations conçues pour : (i) améliorer la gouvernance environnementale, le développement des politiques et le renforcement des capacités institutionnelles ; (ii) stopper et remédier la détérioration environnementale ; et (iii) promouvoir la préservation et l'usage soutenable des ressources naturelles et services écologiques.	Oui	2	Des actions ont été établies dans les études d'impact et les PGES ainsi que dans le rapport des effets cumulatifs (Golder 2015). Ces actions doivent être suivies et mises en œuvre.
IV À 2	Les opérations pourront comprendre, sans limitations, des activités qui : améliorent la législation et les réglementations en matière d'environnement, renforcent les institutions, et encouragent la formation et l'éducation environnementale, ainsi que la gouvernance environnementale à tous les niveaux.	Oui	2	Des actions ont été établies dans les études d'impact et les PGES ainsi que dans le rapport des effets cumulatifs (Golder 2015). Ces actions doivent être suivies et mises en œuvre.
IV À 2	Les opérations de la Banque pourront compter des investissements précisément destinés à restaurer la qualité environnementale ; promouvoir l'énergie renouvelable et l'utilisation efficace et propre des ressources énergétiques ; améliorer et restaurer la qualité environnementale urbaine, notamment dans le domaine de la gestion des déchets solides ; contribuer à la gestion durable des ressources naturelles terrestres et marines ; protéger la biodiversité et les systèmes écologiques fragiles, en particulier à travers le financement et la gestion durable des zones protégées ; protéger les sites culturels ; lutter contre la désertification ; stopper et remédier à la dégradation des sols, de l'eau et de l'air ; améliorer la gestion des ressources en eau ; et promouvoir des activités de séquestration de	Oui	2	Un programme a été élaboré pour participer à la protection du parc national des 3 baies. Ce programme tarde à être mis en œuvre.

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
	carbone, et de réduction et de contrôle des émissions de gaz à effet de serre.			
IV À 3	La Banque cherchera à améliorer la durabilité environnementale à travers des opérations publiques et privées appropriées et au niveau de tous les secteurs, et notamment au niveau de l'agriculture, du tourisme, du développement social, du développement urbain, des transports et infrastructures, et de l'énergie.	Oui	2	Des actions ont été établies dans les études d'impact et les PGES ainsi que dans le rapport des effets cumulatifs (Golder 2015). Ces actions doivent être suivies et mises en œuvre.
IV À 3	Des indicateurs pertinents doivent être définis au moment de la conception opérationnelle pour évaluer dans quelle mesure les résultats contribuent à la durabilité environnementale convenue.	Oui	2	Des indicateurs ont été déterminés et sont suivis, mais leur pertinence doit être revue (souvent les données sont incomplètes et ne couvrent pas l'ensemble des acteurs). Des actions doivent être entreprises lorsque les indicateurs présentent des anomalies comme la consommation d'eau sur le PIC. Certains indicateurs sont manquants comme le suivi de la biodiversité.
IV À 4	Le soutien de la Banque pourra être apporté, sans pour autant être limité : aux investissements destinés notamment à la gestion de bassins hydrographiques internationaux, couloirs biologiques et zones protégées régionaux et transfrontaliers, et des ressources côtières et marines partagées ; aux obligations d'évaluations et de déclarations nationales	Oui	2	Un programme a été élaboré pour participer à la protection du parc national des 3 baies. Ce programme tarde à être mis en œuvre.
IV À 5	Les Stratégies-Pays de la Banque et autres documents de programmation pertinents utiliseront, le cas échéant, des indicateurs pertinents permettant de suivre d'une part l'efficacité de la Banque vis-à-vis des objectifs environnementaux qu'elle se fixe, et d'autre part la performance environnementale globale du pays. Une attention particulière doit être accordée à l'évaluation et au suivi de la performance en matière de gouvernance environnementale, de développement institutionnel et politique, d'évaluation de l'état des ressources naturelles et écosystèmes essentiels, et du statut des objectifs et cibles convenus dans des accords internationaux.	N/A	N/A	Article couvrant les actions de la BID à l'échelle d'un pays, ne s'appliquant donc pas dans le cadre du PIC
IV À 6	La Banque cherchera à prendre les devants et à identifier, le plus en amont possible, les programmes/projets ou secteurs à risque élevés parmi ceux sélectionnés pour un financement possible dans ses documents de programmation opérationnelle, ou dans ses Stratégies-Pays.	N/A	N/A	Article couvrant les actions de la BID à l'échelle d'un pays, ne s'appliquant donc pas dans le cadre du PIC

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
IV À 6	La Banque utilisera à ces fins l'analyse environnementale de pays décrite dans la clause A1, ou d'autres évaluations provenant d'audits préalables (due-diligence) réalisée lors de la phase d'identification du projet ou du programme. Ceci, de manière à évaluer en amont risques et opportunités environnementales significatives potentielles.	N/A	N/A	Article couvrant les actions de la BID à l'échelle d'un pays en amont des choix de projet à financer, ne s'appliquant donc pas dans le cadre du PIC
IV À 6	La démarche adoptée par la Banque pour gérer les risques mettra en œuvre le principe de précaution, en prévoyant des mesures préventives, et, si nécessaire, favorisera le renforcement des capacités et autres conditions nécessaires à la bonne gestion de l'environnement, telles que l'amélioration du dialogue politique avec l'emprunteur, la démultiplication de l'impact des partenariats public-privés, l'harmonisation des procédures entre les partenaires de cofinancement et la mobilisation de la participation de la société civile.	Oui	3	Des études d'impact environnementales et sociales ont été menées pour chaque phase du projet comprenant des consultations publiques avec l'élaboration de PGES pour accompagner le projet.
IV À 7	La Banque renforcera sa responsabilité sociale et environnementale (RSE) à travers la gestion de ses propres activités et installations au siège et dans les bureaux nationaux. Ce renforcement s'opérera à travers d'actions telles que l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'énergie et de l'eau ; l'amélioration des pratiques de manière à réduire, réutiliser et recycler les déchets et matériaux ; la minimisation de la consommation et des émissions de substances dangereuses ; et la mise à disposition d'un environnement de travail sain et sans dangers.	N/A	N/A	Article encadrant les activités de la banque
IV À 7	Pour quantifier la consommation de ressources et l'efficacité de cette consommation, la Banque utilisera des normes largement reconnues, telles que celles en cours de développement par le Global Reporting Initiative (GRI).	N/A	N/A	Article encadrant les activités de la banque
IV B	La Banque favorise les options qui évitent les impacts environnementaux négatifs ; lorsque les impacts sont inévitables, des mesures d'atténuation sont requises pour les opérations financées par la Banque	Oui	3	Des études d'impact environnementales et sociales ont été menées pour chaque phase du projet comprenant des consultations publiques avec l'élaboration de PGES pour accompagner le projet.
IV B	Lorsque les impacts ne peuvent être entièrement atténués, des mesures compensatoires ou correctives devraient être mises en œuvre.	Oui	3	Des études d'impact environnementales et sociales ont été menées pour chaque phase du projet comprenant des consultations publiques avec l'élaboration de PGES pour accompagner le projet.

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
IV B	Lorsque la Banque juge les risques pour l'environnement trop conséquents, elle n'apportera son soutien à l'investissement proposé qu'une fois qu'un accord sera conclu sur le plan d'atténuation des risques.	Oui	3	Des études d'impact environnementales et sociales ont été menées pour chaque phase du projet comprenant des consultations publiques avec l'élaboration de PGES pour accompagner le projet.
IV B 1	Seules les opérations et activités conformes aux directives de cette Politique, et respectant les clauses pertinentes d'autres politiques de la Banque, seront financées par la Banque.	Oui	3	Les études d'impact évaluent les différentes politiques de la BID à prendre en considération
IV B 2	La Banque requerra que l'emprunteur s'assure que toute opération soit conçue et exécutée conformément à la législation et à la réglementation du pays où ces opérations sont mises en œuvre, et conformément aux obligations nationales définies dans des Accords Environnementaux Multilatéraux (AEMs) ratifiés.	Oui	3	Les études d'impact identifient les lois et règlements locaux à prendre en considération de la BID à prendre en considération. Dans le cadre de l'eau, aucune non-conformité n'a été établie quant au fait qu'une loi ou un règlement ne soient pas respectés.
IV B 3	Toutes les opérations financées par la Banque seront examinées et classifiées selon leurs impacts potentiels sur l'environnement.	Oui	3	Les opérations dans le cadre de ce projet ont fait l'objet d'une classification
IV B 3	L'examen préliminaire passera en revue les impacts environnementaux potentiels négatifs qu'ils soient directs, indirects, régionaux ou cumulatifs, sans oublier les impacts sociaux et culturels liés aux impacts environnementaux de l'opération en elle-même, ainsi que des installations associées, le cas échéant. Les opérations de la Banque seront classifiées selon leurs impacts potentiels afin d'identifier, au cas par cas, les obligations d'évaluation environnementale ou de due diligence appropriées.	Oui	3	Des études d'impact environnementales et sociales ont été menées pour chaque phase du projet comprenant des consultations publiques avec l'élaboration de PGES pour accompagner le projet.
IV B 3	Catégorie A des impacts environnementaux : Toute opération dont il est probable qu'elle cause des impacts environnementaux et sociaux associés négatifs significatifs, ou qu'elle ait des implications profondes sur les ressources naturelles. Ces opérations nécessiteront une évaluation environnementale (EE), généralement une Étude d'impact sur l'environnement (EIE) pour les opérations d'investissement, ou d'autres types d'évaluations environnementales, tels que l'Évaluation environnementale stratégique (EES), pour les programmes et autres opérations financières impliquant des plans et politiques. Les opérations de Catégorie « A » sont considérées à risque de sauvegarde élevée. Pour certaines opérations à risque élevées, qui dans l'opinion de la Banque soulèvent des préoccupations environnementales, sociales et d'hygiène et de sécurité complexes et sensibles, l'emprunteur devrait normalement établir un comité consultatif d'experts en mesure de	Oui	3	Les opérations dans le cadre de ce projet ont fait l'objet d'une classification

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
	conseiller et d'apporter un soutien à la conception et/ou l'exécution de l'opération, notamment sur les problématiques pertinentes au processus d'EE, dont l'hygiène et la sécurité.			
IV B 3	Catégorie B des impacts environnementaux : opérations dont il est probable qu'elles causent principalement des impacts environnementaux et sociaux associés négatifs locaux et de courte durée, et pour lesquelles des mesures d'atténuation efficaces sont aisément disponibles. Une analyse environnementale et/ou sociale sera normalement requise pour ces opérations, selon les problématiques spécifiques identifiées au cours de l'examen préliminaire et qu'elle adressera. Un plan de gestion environnemental et social (PGES) sera également requis.	N/A	N/A	Catégorie ne s'appliquant pas au projet
IV B 3	Catégorie C des impacts environnementaux : opérations dont il est probable qu'elles aient un impact environnemental et social associé minime, ou nul. Ces opérations ne demandent pas d'analyse environnementale ou sociale au-delà de l'examen et du cadrage préliminaires déterminant la classification. Cependant, lorsque ce sera pertinent, ces opérations mettront en place des conditions de sauvegarde ou de surveillance.	N/A	N/A	Catégorie ne s'appliquant pas au projet
IV B 4	En plus des risques liés aux impacts environnementaux, la Banque identifiera et gèrera les autres facteurs de risque pouvant avoir un impact sur la durabilité environnementale de ses opérations. Parmi ces facteurs de risque peuvent figurer la capacité de gouvernance des agences d'exécution/emprunteurs et des tiers ² , les risques spécifiques à des secteurs précis, les risques associés à des problématiques environnementales et sociales hautement sensibles, et la vulnérabilité aux catastrophes. En fonction de la nature et de la sévérité des risques, la Banque travaillera avec les agences d'exécution/emprunteurs et tiers pertinents pour développer des mesures appropriées à la gestion de ces risques.	Oui	3	Une étude des impacts cumulatifs a été menée
IV B 5	La Banque requerra des Études d'impact sur l'environnement (EIE), Évaluations environnementales stratégiques (EES), Plans de gestion environnementale et sociale (PGES) et analyses environnementales qu'ils soient conformes à des normes spécifiques, définies dans cette Politique et précisées dans les Lignes directrices	Oui	3	Des études d'impact environnementales et sociales ont été menées pour chaque phase du projet comprenant des consultations publiques avec l'élaboration de PGES pour accompagner le projet.

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
IV B 5	La démarche EIE comprendra, au minimum : un examen et un cadrage préliminaires des impacts ; une diffusion de l'information et une consultation réalisée correctement et au bon moment ; une évaluation des alternatives au projet qui comprendra un scénario sans projet.	Oui	3	Des études d'impact environnementales et sociales ont été menées pour chaque phase du projet comprenant des consultations publiques avec l'élaboration de PGES pour accompagner le projet.
IV B 5	L'EIE sera accompagnée d'une analyse économique des alternatives au projet et, le cas échéant, d'évaluations des coûts et avantages économiques des impacts environnementaux du projet et/ou des mesures de protection associées.	Oui	1	L'étude d'impact environnementale et sociale ne comprend pas d'analyse des alternatives au projet.
IV B 5	L'EIE prendra dûment en considération et analysera : le degré de conformité avec les exigences légales pertinentes ; les impacts directs, indirects, régionaux ou cumulatifs, en utilisant selon les besoins les données adéquates pour définir l'état initial ; les plans d'atténuation et de gestion des impacts qui seront présentés dans un PGES ; l'intégration des conclusions de l'EIE à la conception du projet ; et les mesures nécessaires au suivi adéquat de la mise en œuvre du PGES.	Oui	3	Des études d'impact environnementales et sociales ont été menées pour chaque phase du projet comprenant des consultations publiques avec l'élaboration de PGES pour accompagner le projet.
IV B 5	Un rapport EIE devra être préparé, accompagné d'un PGES, et divulgué au public avant la mission d'analyse, conformément à la Politique de divulgation de l'information (PO-102).	Oui	3	Des études d'impact environnementales et sociales ont été menées pour chaque phase du projet comprenant des consultations publiques avec l'élaboration de PGES pour accompagner le projet.
IV B 5	Objectif 1 de la EES : s'assurer que les risques et opportunités environnementaux principaux des politiques, plans ou programmes concernés ont bien été identifiés	N/A	N/A	
IV B 5	Objectif 2 de la EES : mobiliser dans les plus brefs délais les gouvernements et parties potentiellement affectées autour de l'identification et de l'analyse des questions stratégiques, actions et alternatives au développement	N/A	N/A	
IV B 5	Objectif 3 de la EES : définir et s'entendre sur une séquence d'actions qui adresseront systématiquement et stratégiquement les questions environnementales et actions prioritaires, à synthétiser dans un plan d'action EES garantissant une surveillance et un suivi adéquat	N/A	N/A	
IV B 5	Objectif 4 de la EES : s'assurer de la disponibilité et de la collecte des informations environnementales nécessaires au processus de prise de décision.	N/A	N/A	

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
IV B 5	La démarche EES devrait démarrer au début du processus de prise de décision et avant la mise en œuvre des politiques, plans ou programmes concernés. Les recommandations qui en découleront seront intégrées aux activités opérationnelles.	N/A	N/A	
IV B 5	Pour les opérations pour lesquelles une évaluation environnementale est requise, mais l'EIE et/ou l'EES ne s'imposent pas, une analyse environnementale sera réalisée pour évaluer les impacts et risques potentiels environnementaux, sociaux, et d'hygiène et de sécurité, et esquisser les mesures prévues pour la maîtrise de ces risques et impacts.	N/A	N/A	Le projet du PIC est soumis à une EIE
IV B 5	En général, pour le financement d'installations existantes, une évaluation environnementale (EE) sera requise pour évaluer les impacts et risques potentiels environnementaux et sociaux associés générés par la construction et l'opération des projets ou sous projets.	Oui	3	Des études d'impact environnementales et sociales ont été menées pour chaque phase du projet comprenant des consultations publiques avec l'élaboration de PGES pour accompagner le projet.
IV B 5	Le PGES devra au minimum : présenter les impacts et risques directs et indirects liés à l'opération proposée ; concevoir et proposer des mesures sociales/environnementales pour éviter, minimiser, compenser et/ou atténuer les principaux impacts et risques directs et indirects ; définir et attribuer les responsabilités institutionnelles pour la mise en œuvre de ces mesures, et, au besoin, prévoir le développement institutionnel, le renforcement des capacités ou les formations nécessaires ; présenter la planification et l'allocation budgétaire pour la mise en œuvre et la gestion des mesures définies ; et définir le programme de consultation ou de participation convenu pour l'opération, et le programme de surveillance des impacts et risques sociaux et environnementaux pour l'ensemble de la phase d'exécution de l'opération, précisant clairement les indicateurs, les planifications de surveillance, l'attribution des responsabilités et les coûts.	Oui	3	Des études d'impact environnementales et sociales ont été menées pour chaque phase du projet comprenant des consultations publiques avec l'élaboration de PGES pour accompagner le projet.
IV B 5	Le PGES devrait être achevé en amont de, et révisé pendant, la mission d'analyse et/ou l'audit préalable de due diligence.	Oui	3	LE PGES a été fait à temps

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
IV B 6	Au cours de la préparation d'opérations de Catégorie « A », un minimum de deux consultations est requis : l'une pendant la reconnaissance initiale réalisée pour l'évaluation environnementale et l'audit de due diligence préalable, et l'autre pendant la révision des rapports d'évaluation.	Oui	3	Les consultations ont été tenues
IV B 6	Dans le cas des opérations de Catégorie « B », les parties affectées doivent être consultées au minimum une fois, de préférence pendant la préparation ou la révision du PGES, selon ce qui a été convenu avec l'emprunteur.	N/A	N/A	Non applicable au projet
IV B 6	Lors de consultations, les informations appropriées seront fournies dans les lieu (x), format(s) et langue(s) nécessaires, permettant aux parties affectées d'être consultées réellement, de se faire une opinion et d'émettre des commentaires sur la ligne de conduite proposée.	Oui	3	Les consultations ont été tenues
IV B 6	Les EIE et/ou autres analyses environnementales pertinentes seront mises à disposition du public conformément à la Politique de divulgation de l'information (PO-102) de la Banque. Tout au long de l'exécution du projet, les parties affectées seront informées des mesures d'atténuation environnementales et sociales associées les touchant, conformément au PGES.	Oui	3	Les études sont disponibles sur internet
IV B 7	Les conditions de sauvegarde, comme celles définies dans un PGES, doivent être incorporées, de façon appropriée, aux documents contractuels du projet, aux manuels opérationnels ou de crédit, aux documents constitutifs du dossier d'appel d'offres, où seront définis, selon les besoins, les étapes ou jalons décisifs, les planifications opérationnelles et allocations budgétaires associées à la mise en œuvre et à la surveillance des mesures de sauvegarde au cours du projet.	Oui	2	Les mesures des PGES sont reprises en partie dans les documents du PIC, mais ils ne sont pas toujours appliqués.
IV B 7	En fonction des besoins, les indicateurs de sauvegarde seront d'abord clairement définis dans le cadre logique pour le suivi des résultats, puis contrôlés dans les rapports de suivi des projets, et révisés dans les évaluations de mi-parcours et rapports d'achèvement de projet.	Oui	2	Les mesures des PGES sont reprises en partie dans les documents du PIC, mais ils ne sont pas toujours appliqués.
IV B 7	Les projets de Catégorie « A » feront l'objet d'un examen au moins une fois par an pour évaluer la conformité avec les mesures de sauvegarde. Toute évaluation ex post d'une opération fera le bilan de ses résultats en matière de durabilité.	Oui	3	Des évaluations du projet sont régulièrement faites

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
IV B 8	Lorsque les impacts transfrontaliers environnementaux et sociaux associés à une opération sont potentiellement significatifs, par exemple pour des opérations qui impactent l'usage que fait un autre pays de cours d'eau, bassins hydrographiques, ressources marines et côtières, corridors biologiques, bassins d'air régionaux ou aquifères, le processus d'évaluation environnementale adressera les questions suivantes : (i) la notification du ou des pays affecté(s) des impacts transfrontaliers critiques ; (ii) la mise en œuvre d'un cadre approprié pour la consultation des parties affectées ; et (iii) les mesures d'atténuation environnementale et/ou de surveillance appropriées, considérées acceptables par la Banque.	N/A	N/A	Pas d'impact transfrontalier.
IV B 9	La Banque n'apportera pas son soutien aux opérations impliquant la conversion significative ou la dégradation d'habitats naturels tels que définis dans cette Politique, sauf si : (i) aucune alternative praticable et considérée acceptable par la Banque n'existe (ii) une analyse exhaustive démontre que les avantages globaux de l'opération l'emportent considérablement sur les coûts environnementaux, et (iii) des mesures d'atténuation et de compensation jugées acceptables par la Banque sont appliquées.	N/A	N/A	Pas d'impact significatif sur le milieu
IV B 9	La Banque n'apportera pas son soutien aux opérations qui introduisent des espèces invasives	N/A	N/A	Pas d'introduction d'espèce invasive
IV B 9	Le processus d'EE identifiera et évaluera les impacts sur les sites culturels critiques. Par ailleurs, des mesures appropriées seront mises en place afin de protéger l'intégrité et la fonction des sites culturels ou artefacts non critiques. Lorsque, pendant les phases de construction ou opérationnelles d'un projet, la découverte d'artefacts archéologiques ou historiques est une possibilité, l'emprunteur préparera et appliquera des procédures de découverte fortuite calquées sur les pratiques acceptées dans l'arène internationale.	Oui	3	Pris en compte dans l'étude d'impact, pas de site culturel endommagé.
IV B 10	Les opérations financées par la Banque devront éviter les impacts nocifs pour l'environnement, la santé et la sécurité humaine engendrés du fait de la production, l'approvisionnement, l'utilisation ou l'élimination de matières dangereuses, dont les substances toxiques organiques et inorganiques, les pesticides et les Polluants Organiques Persistants (POP).	Oui	3	Certains produits chimiques sont interdits au PIC.

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
IV B 10	La production, l'approvisionnement, l'utilisation et l'élimination de matières dangereuses seront évités tant que possible, et, sinon, minimisés. Lorsqu'il est impossible d'éviter la production ou l'utilisation significative de matières ou substances dangereuses, un plan de gestion sera préparé pour en définir le transport, la manipulation, le stockage et l'élimination, identifier des pratiques de gestion et d'établissement de rapports, et prévoir des mesures préventives et de réponse aux situations d'urgence, en consultation avec les travailleurs et communautés potentiellement affectées.	Oui	2	Un plan de gestion des déchets dangereux a été préparé. Il n'est pas mis en œuvre, car il n'y a pas de solution de traitement des déchets dangereux.
IV B 10	Les opérations et activités de la Banque prendront compte des restrictions internationales sur l'utilisation des substances toxiques.	Oui	3	Certains produits sont interdits selon les restrictions internationales.
IV B 10	Lutte intégrée contre les parasites (LIP) et de gestion intégrée des vecteurs (GIV) pour réduire la dépendance aux pesticides chimiques synthétiques. L'usage des pesticides nocifs sera évité. Lorsque les pesticides doivent être utilisés, il est préférable que les opérations emploient les produits les moins nocifs pour la santé humaine, les espèces non ciblées et l'environnement.	Oui	3	Pas d'utilisation de pesticide
IV B 10	La Banque requerra le respect par ses clients de normes d'émission et de rejets spécifiques aux contextes particuliers et reconnues par les banques multilatérales de développement. Pour chaque opération précise, le rapport d'évaluation environnementale ou de gestion environnementale et sociale justifiera les normes sélectionnées, compte tenu des conditions locales et de la législation et des réglementations nationales, et conformément avec cette Politique.	Oui	3	Des indicateurs de qualité de rejet d'eau ont été établis et suivis
IV B 11	Il est possible que la Banque requière, pour compléter les mesures d'atténuation convenues, et lorsque réalisable et rentable, que l'emprunteur adopte des procédés de production plus propres, plus efficaces en énergie ou utilise des énergies renouvelables.	N/A	N/A	Pas d'utilisation d'énergie renouvelable sur le projet
IV B 11	La Banque encourage la réduction et le contrôle des émissions de gaz à effet de serre (GES) de manière adaptée à la nature et à l'échelle des opérations. Les opérations produisant des quantités significatives de gaz à effet de serre quantifieront annuellement leurs émissions directes de GES, en utilisant les méthodologies du GIEC pour l'estimation des émissions ou d'autres méthodologies acceptées internationalement.	Oui	1	Pas de mesure pour limiter les GES

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
IV B 12	Pour une opération dont la phase de construction est déjà entamée, et lorsqu'au cours de l'analyse/due-diligence des non-conformités avec les Directives de sauvegarde pertinentes de cette Politique sont identifiées, un plan d'action doit être soumis à la Banque avant l'approbation de l'opération par le Conseil d'Administration. Le plan d'action définira les actions nécessaires et la planification à respecter pour la résolution dans les temps des non-conformités éventuelles, et prévoira les financements suffisants pour leur mise en œuvre.	N/A	N/A	Non applicable dans le cadre de cet audit
IV B 13	Pour les prêts déterminés par une politique, la Banque évaluera, lors de la phase de conception, les impacts significatifs et directs que pourront avoir les politiques nationales spécifiques et/ou changements institutionnels soutenus par l'opération sur les ressources environnementales et naturelles du pays. Si nécessaire, un plan d'action identifiera la séquence d'actions à prendre et les conditions à respecter afin de garantir la durabilité environnementale.	N/A	N/A	Non applicable dans le cadre de cet audit
IV B 13	Pour les opérations d'intermédiation financière (IF), dont les Global Credit Loans (parfois aussi appelé « Multi-Prêts du secteur de crédit »), la Banque évaluera la capacité de gestion environnementale de l'agence exécutrice. La démonstration de l'existence de procédures environnementales appropriées requérant des bénéficiaires finaux du financement de la BID l'adoption et la mise en œuvre de mesures environnementales judicieuses et appropriées sera à la charge des intermédiaires financiers. L'emprunteur et la Banque s'accorderont sur la mise en œuvre d'un Plan de Gestion Environnemental (PGE) approprié et réalisable, et adapté aux besoins particuliers de l'opération. Il est souhaitable qu'un suivi environnemental d'un échantillon représentatif des projets soit réalisé périodiquement.	N/A	N/A	Non applicable dans le cadre de cet audit
IV B 13	Les prêts basés sur des critères de performance, des approches sectorielles, ou des lignes de crédit conditionnelles pour des projets d'investissement pourront requérir la réalisation d'évaluations environnementales et de capacité en amont, au niveau du secteur et du programme, au cas par cas, selon la nature du programme et du secteur.	N/A	N/A	Non applicable dans le cadre de cet audit

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
IV B 14	Lorsqu'il reste du passif environnemental significatif, suite à des phases antérieures d'une opération à phase multiple, ou d'une opération financée par la Banque et récemment achevée par la même agence d'exécution ou le même emprunteur, l'agence d'exécution/l'emprunteur doit, et ce, avant toute décision de la Banque concernant une nouvelle phase ou un nouveau prêt, mettre en œuvre les actions appropriées pour remédier à ce passif ou s'entendre avec la Banque sur une ligne de conduite appropriée, à la mesure de son degré de responsabilité par rapport au passif. Si la nature de l'opération le justifie, un audit environnemental sera requis pour identifier les non-conformités éventuelles et les solutions pour y remédier.	Oui	3	À chaque nouvelle phase, de nouvelles études d'impact sont mises en œuvre.
IV B 15	Pour les opérations de cofinancement, la Banque travaillera de pair avec les emprunteurs et institutions participantes octroyant les prêts, à l'adoption d'une procédure EE unique, avec des conditions harmonisées vis-à-vis de la documentation, la consultation et la divulgation de l'information, conformes aux prescriptions de cette Politique. Par principe, la Banque apportera son soutien aux efforts de convergence et d'harmonisation parmi les institutions financières multilatérales, donateurs bilatéraux et autres partenaires privés et publics.	N/A	N/A	N/A
IV B 16	Pour l'identification et la gestion des impacts environnementaux et sociaux d'opérations individuelles, la Banque considérera l'utilisation des systèmes de sauvegarde nationaux, propres au pays emprunteur membre. L'analyse de l'équivalence des systèmes prendra en compte chaque dispositif de sauvegarde pertinent à l'opération sélectionnée. La détermination de l'équivalence et de l'acceptabilité, ainsi que la surveillance de la conformité avec cette Politique seront de la responsabilité de la Banque.	N/A	N/A	N/A
IV B 16	Si la vérification révèle des écarts vis-à-vis de mesures de sauvegarde spécifiques requises, la Banque et l'emprunteur pourront s'entendre sur un plan d'action auquel des ressources suffisantes seront allouées. Ce plan d'action définira les mesures nécessaires pour atteindre et maintenir l'équivalence avec les normes pratiquées par la BID, conformément aux directives de la Politique. Il devra être approuvé par le Conseil d'Administration.	N/A	N/A	N/A

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
IV B 16	Lorsque dans un domaine précis, les systèmes du pays emprunteur membre ne sont pas jugés équivalents, la Banque utilisera ses propres systèmes, et cette démarcation entre les mesures de sauvegarde issues des systèmes de la Banque et des systèmes du pays sera clairement définie dans les obligations contractuelles envers la Banque	N/A	N/A	N/A
IV B 17	Les procédures de passations de marché de la Banque comprendront une liste d'exclusion, approuvée par la Banque, et énumérant les produits considérés comme nocifs pour l'environnement. La Banque encouragera les emprunteurs et agences d'exécution à passer des marchés de travaux, biens et services responsables vis-à-vis de l'environnement, qu'elle juge conformes aux principes d'économie et d'efficacité.	N/A	N/A	N/A
V	La Politique ne peut pas anticiper individuellement ni s'appliquer à toutes les circonstances. Par conséquent, il est concevable que la Banque approuve des écarts vis-à-vis d'une, ou plusieurs, des directives de la Politique. Dans ce cas, les propositions prônant de tels écarts dans la programmation ou dans l'élaboration et l'exécution du projet devront alors établir la nature exceptionnelle de la situation justifiant l'écart. Les propositions de projet, en particulier, justifieront des déviations prises par rapport aux mesures de sauvegardes pour atteindre leurs objectifs, incluront une stratégie pour corriger ou atténuer les conséquences de ces déviations, et demanderont officiellement au Conseil d'Administration d'autoriser l'exception correspondante à la Politique.	N/A	N/A	N/A

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
704 - Politique de gestion des risques de catastrophe 23 février 2007				
I	Activité 1 de la Politique : l'analyse des risques pour identifier les types et l'ampleur des impacts potentiels rencontrés par les pays membres affectant les investissements de développement	N/A	N/A	Objectif de la politique
I	Activité 2 de la Politique : les mesures de prévention et d'atténuation pour répondre aux sources structurelles et non structurelles de vulnérabilité	N/A	N/A	Objectif de la politique
I	Activité 3 de la Politique : la protection financière et le transfert des risques pour répartir les risques financiers dans le temps et entre les différents acteurs	N/A	N/A	Objectif de la politique
I	Activité 4 de la Politique : la préparation et l'intervention en cas d'urgence pour améliorer la capacité d'un pays à faire face rapidement et efficacement à une situation d'urgence	N/A	N/A	Objectif de la politique
I	Activité 5 de la Politique : la réhabilitation et la reconstruction après une catastrophe pour soutenir un redressement efficace et pour prévenir de futures catastrophes.	N/A	N/A	Objectif de la politique
II	L'objectif de la politique de gestion des risques de catastrophe de la Banque est d'orienter les efforts de la Banque pour aider ses emprunteurs à réduire les risques provenant d'aléas naturels et à gérer les catastrophes, afin d'atteindre leurs objectifs de développement social et économique.	N/A	N/A	Objectif de la politique
II	Objectif spécifique 1 : Renforcer l'efficacité de la Banque à aider ses emprunteurs à gérer systématiquement les risques liés aux aléas naturels en identifiant ces risques, en réduisant la vulnérabilité et en prévenant et en atténuant les catastrophes avant qu'elles ne surviennent Faciliter une assistance rapide et appropriée de la Banque à ses pays membres emprunteurs en réaction aux catastrophes afin de dynamiser efficacement leurs efforts de développement et d'éviter de réinstaurer la vulnérabilité.	N/A	N/A	Objectif de la politique
II	Objectif spécifique 2 : Faciliter une assistance rapide et appropriée de la Banque à ses pays membres emprunteurs en réaction aux catastrophes afin de dynamiser efficacement leurs efforts de développement et d'éviter de réinstaurer la vulnérabilité.	N/A	N/A	Objectif de la politique
III	La politique de gestion des risques de catastrophes s'applique à la Banque interaméricaine de développement (BID), tant dans ses activités publiques et privées que dans le cadre du Fonds d'investissement multilatéral (MIF).	N/A	N/A	Cadre d'application de la politique

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
III	Les activités et instruments assujettis à cette politique comprennent l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies par pays et de dialogues de programme de pays, de produits financiers et non financiers, d'opérations publiques et privées, d'intermédiation financière et des aspects pertinents concernant des pratiques d'achat de projets de la Banque.	N/A	N/A	Cadre d'application de la politique
III	La politique fournit deux lignes d'action qui répondent à : (i) la prévention et l'atténuation des catastrophes qui résultent des aléas naturels, par le biais de programmes et de projets proactifs aux niveaux régional, national et local ; et (ii) la réaction post-catastrophe aux impacts des aléas naturels, et les dommages physiques (tels que l'effondrement structurel et des explosions) résultant d'accidents technologiques ou d'autres types de catastrophes résultant de l'activité humaine.	N/A	N/A	Cadre d'application de la politique
III	Exceptions : La prévention et l'atténuation des catastrophes causées par la violence sociale et politique (également appelées catastrophes provoquées par des conflits) seront traitées séparément de cette politique, car la planification et l'application de politiques, de stratégies et de mesures qui identifient et réduisent les risques associés à ces événements sont très différentes de celles nécessaires pour prévenir et atténuer les aléas naturels. La prévention des aléas technologiques sera gérée dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre régulières du projet de la Banque, conformément aux politiques sectorielles applicables. Les activités de la Banque visant à adresser et à remédier à la dégradation de l'environnement, qui pourrait d'ailleurs expliquer la vulnérabilité accrue aux aléas naturels et dans certains cas les risques accrus, seront gérées dans le cadre de la Politique de la Banque sur l'environnement et les sauvegardes. Elle prévoit également des sauvegardes pour s'assurer que toutes les opérations et activités de la Banque soient écologiquement durables. Les épidémies et les pandémies comme le VIH/SIDA ne sont pas incluses dans la portée de la politique. Celles-ci sont couvertes par la politique de santé publique de la Banque. Les opérations de prêt pour aborder les urgences financières sont traitées par le biais de directives de prêts d'urgence de la Banque. La gestion des risques liés au personnel et aux installations de la Banque est couverte par le plan de continuité des activités de la Banque.	N/A	N/A	Cadre d'application de la politique

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
IV A 1	La Banque identifiera les pays en fonction de leur niveau d'exposition aux aléas naturels sur la base des indicateurs existants et de l'expérience de la Banque.	N/A	N/A	Action de la banque par rapport aux pays
IV A 1	Lorsque les évaluations identifient que des perturbations potentiellement importantes du développement social et économique du pays pourraient être causées par des aléas naturels, la Banque encouragera l'inclusion des activités de gestion des risques de catastrophe dans le programme stratégique et opérationnel convenu avec l'emprunteur.	N/A	N/A	Action de la banque par rapport aux pays
IV A 1	Lorsque les aléas naturels peuvent toucher plus d'un pays, la Banque encouragera l'approche régionale dans le cadre de la planification existante. La Banque favorisera l'utilisation du Fonds sectoriel de prévention des catastrophes et du Fonds de prévention des catastrophes.	N/A	N/A	Action de la banque par rapport aux pays
IV A 2	Les projets du secteur public et privé financés par la banque comprendront les mesures nécessaires pour réduire le risque de catastrophe à un niveau acceptable tel que déterminé par la Banque sur la base des pratiques et des normes généralement reconnues.	N/A	N/A	Action de la banque par rapport aux pays
IV A 2	Les projets du secteur public et privé financés par la banque comprendront les mesures nécessaires pour réduire le risque de catastrophe à un niveau acceptable tels que déterminé par la Banque sur la base des pratiques et des normes généralement reconnues.	N/A		
IV A 2	Pendant le processus de préparation du projet, les équipes détermineront si les projets sont exposés d'une manière importante à des aléas naturels ou présentent un potentiel élevé d'exacerbation des risques. Les résultats seront communiqués à la Banque dans le cadre de la sélection des projets sociaux et environnementaux et du processus de classification. Les équipes de projet devraient envisager le risque d'exposition aux aléas naturels en prenant en compte la répartition projetée en fréquence, durée et intensité des aléas dans la zone géographique qui concerne le projet.	OUI	2	Les risques naturels ne sont pas pris en compte dans le cadre de l'étude d'impact environnemental et social de 2011. Cela a été fait dans des études régionales ultérieures en 2015
IV A 2	Une attention particulière sera nécessaire pour évaluer les risques pour les projets situés dans des zones très exposées aux catastrophes ainsi que dans des secteurs tels que le logement, l'énergie, l'eau et l'assainissement, l'infrastructure, le développement industriel et agricole, la santé et les établissements scolaires, selon le cas.	OUI	2	Les risques naturels ne sont pas pris en compte dans le cadre de l'étude d'impact environnemental et social de 2011. Cela a été fait dans des études régionales ultérieures en 2015

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
IV A 2	Dans l'analyse du risque et de la viabilité du projet, il convient d'envisager des mesures d'atténuation structurelles et non structurelles. Cela inclut une attention particulière à la capacité des institutions nationales concernées à appliquer les normes de conception et de construction appropriées et des dispositions financières pour un bon entretien des actifs physiques proportionnellement au risque prévu.	OUI	1	Les risques naturels ne sont pas pris en compte dans le cadre de l'étude d'impact environnemental et social de 2011.
IV A 2	Lorsque des risques significatifs dus à un aléa naturel sont identifiés à tout moment du processus de préparation du projet, des mesures appropriées doivent être prises pour établir la viabilité du projet, y compris la protection des populations et des investissements concernés par les activités financées par la Banque.	Oui	2	Des plans des mesures d'urgence ont été élaborés, mais ils ne sont pas à jour et pas connus
IV A 2	Des mesures alternatives de prévention et d'atténuation réduisant la vulnérabilité doivent être analysées et incluses dans la conception et la mise en œuvre du projet, selon le cas. Ces mesures devraient inclure la sécurité et la préparation d'urgence pour protéger la santé humaine et les biens économiques. Le point de vue d'experts et le respect des normes internationales devraient être considérés, lorsque cela est raisonnablement nécessaire.	Oui	2	Des plans des mesures d'urgence ont été élaborés, mais ils ne sont pas à jour et pas connus
IV A 2	Dans le cas des actifs physiques, la Banque exigera que, au moment de la préparation du projet, l'emprunteur établisse des protocoles pour effectuer des évaluations périodiques de la sécurité (pendant la construction ainsi que pendant la durée de vie du projet) et un entretien approprié de l'équipement et des travaux du projet, conformément aux normes de l'industrie généralement acceptées dans les circonstances.	Oui	2	Des plans des mesures d'urgence ont été élaborés, mais ils ne sont pas à jour et pas connus
IV A 2	Le processus d'examen préliminaire et de classification des projets sociaux et environnementaux de la Banque évaluera les mesures prises par les équipes de projet pour identifier et réduire les risques d'aléas naturels.	N/A	N/A	Article s'appliquant à une étape en amont du projet
IV B 1	Afin de fournir une assistance en temps opportun à des stades différents après une catastrophe, la Banque peut appliquer des procédures spéciales pour traiter et reformuler des prêts afin de rationaliser la préparation et accélérer l'exécution, y compris les procédures spéciales d'achat de la Banque pour les situations d'urgence.	N/A	N/A	Article s'appliquant suite à une catastrophe naturelle

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
IV B 1	La Banque peut approuver la reformulation de prêts existants en cas de catastrophe si : (i) un état d'urgence ou une catastrophe a été déclaré officiellement par le gouvernement ; (ii) l'impact de la reformulation du prêt a été estimé en tenant compte des utilisations prévues et des objectifs du prêt ou des prêts à reformuler par rapport à la nouvelle utilisation proposée des fonds, créant ainsi les conditions pour des décisions plus éclairées de la part des autorités d'approbation ; (iii) une transparence adéquate et des mécanismes suffisants de suivi, d'audit et de communication de l'utilisation des fonds réorientés sont en place, tout en tenant compte de la nécessité d'une réaction rapide étant donné la nature de la situation ; et (iv) une part importante des fonds réaffectés sera destinée à la réduction de la vulnérabilité de l'emprunteur face aux catastrophes futures et à l'amélioration des capacités du pays en matière de gestion globale des risques de catastrophe.	N/A	N/A	Article s'appliquant suite à une catastrophe naturelle
IV B 2	Les opérations qui financent la réhabilitation et la reconstruction après une catastrophe nécessitent des précautions spéciales pour éviter de réinstaurer ou accroître la vulnérabilité. Une part importante du nouvel investissement sera consacrée à la réduction de la vulnérabilité aux catastrophes futures et à l'amélioration de la capacité du pays à gérer de manière globale les risques de catastrophe.	N/A	N/A	Article s'appliquant suite à une catastrophe naturelle
IV B 2	Une attention particulière doit être accordée aux leçons tirées des récents aléas. La Banque n'assumera pas que des conditions de précatastrophe persistent entièrement ou en partie dans la zone touchée.	N/A	N/A	Article s'appliquant suite à une catastrophe naturelle
IV B 2	L'évaluation des risques de catastrophes du projet de reconstruction doit être menée en tenant compte des particularités de la région, du secteur et de l'infrastructure concernés, ainsi que de l'environnement actuel, de la situation économique et sociale et de tout changement dans la zone touchée par la catastrophe.	N/A	N/A	Article s'appliquant suite à une catastrophe naturelle
IV B 3	L'aide humanitaire avec le financement de la Banque ne peut être accordée que si un état d'urgence ou de catastrophe a été officiellement déclaré par le gouvernement. Ce financement ne sera fourni que par des coopérations techniques d'urgence, à mettre en œuvre pendant ou immédiatement après une catastrophe.	N/A	N/A	Article s'appliquant suite à une catastrophe naturelle
IV B 3	Le représentant de la Banque, en coordination avec le gouvernement du pays bénéficiaire, est chargé d'identifier les organisations d'aide qui recevront le financement et géreront l'assistance.	N/A	N/A	Article s'appliquant suite à une catastrophe naturelle

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
V	La Banque dispose de plusieurs instruments spécialisés qui contribuent à la mise en œuvre de cette politique. Ils comprennent, entre autres, le Fonds sectoriel de prévention des catastrophes, le Fonds de prévention des catastrophes et le Fonds fiduciaire multidonateur pour la prévention des catastrophes, qui financent l'identification, la prévention ou l'atténuation des risques et la préparation aux catastrophes.	N/A	N/A	Article s'appliquant suite à une catastrophe naturelle
V	Les instruments pour les opérations post-catastrophes comprennent la Facilité d'intervention immédiate (lien), la Coopération technique d'urgence (lien), et les Procédures spéciales d'acquisition pour les situations d'urgence (lien). La Banque examinera les instruments existants et pourra établir de nouveaux mécanismes pour accroître son rendement et son efficacité.	N/A	N/A	Article s'appliquant suite à une catastrophe naturelle
V	Les propositions prônant un écart soit dans les activités de planification, soit dans le développement et la réalisation du projet doivent démontrer les caractéristiques exceptionnelles de la situation qui justifient l'écart. Les propositions de projet avec des écarts par rapport à la politique doivent inclure les mesures visant à atténuer les effets associés et demander formellement des exceptions spécifiques à la politique.	N/A	N/A	Pas d'écart par rapport à cette politique.

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
710 - Politique opérationnelle réinstallation involontaire de personnes (octobre 1998)				
I	La présente politique couvre tout déplacement physique involontaire de personnes causé par un projet de la Banque. Elle s'applique à toutes les opérations financées par la Banque, dans le secteur public ou privé, que la Banque assure un financement directement canalisé (c'est le cas des prêts d'investissement) ou administré par des intermédiaires (c'est le cas des travaux multiples, des programmes par étapes ou des programmes de crédit multisectoriels). Elle exclut les mécanismes de colonisation ainsi que l'implantation de réfugiés ou victimes de catastrophes naturelles.	N/A	N/A	Cadre de la politique
II	Cette politique a un objectif : réduire à minima la déstructuration des moyens d'existence des personnes vivant dans la sphère d'influence du projet. Il s'agit d'éviter ou réduire autant que possible les besoins de déplacement et, si elles y sont contraintes, que les personnes seront traitées de manière équitable et, quand c'est possible, pourront avoir part aux avantages offerts par le projet requérant leur réinstallation.	N/A	N/A	Objectif de la politique
III	1 Aucun effort ne sera ménagé pour éviter ou réduire au minimum le besoin désinstallation involontaire.	OUI	3	Aucun effort n'a été minimisé.
III	2 Lorsque le déplacement est inévitable, il convient de préparer un plan de réinstallation pour faire en sorte que les personnes touchées bénéficient d'une compensation et d'une réhabilitation équitables et proportionnées.	OUI	3	Un plan de réinstallation a été élaboré
III	La compensation et la réhabilitation sont dites équitables et proportionnées lorsqu'elles peuvent assurer que, dans le plus court laps de temps possible, les populations réinstallées et hôtes : <ul style="list-style-type: none"> • connaissent un niveau de vie et aient un accès aux terres, aux ressources naturelles et aux services (p. ex. eau potable, assainissement, infrastructure communautaire, propriété foncière) minimums, qui soient au moins équivalents à leur état avant la réinstallation ; • ont recouvré ce qu'elles ont perdu du fait des difficultés transitoires ; • voient leur tissu social, leur accès au travail, à la production, aux ressources naturelles et aux services publics le moins affectés possible ; • puissent accéder aux opportunités de développement social et économique. 	OUI	3	Des programmes de compensation ont été mis en œuvre – à noter qu'une plainte a été déposée auprès de la BID pour non-atteinte des résultats escomptés en 2018. Un protocole d'attente a été établi pour mettre en place de nouveaux processus de compensation.

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
IV	Considérations particulières : Dimension. Lorsque le nombre de personnes devant être réinstallées est très modeste. La réinstallation en tant qu'objectif de projet Analyse du risque d'appauvrissement. Communautés autochtones Prêts sectoriels et globaux Réinstallation temporaire	N/A	N/A	Conditions particulières non applicables au projet
V	Après avoir conclu que : (i) un projet comprenant une composante réinstallation est le meilleur moyen d'atteindre les objectifs fixés en son sein ; et que (ii) il est nécessaire d'élaborer un plan intégral de réinstallation, les critères suivants s'appliqueront :	N/A	N/A	Conditions générales
✓	Données de référence. Il faut, aussitôt que possible, compiler des données de références exactes.	OUI	3	Le plan de compensation contient les données de références
✓	Participation des communautés. Le plan de réinstallation comprendra les résultats des consultations conduites, auprès d'un groupe représentatif des communautés hôte et déplacée, suivant le calendrier et comportant les données socioculturelles idoines.	OUI	3	Des consultations ont été menées dans le cadre du projet.
✓	Offre groupée de compensation et de réhabilitation. Les modalités de compensation et de réhabilitation proposées doivent prévoir une indemnisation juste des biens perdus.	OUI	3	Des offres groupées en fonction des populations impactées ont été proposées
✓	Cadre juridique et institutionnel. Le plan de réinstallation doit déterminer le contexte juridique et institutionnel destiné à encadrer les mesures de compensation et de réhabilitation.	OUI	3	Le cadre juridique est présenté dans le plan de compensation
✓	Environnement. Les plans de réinstallation doivent tenir compte des éléments environnementaux pour prévenir ou atténuer toutes incidences provenant du développement des infrastructures, de la densification de la zone d'accueil, ou encore des pressions exercées sur les ressources naturelles et les zones sensibles du point de vue écologique.	OUI	3	Les conditions environnementales ont été prises en compte
✓	Opportunité. Un plan préliminaire de réinstallation doit être préparé et inscrit dans le cadre de l'Évaluation d'impact environnemental et social (EIES).	OUI	3	Le plan préliminaire a été préparé dans le cadre de l'étude d'impact environnemental et social.
✓	Suivi et évaluation. La composante réinstallation d'une opération fera l'objet d'une description exhaustive et précise dans les rapports intérimaires du projet global et être comprise dans le cadre ordonné de cette opération.	OUI	3	Un rapport exhaustif a été produit

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
761 - Politique opérationnelle sur l'égalité des genres dans le développement (3 nov 2010)				
2.1	La présente Politique s'applique à la Banque interaméricaine de développement et au Fonds multilatéral d'investissement et couvre les stratégies de la Banque ainsi que ses interventions de développement via ses opérations financières dans les secteurs public et privé (souverains et non souverains garanties), les opérations de coopération technique y compris les contributions opérationnelles et les connaissances et les produits de renforcement des capacités institutionnelles	N/A		Cadre d'application de la politique
3.1	Énoncé des objectifs de la politique	SO		
4.1	Une action proactive, qui promeut activement l'égalité des genres et l'émancipation des femmes à travers toutes les interventions de développement de la Banque	OUI	3	Des mesures sont énoncées dans les différents documents directeurs.
4.1	Une action préventive, qui introduit des garanties pour prévenir ou atténuer les impacts négatifs sur les femmes ou les hommes dus au genre résultant des actions de la Banque à travers ses opérations financières.	OUI	2	Des mesures sont prévues, mais ne sont pas mises en œuvre.
4.2	Dans le cadre de cette Politique, l'égalité des genres signifie que les femmes et les hommes jouissent des mêmes conditions et opportunités pour exercer leurs droits et atteindre leur potentiel social, économique, politique et culturel. La Politique reconnaît que la poursuite vers l'égalité exige des actions visant l'équité, ce qui implique de fournir et de distribuer des bénéfices et/ou des ressources de manière à réduire les écarts existants, tout en reconnaissant que ces lacunes peuvent nuire aux femmes et aux hommes. L'émancipation des femmes doit signifier l'élargissement des droits, des ressources et de la capacité des femmes à prendre des décisions et à agir de manière indépendante dans les domaines social, économique et politique.	N/A	N/A	définition
4.3	Cette politique distingue deux facettes de l'action proactive : (i) l'investissement direct dans des domaines stratégiques pour l'égalité des genres, et	NON	N/A	Pas d'investissement direct dans l'égalité de genre dans le cadre du projet
4.3	(ii) l'intégration de la perspective de genre dans les interventions de développement.	OUI	3	Les perspectives du genre sont prises en compte dans les études impact

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
4.4	Pour les deux facettes, la Banque soutiendra des actions spécifiques visant à : (i) répondre aux besoins spécifiques des femmes et des hommes, tout en reconnaissant que, en raison des différences entre les sexes, les femmes et les hommes jouissent de différents avantages et font face à des obstacles différents pour participer et bénéficier du développement.	OUI	2	Des mesures sont prévues, mais ne sont pas mises en œuvre.
4.4	(ii) investir dans l'émancipation des femmes comme un facteur clé pour accélérer le progrès vers l'égalité des genres, tout en reconnaissant que l'inégalité affecte les femmes en grande partie	NON	N/A	N/A
4.5	La politique reconnaît que les inégalités des genres interagissent avec les autres inégalités qui reposent sur les facteurs socio-économiques, ethniques et raciaux, exacerbant les barrières et les vulnérabilités des femmes pauvres, autochtones et afrodescendantes. Pour cette raison, la Banque prêter une attention particulière à ces groupes.	NON	N/A	N/A
4.6	La Banque soutiendra ses pays membres emprunteurs dans l'identification des opérations financières, dont les principaux objectifs sont d'aborder les questions stratégiques de genre, générer des connaissances pour renforcer la valeur ajoutée dans ce domaine et renforcer les capacités institutionnelles. Dans cet effort, la Banque identifiera également les opérations régionales qui apportent une valeur ajoutée et répondent à des questions spécifiques liées au genre dans des groupes de pays régionaux ou sous-régionaux.	NON	N/A	N/A
4.7	La Banque mènera des études sur des questions spécifiques liées au genre afin de promouvoir ce sujet dans le cadre d'un dialogue entre la Banque et les pays emprunteurs. Si le genre est inclus comme un domaine prioritaire pour la Banque et le gouvernement dans la stratégie de pays respectifs, l'analyse effectuée éclairera le processus de planification afin d'identifier les interventions pour l'investissement direct.	NON	N/A	N/A
4.8	L'investissement direct mettra l'accent sur l'innovation, le développement de bonnes pratiques et l'évaluation de l'impact sur les questions de genre. La Banque fixera des priorités pour les investissements directs, selon l'intervention de développement, de la façon suivante [...]	NON	N/A	N/A
4.9	La Banque cherchera activement des occasions d'intégrer la perspective de genre en tant que dimension stratégique de ses interventions de développement et incorporera des actions pour résoudre ce problème.	OUI	N/A	N/A

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
4.10	Pour les besoins de cette Politique, l'intégration des questions de genre est le processus qui cherche l'égalité des genres et vise à faire entendre et traiter les besoins des femmes et des hommes dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des interventions de la Banque, en accordant une attention particulière aux opérations de prêt des secteurs public et privé étant donné leur l'importance au sein de l'institution.	OUI	3	Les questions de genres sont prises en compte dans les différentes études
4.11	Afin de promouvoir l'égalité d'accès et la réalisation effective des avantages du projet, la Banque prendra en compte les implications analytiques et opérationnelles des considérations suivantes, entre autres :	SO		
4.11a	Le cycle de la vie humaine, qui implique de reconnaître les obstacles à l'égalité des genres et les besoins spécifiques des jeunes filles et garçons, des adolescentes et adolescents, des femmes et des hommes adultes et des femmes et des hommes âgés. Il faut aussi prévoir des interventions ciblées afin de favoriser des transitions réussies entre les différentes étapes de la vie, afin d'éviter l'accumulation d'inégalités entre les sexes et la pauvreté au cours de la vie des personnes.	OUI	2	Des mesures sont prévues dans les études d'impact et les PGESSS, mais ne sont pas mises en œuvre
4.11b	La diversité des ménages et des structures familiales, qui nécessite une attention particulière aux partenaires domestiques, aux ménages dirigés par des femmes, aux ménages constitués d'une seule personne âgée et à la présence de familles secondaires formées par des parents isolés dans des ménages élargis.	OUI	2	Des mesures sont prévues dans les études d'impacts et les PGESSS pour les populations vulnérables, mais elles ne sont pas mises en œuvre.
4.11c	Les différences de genre dans l'utilisation du temps, ce qui signifie que la participation et la jouissance des avantages du projet peuvent être affectées par le temps inégal consacré par les femmes et les hommes aux tâches ménagères, aux soins, aux études, au développement personnel, aux activités économiques, aux responsabilités civiques, et repos et loisirs.	OUI	1	Cet aspect n'est pas bien pris en considération dans le projet.
4.11d	La maternité et la paternité, exigeant que les projets soient adaptés aux besoins spécifiques des pères et des mères en termes d'accès au bénéfice du projet et pour encourager une parentalité responsable et une participation égale aux obligations de garde d'enfants.	OUI	2	Des mesures sont prévues dans les études d'impacts et les PGESSS pour les populations vulnérables, mais elles ne sont pas mises en œuvre.

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
4.11e	Les facteurs d'élargissement des écarts entre les sexes et les exclusions qui requièrent une analyse de l'interaction entre sexes et, entre autres choses, du niveau socio-économique, de la race ou de l'origine ethnique, de la zone géographique, du statut migratoire, du déplacement forcé, de l'orientation sexuelle, du handicap physique ou mental, ou du statut VIH/SIDA.	OUI	2	Des mesures sont prévues dans les études d'impacts et les PGESSS pour les populations vulnérables, mais elles ne sont pas mises en œuvre.
4.11f	Le rôle productif des femmes, qui doit être pris en compte dans la conception des activités pour accroître les opportunités économiques, y compris les activités visant à accroître la productivité et à améliorer la compétitivité.	OUI	3	Une politique visant à l'embauche des femmes a été mise en place pour assurer un ratio de 60 % de femmes travaillant au PIC.
4.11g	Les inégalités en termes de capacité de décision et d'exercice du pouvoir, généralement en faveur des hommes, qui consistent à soutenir l'accès des femmes à la prise de décision dans les sphères publique et privée, pour assurer leur pleine participation et leur leadership quant au développement.	OUI	2	Des mesures sont prévues dans les études d'impacts et les PGESSS pour les populations vulnérables, mais elles ne sont pas mises en œuvre.
4.12	La Banque cherchera des occasions pour inclure les questions de genre dans les études sectorielles qui soutiennent la préparation des stratégies nationales. Si le genre est inclus dans l'analyse d'un domaine prioritaire pour la Banque et le gouvernement dans la stratégie de leurs pays respectifs, l'analyse informera le processus de planification afin d'identifier les interventions pour promouvoir l'égalité des genres par le biais de l'investissement sectoriel.	NON		
4.13	Application de l'intégration. L'intégration de l'égalité des genres sera systématiquement appliquée dans toutes les interventions de développement de la Banque. La Banque exigera une analyse de la contribution potentielle de ses interventions à l'égalité des genres. Lorsque l'analyse l'indiquera, la Banque intégrera des actions spécifiques pour renforcer cette contribution. L'intégration prendra des formes spécifiques, en fonction de l'intervention de développement en question.	OUI	3	Des données sont présentées mensuellement dans les rapports de suivi.
4.13a	Les opérations financières et les opérations de coopération technique pour des contributions opérationnelles. La Banque exigera une analyse de la pertinence des questions de genre lors de la préparation de ses opérations. Lorsque l'analyse l'indiquera, elle garantira que des actions concrètes visant à résoudre les problèmes prioritaires et des mesures visant à faciliter la mise en œuvre soient incorporées.	NON		

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
4.13b	Les opérations de coopération technique pour les connaissances et les produits de renforcement des capacités. La Banque encouragera l'analyse de genre dans sa production analytique globale, y compris des études macroéconomiques et sectorielles pertinentes. Elle favorisera le renforcement des capacités institutionnelles, y compris celle des institutions gouvernementales, le secteur privé et la société civile, afin de stimuler l'analyse et l'intégration du genre dans les politiques et les programmes.	NON		
4.14	La Banque mènera ses opérations financières de manière à identifier et traiter les impacts négatifs et le risque d'exclusion à caractère sexiste, à inclure les femmes et les hommes dans les processus de consultation et à se conformer à la législation applicable en matière d'égalité entre hommes et femmes. Ses opérations financières doivent, pendant toutes les phases du cycle du projet, respecter les sauvegardes énoncées dans la présente Politique.	OUI	3	Ces questions sont prises en compte dans les études d'impact environnemental et social
4.15	Impacts négatifs. Lors de la conception de ses opérations, la Banque mettra en place des mesures pour prévenir, éviter ou atténuer tout impact négatif et/ou risque d'exclusion à caractère sexiste identifié dans l'analyse des risques du projet.	OUI	2	Des mesures sont prévues dans les études d'impacts et les PGESSS pour les populations vulnérables, mais elles ne sont pas mises en œuvre.
4.15a	Introduire des exigences inégales pour l'accès aux opportunités et avantages économiques dérivés du projet, y compris le travail rémunéré, la formation, le crédit ou les opportunités d'affaires. Les projets appliqueront les principes de non-discrimination, d'égalité de traitement et de salaire égal pour un travail égal.	OUI	3	Une politique visant à l'embauche des femmes a été mise en place pour assurer un ratio de 60 % de femmes travaillant au PIC
4.15b	Ne pas tenir compte du droit des femmes d'hériter et de posséder des terres, des maisons et d'autres biens ou ressources naturelles. La Banque reconnaîtra les droits de propriété des femmes indépendamment de l'état matrimonial et adoptera des mesures pour faciliter leur accès aux documents dont elles ont besoin pour exercer ce droit.	OUI	3	Pris en compte dans le cadre du plan de compensation
4.15c	Introduire le travail non rémunéré de façon inégale. Lorsque cela sera nécessaire pour la mise en œuvre d'un projet, un travail bénévole ou des contributions communautaires seront organisés pour créer les conditions d'une participation équitable des hommes et des femmes aux tâches identifiées.	OUI	2	Des mesures sont prévues dans les études d'impacts et les PGESSS pour les populations vulnérables, mais elles ne sont pas mises en œuvre.

	Exigences	Applicable au projet	Note	Justifications
4.15d	Établir des conditions qui limitent la participation des femmes ou des hommes dans les activités du projet et des prestations basées sur la grossesse, le congé de maternité/paternité ou l'état matrimonial. La Banque veillera à ce que ces conditions ne limitent pas l'accès des femmes ou des hommes, selon le cas, à la participation et aux avantages du projet.	OUI	2	Des mesures sont prévues dans les études d'impacts et les PGESSS pour les populations vulnérables, mais elles ne sont pas mises en œuvre.
4.15e	L'augmentation du risque de violence à l'égard des femmes, y compris de l'exploitation sexuelle ou de la traite des êtres humains, et des maladies sexuellement transmissibles, y compris du VIH/SIDA. Lorsque de tels risques sont identifiés, la Banque soutiendra des mesures telles que : des campagnes de communication et de sensibilisation, l'élaboration de plans de prévention communautaires, des services de santé, des codes d'éthique et des systèmes de surveillance.	OUI	2	Des mesures sont prévues dans les études d'impacts et les PGESSS pour les populations vulnérables, mais elles ne sont pas mises en œuvre.
4.16	Consultation et participation effective des femmes et des hommes. Dans ses processus de consultation publique, la Banque recherchera la participation équitable des femmes et des hommes, ainsi que la participation des organisations de la société civile. Dans le cadre des consultations liées au projet, la Banque s'efforcera d'inclure les femmes et les hommes concernés d'une manière qui soit sensible au genre et socioculturellement appropriée.	OUI	3	Des processus de consultation publique sont en places
4.17	Les droits des femmes. La Banque reconnaîtra, dans n'importe quel contexte culturel ou ethnique, le droit à l'égalité entre femmes et hommes, ainsi que les droits spécifiques des femmes, tel qu'établi dans la législation nationale des pays membres de la région et dans les accords internationaux applicables.	OUI	3	
4.18	Dans le cadre de cette Politique, le soutien de la Banque aux mesures de discrimination positive ciblant spécifiquement les femmes ou les hommes dans le but de combler les disparités entre les genres, de répondre aux besoins spécifiques liés au genre de chaque groupe ou d'assurer que la participation de chaque groupe aux consultations ne constituera ni discrimination ni exclusion.	OUI	3	Une politique visant à l'embauche des femmes a été mise en place pour assurer un ratio de 60 % de femmes travaillant au PIC
4.19	Application des sauvegardes et analyse des risques. La Banque évaluera les impacts négatifs potentiels de ses opérations sur l'égalité des genres dans la phase initiale de préparation de ses opérations. Si des impacts de cette nature sont identifiés, la Banque incorporera une analyse de genre dans ses évaluations de l'impact social et des risques.	OUI	3	Des analyses du genre sont prises en compte dans les études d'impact.



Tetra Tech QI inc.
7400, boul. des Galeries-d'Anjou, bureau 500, Montréal (Canada) H1M 3M2

tetrattech.com